



---

# Protection et valorisation d'espaces naturels en faveur de l'avifaune de plaine

---

## Proposition d'une stratégie d'action

---

DEBIAIS-THIBAUD Valentine  
Master 2 Gestion Durable des Paysages  
2010/2011

Maître d'apprentissage : Jean-Paul BARON

Tuteur universitaire : Jean-Louis YENGUE



Université François Rabelais -  
Tours

UFR Droit, Economie et Sciences  
Sociales



Conseil général des Deux-Sèvres

Direction de l'Agriculture et de  
l'environnement

Service Biodiversité et éducation à  
l'environnement



# Protection et valorisation d'espaces naturels en faveur de l'avifaune de plaine

## Proposition d'une stratégie d'action







## Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier M. Jean-Paul BARON de m'avoir suivi durant toute la période de cet apprentissage et de m'avoir accordé sa confiance en me permettant d'intégrer pleinement les projets et les actions du service Biodiversité et Education à l'environnement. Ce fut une chance et un plaisir de pouvoir travailler au sein de l'équipe comme une chargée de projet. Je tiens à remercier M. Jean-Louis YENGUE pour m'avoir suivi dans mon travail durant cette année universitaire rebondissante !

Je remercie l'ensemble des agents du service Biodiversité (ceux qui sont en poste, ceux qui sont passés et les nouvellement arrivés) pour leur accueil joyeux et sympathique. Je remercie également toutes les personnes des autres services avec qui j'ai pu travailler au fil des dossiers, et aux côtés de qui j'ai pu approfondir mon apprentissage.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à cette étude, tant les professionnels de l'environnement du Centre d'Etudes Biologiques de Chizé, Conservatoire Régional d'Espaces Naturels, Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres, mais aussi ceux de l'aménagement et de la gestion territoriale : Maires, techniciens et agents des différentes collectivités avec qui j'ai pu échanger. Je remercie celles et ceux que j'ai rencontrés sur le terrain, tous les amoureux de la terre et du terroir, qui m'ont fait découvrir leurs vignes et leurs caves !

Enfin, je remercie toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin au bon déroulement de cette année et de mon travail.



## Résumé

Les plaines céréalières sont des milieux riches pour l'avifaune de plaine. Avec l'intensification de l'agriculture, les enjeux de protection de ces espèces patrimoniales sont déployés à différentes échelles institutionnelles. Le Conseil général des Deux-Sèvres insiste sur la priorité des enjeux de conservation et de valorisation des milieux de plaine pour le maintien d'espèces patrimoniales comme l'outarde canepetière. Avec 6,72% de la population Deux-sévrienne dans le secteur agricole, les actions de protection des espaces naturels sur les terres cultivées sont des sujets sensibles en matière d'occupation du sol et de productivité. Ce sont pourtant les systèmes agro-écologiques dits traditionnels qui permettent aux milieux naturels et aux habitats de l'avifaune de plaine de se maintenir et assurent une certaine circulation des espèces. Face aux changements radicaux de ces systèmes agraires, les outils de protection de la nature doivent permettre une maîtrise foncière et d'usage tout en restant en liens avec les besoins et les pratiques des populations du territoire. L'écologie du paysage propose deux leviers d'action dans la mise en œuvre d'un maillage vert à l'échelle locale : les relais paysagers et les liaisons écologiques. En outre, cette méthodologie permet d'anticiper la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue régionale. Dans la plaine de Niort sud-est les vignes et les vergers sont considérés comme des relais paysagers : ces parcelles participent à la mosaïque paysagère en faveur de la biodiversité. L'outil Espaces Naturels Sensibles peut être adapté à l'application des principes de conservation et de maintien de ces relais paysagers et donc de leurs fonctions écologiques. Il apporte une souplesse dans le choix des moyens de gestion pouvant être déclinés selon les besoins et les capacités de chacun des acteurs de l'aménagement. Différentes stratégies d'action peuvent être envisagées : conserver les vignes en créant une seconde activité pour les agriculteurs ou adapter ces parcelles en les transformant en vergers communautaires. Les routes et les chemins composent un réseau de liaisons écologiques approprié tant à la circulation de la biodiversité qu'aux moyens de gestion des collectivités. Une charte de gestion globale adaptée aux enjeux de plaines peut être pour l'ensemble des acteurs de la gestion territoriale. L'objectif est d'appuyer le rôle d'acteur relais du Conseil général dans l'application d'une telle démarche.

Mémoire d'apprentissage réalisé dans le cadre du  
Master 2 Gestion Durable des Paysages – 2010/2011

Université François Rabelais de Tours - Conseil  
général des Deux-Sèvres





## Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>11</b>
<b>Partie 1 : Conseil Général et collectivités : quelle protection des espaces naturels en zone de plaine ? .....</b>	<b>19</b>
<b>I. La plaine agricole : un milieu aux enjeux biologiques et économiques forts .</b>	<b>19</b>
A. Système agro-écologique et paysager de la plaine .....	19
B. Les outils de protection Espaces Naturels sur les territoires de plaine .....	26
C. Les Espaces Naturels Sensibles : un outil technique de protection des espaces naturels offrant une réelle amplitude dans l'action .....	29
<b>II. Le paysage : un objet mobilisable par les collectivités pour la protection des espaces et des espèces en zone de plaine .....</b>	<b>32</b>
A. Les relais paysagers .....	32
B. Les corridors écologiques .....	36
<b>Partie 2 : Etude pilote sur la zone de plaine Niort sud-est .....</b>	<b>41</b>
<b>I. Une démarche prospective .....</b>	<b>41</b>
A. Construire une méthodologie générale adaptée au Conseil général .....	41
B. Les opportunités territoriales pour la protection des espaces naturels .....	46
<b>II. La protection des vignes comme relais paysager .....</b>	<b>50</b>
A. Une emprise spatiale en déclin .....	50
B. Un intérêt territorial mitigé pour les vignes .....	56
<b>III. La gestion écologique d'un réseau d'espaces publics .....</b>	<b>63</b>
A. Les parcelles publiques du Conseil général .....	63
B. Des trames vertes à l'échelle des communes .....	72
<b>Partie 3 : Quelles stratégies adopter ? .....</b>	<b>74</b>
<b>I. Contrecarrer des contraintes essentiellement structurelles .....</b>	<b>77</b>
A. Des relations partenariales efficaces mais à mesurer .....	77
B. Faiblesse de la communication inter-service au Conseil général .....	81
<b>II. Des perspectives ouvertes sur le territoire .....</b>	<b>84</b>
A. Liaisons écologiques et relais paysagers : une voix à suivre .....	84
B. Assurer l'animation du DOCOB de la ZPS Plaine Niort sud-est .....	95
<b>Conclusion .....</b>	<b>99</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>101</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>102</b>
<b>Table des figures .....</b>	<b>104</b>
<b>Table des abréviations .....</b>	<b>106</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>107</b>



## Introduction

Avec la montée en puissance des problématiques environnementales, les questions de biodiversité sont prises en compte dans les actions d'aménagement du territoire. Milieux naturels, protection des espèces, réseaux écologiques, trames vertes et bleues ... toutes ces notions sont dorénavant inévitables. La protection et la mise en valeur du patrimoine naturel est tout aussi importante que celle du patrimoine bâti. La valorisation de ces éléments devient une richesse pour les collectivités pour l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement. Pour le Conseil général des Deux-Sèvres (voir annexe 1), la protection et la conservation des espèces et des espaces font partie des lignes politiques territoriales.

### Organisation et politique du Conseil général

Le Conseil général définit la collectivité représentant le territoire départemental. Depuis 1982 avec la décentralisation, le mandat du Conseil Général est de 6 ans et il développe durant cette période des lignes d'actions politiques orientant le développement du territoire départemental selon ses compétences. Elles concernent les services publics départementaux, la gestion des biens du département ainsi que le budget de la collectivité. Avec les lois de décentralisation, les domaines de compétences des départements sont élargis : l'aide sociale et la santé (enfance, handicapés, personnes âgées, insertion sociale et professionnelle, aide au logement, domaine sanitaire) l'aménagement de l'espace et l'équipement (transports, réseau routier, aménagement rural, espaces naturels, cours d'eau domaniaux) l'éducation la culture et le patrimoine (collèges, bibliothèques, monuments classés ou inscrits), l'économie (aide directes au développement économique).

Le Président du Conseil général (élu à chaque renouvellement d'assemblée tous les trois ans) convoque les élus en Assemblée Départementale afin de débattre et d'exécuter le budget départemental ainsi que les décisions prises par le Conseil général. C'est la Commission Permanente, autre organe décisionnel, qui agit par délégation de l'Assemblée départementale et gère les affaires courantes du département (se réunit tous les mois).

Le Conseil général des Deux-Sèvres est composé de 1800 agents qui sont répartis en 4 pôles : le pôle de l'écogestion, de la mobilité et de l'environnement, le pôle des ressources et des moyens, le pôle des solidarités et enfin le pôle du développement, du territoire et du partenariat. Chaque pôle est divisé en directions (Figure 1). Chacune des directions est composée de services, eux mêmes pouvant être décomposés en bureaux spécialisés (l'exemple de la direction de l'environnement et de l'agriculture Figure 2). Les pôles sont sous l'autorité du Directeur Général des services qui doit assurer le bon fonctionnement de la direction (animation, coordination).



# Organigramme des services départementaux

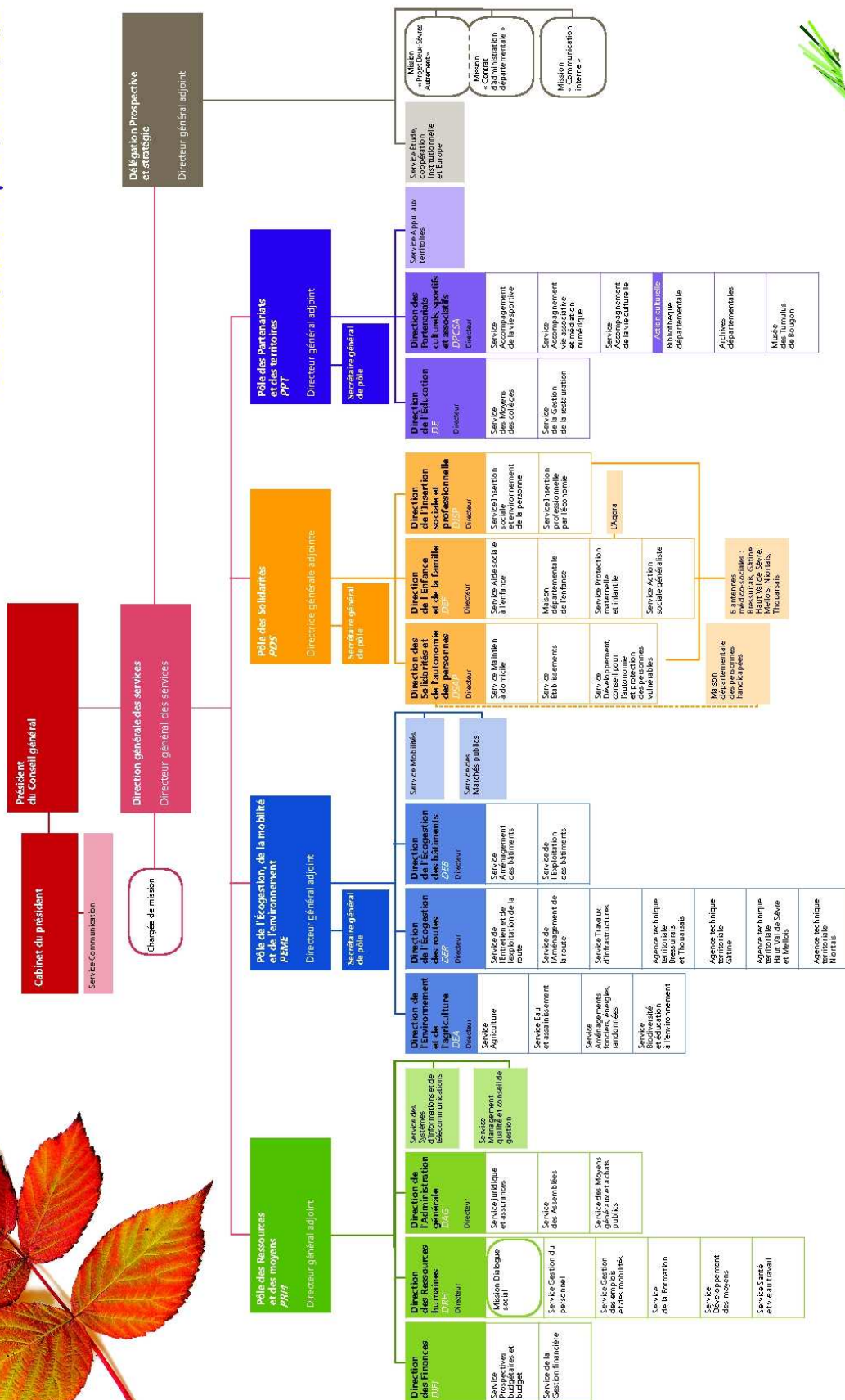
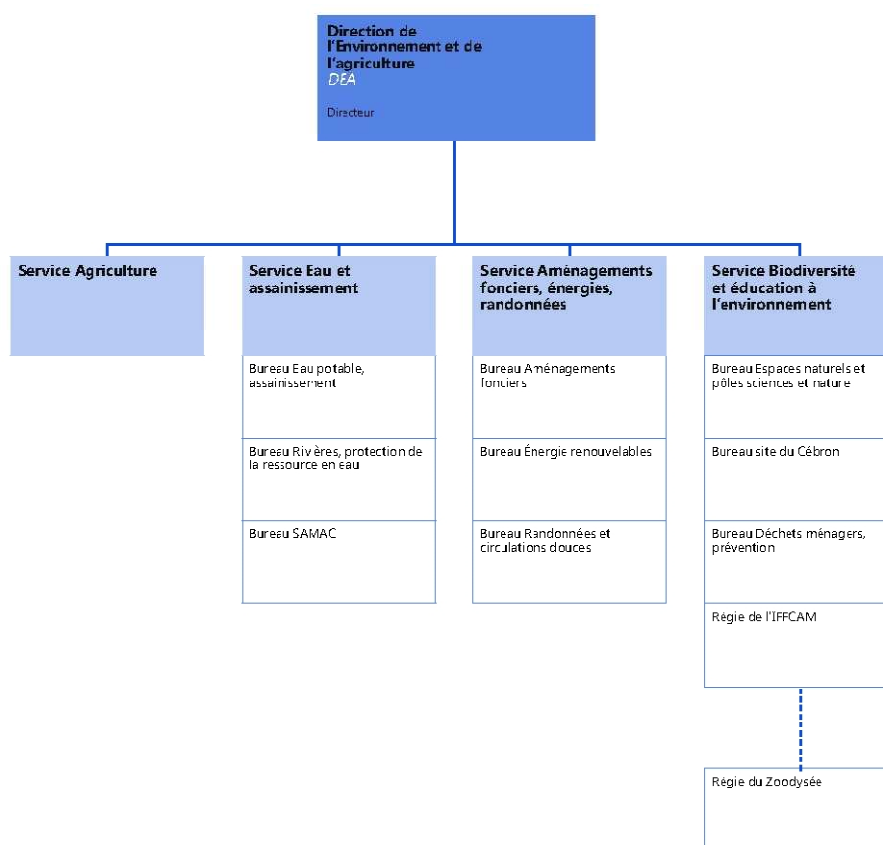


Figure 1 : Organigramme des services départementaux du Conseil général des Deux-Sèvres





**Figure 2 : Organigramme de la Direction de l'environnement et de l'agriculture, Conseil général des Deux-Sèvres**

Le projet départemental « Deux-Sèvres autrement » est la stratégie de développement du territoire départemental à court, moyen et long termes. Le projet se développe autour d'une démarche prospective (connaître les évolutions et les changements concernant notre monde), transversale (répondre à des problématiques impliquant plusieurs domaines d'intervention) et partenariale (implication d'un maximum d'acteurs pour agir et transformer au mieux la réalité, implication d'un conseil scientifique). Trois axes d'intervention : agir sur les comportements collectifs (solidarité, accessibilité, insertion), agir sur les comportements individuels (déplacement, achats, énergie), agir sur les patrimoines naturels et culturels (environnement, éducation, mémoire collective).

### Les projets pour la biodiversité et l'éducation à l'environnement, place et missions de l'apprentie

C'est dans ce contexte politique que s'inscrivent les orientations « Pôle International de la Biodiversité (PIB) ». L'objectif du PIB est de préserver la diversité biologique des territoires Deux-Sévriens et d'en valoriser les savoirs faire. Les enjeux concernent la diffusion des savoirs, la gestion des milieux et la conservation des espèces. Ici les méthodes sont tournées autour de l'implication citoyenne avec les politiques d'éducation à l'environnement (pôles science et nature et réseau d'espace naturels sensibles). Le service biodiversité et éducation à l'environnement s'occupe des questions environnementales, de la gestion des déchets à celle des espaces naturels sensibles en passant par la gestion des pôles Science et Nature du

département (lieux destinés au développement de nombreux supports et activités d'éducation à l'environnement : IFFCAM, lac du Cébron) et la pédagogie et sensibilisation à l'environnement (Figure 2).

La mission d'apprentissage s'est déroulée comme celle d'un chargé de projet : j'ai été intégrée à différents dossiers en cours durant l'année 2010/2011, notamment sur des actions nouvelles visant à mettre en œuvre le PIB

- Pour **l'éducation à l'environnement**, un des temps fort pour le service a été l'organisation des 3èmes Rencontres de la Biodiversité du 16 au 18 juin 2011 sur le thème de la forêt. A cette occasion, j'ai créé les dossiers de synthèse pour les participants, les intervenants, la presse. Pour le premier temps de cette rencontre, j'ai suivi l'organisation du colloque professionnel avec l'association IFFREE (Institut de Formation de Recherche en Education à l'Environnement), mandatée par le Conseil général pour l'organisation de cette manifestation (contacts avec les intervenants, création de documents support pour le colloque, a assuré la logistique durant le colloque).
- **La coopération européenne** est un autre axe du PIB. Pour le service biodiversité cela se dessine dans les projets de coopération avec le Parc National de Bialowieza en Pologne. Dans le cadre de la mise en œuvre de projets de coopération, j'ai participé à l'organisation de la venue d'une délégation polonaise et à leur rencontre avec les partenaires locaux en travaillant avec l'association Bialapodlaska basée à Niort et en Bialowazia (création de fiches identitaires des structures partenaires rencontrées, accueil). Sur des questions plus larges de coopération européenne, auprès du service Europe du Conseil général une des missions de l'apprentissage fut de participer aux recherches d'axes de coopération européenne (thématique conservation des espaces et des espèces pour les LIFE ou INTERREG).
- **Le comité de la Biodiversité** est un projet lancé par une volonté politique en 2010 dans le cadre de la politique PIB du département. L'objectif est de répondre aux orientations en matière de préservation de la diversité biologique avec les partenaires territoriaux. J'ai pu à cette occasion, participer à la réflexion technique sur la mise en œuvre du comité de la biodiversité et sa définition (ce qu'il contient, quelle organisation, quels débouchés techniques).
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique Espaces Naturels Sensible du Conseil général des Deux-Sèvres, **la protection des espaces naturels** est le quatrième volet sur lequel j'ai pu travailler. La mission d'apprentissage s'est tournée sur la mise en place de protection d'espaces naturels en zone de plaine céréalière. Cela implique également de participer aux dossiers en cours au moment de la prise du poste (suivi de la mise en place du SIG biodiversité, participation à la construction au volet espaces naturels sensibles du site internet du Conseil général, création de fiche informatives sur les ENS et le droit de préemption). Cette mission fut la principale en termes de temps de travail du poste (55%) et c'est dans ce cadre général que l'étude d'une stratégie d'action pour la protection des milieux de plaine a été menée et est ici restituée.

Au sein de la collectivité, le projet n'a de sens politique que s'il est porté par des élus et relayé sur le territoire. Les différentes actions menées par le service sont des traductions d'un

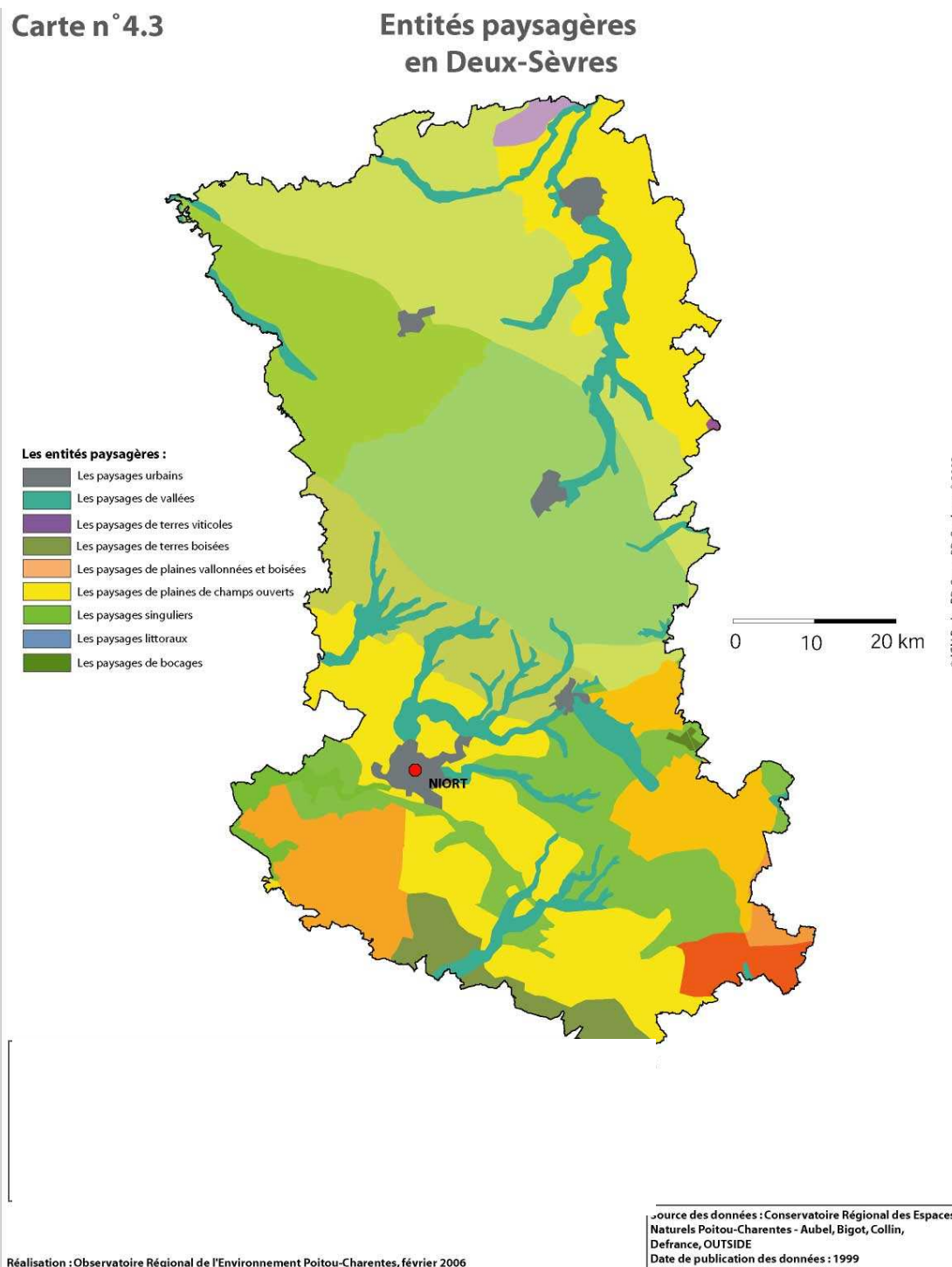
projet politique (ici celle du PIB). C'est dans ce cadre d'action que ma participation aux missions du service s'est intégrée.

### Contexte de l'étude : pour une protection des espaces et des espèces en zone de plaine

Le bureau des Espaces Naturels et pôle sciences et nature s'attache à la mise en œuvre du SDENS. Le SDENS est un outil stratégique permettant d'encadrer une action cohérente sur les ENS par une sélection efficace des espaces pouvant être des ENS, une hiérarchisation des sites au regard de la politique départementale, une définition des termes et conditions d'acquisition, de gestion et de suivi des ENS.

Selon l'Observatoire Régional de l'Environnement 80,8% de la surface territoriale du département des Deux-Sèvres sont consacrés à l'agriculture et 13% sont occupés par la forêt. Selon Agreste (outil statistique d'évaluation et de la prospective du ministère en charge de l'agriculture) 6,7% du territoire est urbanisé. Plus de la moitié de la population Deux-Sévrienne vit dans des villes supérieures à 5000 habitants, la densité sur tout le territoire est de 60hab/km<sup>2</sup> (INSEE). Avec cette répartition, nous comprenons que le paysage des Deux-Sèvres est majoritairement rural. Aussi, 1 emploi sur 5 en Deux-Sèvres est lié à l'agriculture (Attie C. et Micol T., 2009).

Le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) Poitou-Charentes, dans son inventaire des paysages, compte 8 grands types de paysages dans les Deux-Sèvres (Figure 3) : Les plaines de champs ouverts, les plaines vallonnées et/ou boisées, les bocages, les terres viticoles, les terres boisées, les vallées, les villes et les paysages singuliers. Les plaines de champs ouverts sont les lieux de production agricole qui marquent davantage le paysage. Les plaines des Deux-Sèvres et plus largement du Poitou-Charentes, accueillent de nombreuses espèces avifaune de plaine à valeur patrimoniales. **Les politiques du Conseil général en matière de conservation d'espaces naturels se tournent vers ces milieux et se posent aujourd'hui la question de leur préservation.**



**Figure 3 : Les paysages en Deux-Sèvres**

Les plaines et champs ouverts sont les paysages où l'activité agricole, et notamment céréalière, est majoritaire. Ils sont souvent perçus négativement, symbole d'une industrie agricole, ils ne sont représentés que comme des espaces de production intensive. Mais ces grandes plaines sont aussi l'image de ce qu'à pu ou peut être l'espace rural français depuis bien longtemps. D'après le CREN Poitou-Charentes ces espaces sont pourtant perçus comme des non-paysages. Les milieux de plaine sont pourtant des espaces à enjeux biologiques forts notamment sur l'avifaune de plaine. La région Poitou-Charentes est notamment « le dernier

bastion » de la population migratrice d'outarde canepetière (Attié C. et Micol T., 2009). Trois plaines sont concernées par ces enjeux : plaines d'Oiron Thénézay, Lezay la Mothe Saint Heray et enfin plaine de Niort Brioux. L'intensification de l'agriculture et l'agrandissement de la surface agricole utile moyenne se fait au profit de la céréaliculture et de l'utilisation de pesticides et insecticides et donc en défaveur d'espèces patrimoniales comme l'outarde canepetière, le busard cendré ou l'œdicnème criard. Le projet de Plan national en faveur de l'outarde canepetière pour la période 2011-2015, initié par le ministère en charge de l'écologie, explique lui-même que « l'intensification agricole constitue toujours le risque le plus important pour les populations migratrices des plaines cultivées ». Il souligne aussi « une difficulté importante à maintenir les dernières populations migratrices du centre ouest »<sup>1</sup> et préconise de redoubler d'effort dans les mises en œuvre des protections de l'espèce.

Les territoires de plaine sont des espaces sensibles sur les questions de protection environnementale : importance économique de l'activité agricole et donc de l'enjeu productif de l'occupation du sol, électorat agricole majoritaire... En Deux-Sèvres 6,73% de la population active travaille dans le secteur agricole (4,1% à l'échelle nationale en 2004). Comme partout sur le territoire les enjeux agricoles sont forts quand le système polyculture/élevage cède la place à l'agriculture intensive, l'agrandissement des parcelles impacte directement sur le nombre d'exploitants et donc sur le nombre d'emplois dans le secteur. L'agriculture intensive mène à l'uniformisation des paysages agricoles, se qui affecte directement la biodiversité. Les questions des enjeux économiques, sociaux autant qu'écologiques sont liés. Il semble nécessaire d'adapter les outils de protection des espaces naturels dans ces zones sensibles. **Quelle stratégie le Conseil général aux côtés des autres collectivités territoriales peut-il adopter pour la protection des espaces naturels en zone de plaine céréalière ? Quelle peut être la place du paysage dans la protection de la biodiversité tout en maintenant une activité agricole ?** Nous verrons dans un premier temps quels sont les outils utilisables pour la mise en œuvre d'une politique de protection des milieux de plaine dans le cas du Conseil général des Deux-Sèvres. Puis nous verrons dans quelle mesure ces outils sont adaptables aux territoires à l'aide d'une étude pilote sur la plaine Niort sud-est. Enfin nous analyserons quelles peuvent être les stratégies à adopter par le Conseil général dans le cas d'une politique de protection des espaces naturels en zone de plaine.

---

<sup>1</sup> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Projet-de-plan-national-d-action.html>



## Partie 1 : Conseil Général et collectivités : quelle protection des espaces naturels en zone de plaine ?

Dans ces territoires où l'activité agricole est majoritaire dans les dynamiques territoriales, il peut être délicat de trouver un outil d'accompagnement à la protection des espaces naturels adapté aux territoires agricoles et à leur fonctionnement économique. Nous comprendrons pourquoi les enjeux de biodiversité en plaines sont importants et nous verrons de quelle manière le paysage peut être un outil pertinent à mobiliser localement pour la protection de ce milieu.

### I. La plaine agricole : un milieu aux enjeux biologiques et économiques forts

S'interroger sur les moyens de protection des espaces naturels dans un système agricole comme la plaine revient dans un premier temps à expliquer comment le fonctionnement de son système agro-écologique. Selon ces constats, plusieurs outils de protection sont ou pas envisageables.

#### A. Système agro-écologique et paysager de la plaine

Les plaines agricoles des Deux-Sèvres sont des milieux fortement artificialisés de par l'activité agricole mais nous verrons que l'avifaune de plaine doit pourtant y trouver refuge.

##### 1) Une biodiversité de plaine dépendante de l'agronomie

Les espèces avifaune de plaine sont pour majorité des espèces qui se sont adaptées à un système fortement influencé par l'homme. Des espèces comme l'outarde canepetière et le busard cendré sont des oiseaux de steppes. Mais elles se sont adaptées et implantées dans les plaines cultivées (Conseil général des Deux-Sèvres, nd). Alors qu'elles étaient adaptées à un système agro-pastoral ancien, elles sont aujourd'hui déstabilisées par le système agricole intensif.

V. TURPAUD FIZZALA (Attié C. et Micol T., 2009) explique qu'en Deux-Sèvres le déclin des populations d'avifaune de plaine peut être mis en relation avec l'intensification de l'agriculture. Par exemple les effectifs de mâles d'outardes passent de 1000 individus en 1979 à 84 en 2008, alors qu'en parallèle la taille des exploitations s'agrandie (la courbe de la SAU moyenne est inversement proportionnelle à celle du nombre d'exploitation professionnelle entre 1979 et 2008) (Figure 4). La cause en est la baisse de la diversité paysagère par l'augmentation des surfaces agricoles intensives depuis 1950 avec la modernisation des outils agricoles et la monoculture de céréales ou d'oléagineux. Ces blocs de culture mono-spécifiques rendent impossible la nécessaire diversité des milieux dont certaines espèces ont besoin pour se nourrir et se reproduire (Figure 5). En effet le déclin de l'élevage entraîne la disparition des cultures de luzerne et des prairies qui font parties des cultures nécessaires à l'outarde canepetière. « Les Otididés sont caractéristiques des milieux steppiques et ont des mœurs

principalement terrestres. L'Outarde canepetière affectionne les régions ouvertes, plates ou peu vallonnées afin d'avoir toujours une bonne visibilité sur les dangers potentiels mais aussi pour que les mâles puissent être vus durant la période de reproduction, et les prairies et cultures peu denses (notamment de luzerne) pour pouvoir se cacher rapidement dans la végétation haute tout en observant les alentours. Elle recherche un climat chaud et sec, un fort ensoleillement estival, une faible pluviosité, peu de relief et un sol drainant calcaire ou crayeux. On comprend donc mieux pourquoi les plaines cultivées de Poitou-Charentes forment l'un des habitats principaux de l'outarde en France : celles-ci constituent un bon habitat de substitution à son milieu de vie naturel en pleine mutation»<sup>2</sup>.

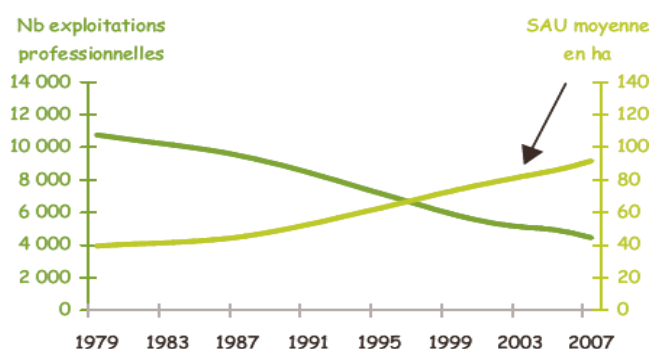
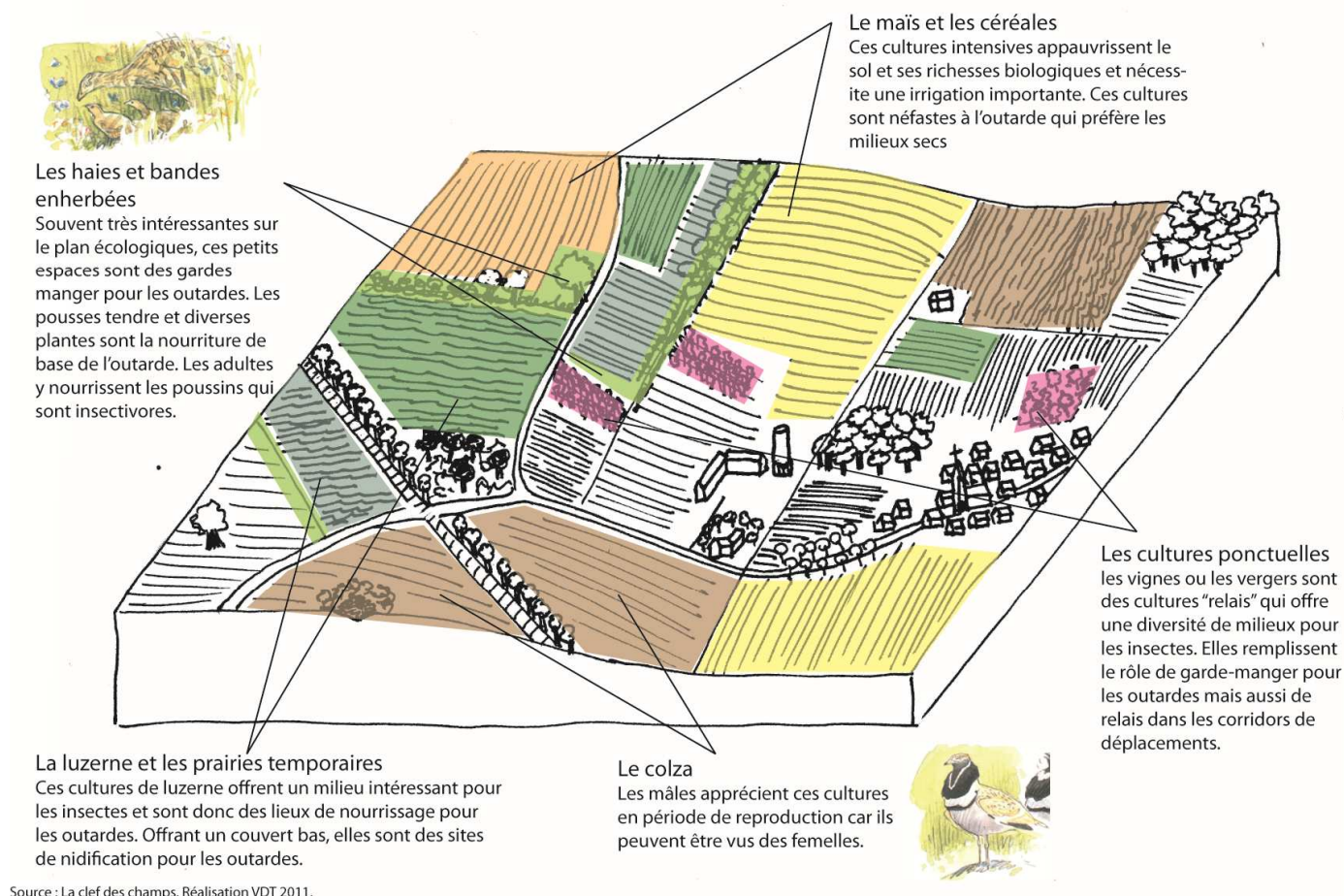


Figure 4 : agrandissement des exploitations agricoles (source LIFE conservation de l'outarde canepetière en France et en Espagne)

<sup>2</sup> <http://outarde.lpo.fr>



## Une mosaïque de cultures pour l'outarde



**Figure 5 : Une mosaïque de cultures nécessaire à l'outarde canepetière.**

L'agrandissement des parcelles n'est pas le seul facteur d'appauvrissement de la biodiversité dans les plaines céréalières. Les utilisations importantes d'intrants et d'insecticides depuis les années 1950 ont un impact fort sur les sols ainsi que sur les la faune et la flore de plaine (insectes, micromammifères, plantes messicoles...) et participe ainsi à la perturbation du milieu écologique. Les insecticides réduisent la population d'insectes indispensable à l'outarde (consommation d'insectes durant la période de reproduction, les poussins sont insectivores). L'irrigation excessive et la mauvaise gestion des ressources en eau ajoute un facteur supplémentaire à la non durabilité de ses systèmes intensifs<sup>3</sup>.

L'évolution de l'agriculture affecte les paysages de plaine, l'accroissement de la taille de l'exploitation, le regroupement de parcelles, élimine l'effet de mosaïque du paysage. En effet comme nous le montre la Figure 6, entre 1958 et 2011 la taille des parcelles cultivées c'est très largement agrandie, réduisant ainsi la mosaïque de cultures autour du bourg de Marigny. Cette dynamique se retrouve sur toutes les communes de la zone de plaine céréalière Niort sud-est. Depuis 1970 les paysages agricoles traditionnels laissent la place à des systèmes agricoles largement ouverts et monospécifiques. L'évolution du paysage est alors elle aussi très fortement marquée par l'évolution du système agricole.

<sup>3</sup> [www.agripopchize.fr](http://www.agripopchize.fr)

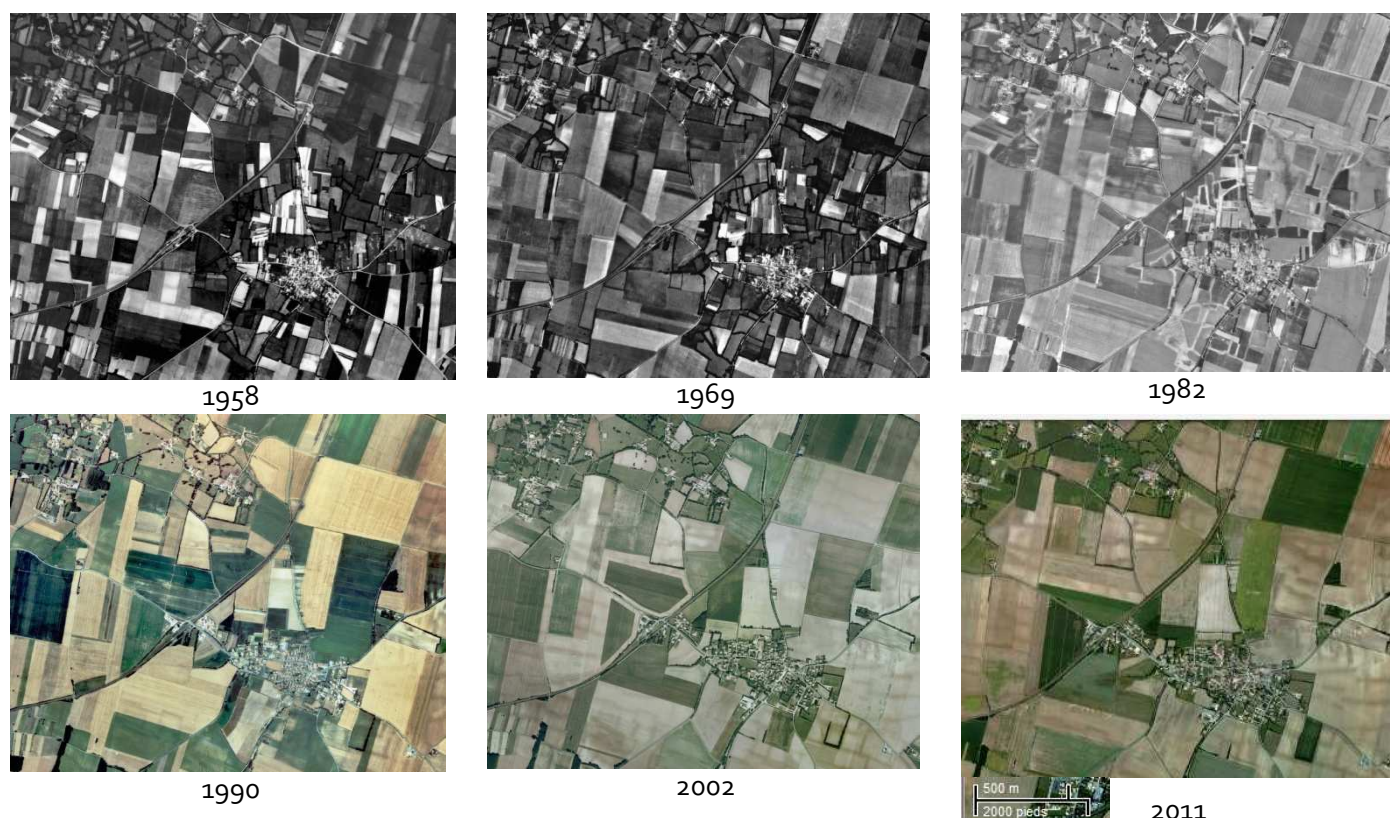


Figure 6 : Evolution du parcellaire sur le bourg de Marigny, source CEBC et GoogleMap.

La baisse des effectifs d'outardes est irrémédiablement liée à l'uniformisation des modes d'occupation du sol et du paysage, soulignant l'évidente nécessité de modification du système agricole.

## 2) Système paysager

Les activités agricoles en zone de plaine sont bien souvent décriées et étiquetées comme des non paysages. L'agriculture intensive et mécanisée implique bien souvent la disparition d'objets paysagers épars comme les bosquets, les arbres isolés, les chemins, talus ... Les systèmes de prairies ont disparus avec l'achèvement des systèmes mixtes de polyculture-élevage.

L'exemple de la plaine Niort sud-est nous montre un espace relativement plat, entrecoupé de petites dépressions encadrées par deux petits coteaux au nord, Saint-Symphorien, Frontenay Rohan-Rohan, et au sud au niveau des communes de Marigny et de la Foye Monjault (environ 50 m d'altitude en moyenne). La faiblesse de ce relief marque essentiellement le caractère de la plaine. L'eau est un élément qui apparaît rarement sauf sur la petite vallée de la Courance qui traverse une partie de la plaine. La présence de cette dernière est surtout marquée par le changement de végétation (coupure davantage bocagère dans le paysage).

Les paysages de plaine peuvent offrir aujourd'hui des caractères spécifiques d'ouverture de par cette large mécanisation et de points d'appels (château d'eau, bourg,

vergers, quelques arbres isolés, cultures relictuelles comme les vignes). Des points de vue et perspectives deviennent alors intéressants dans le paysage. L'exemple de la plaine de Niort sud-est permet de voir que l'espace dégagé offre une vision large et périphérique de tout un territoire (Figure 7).

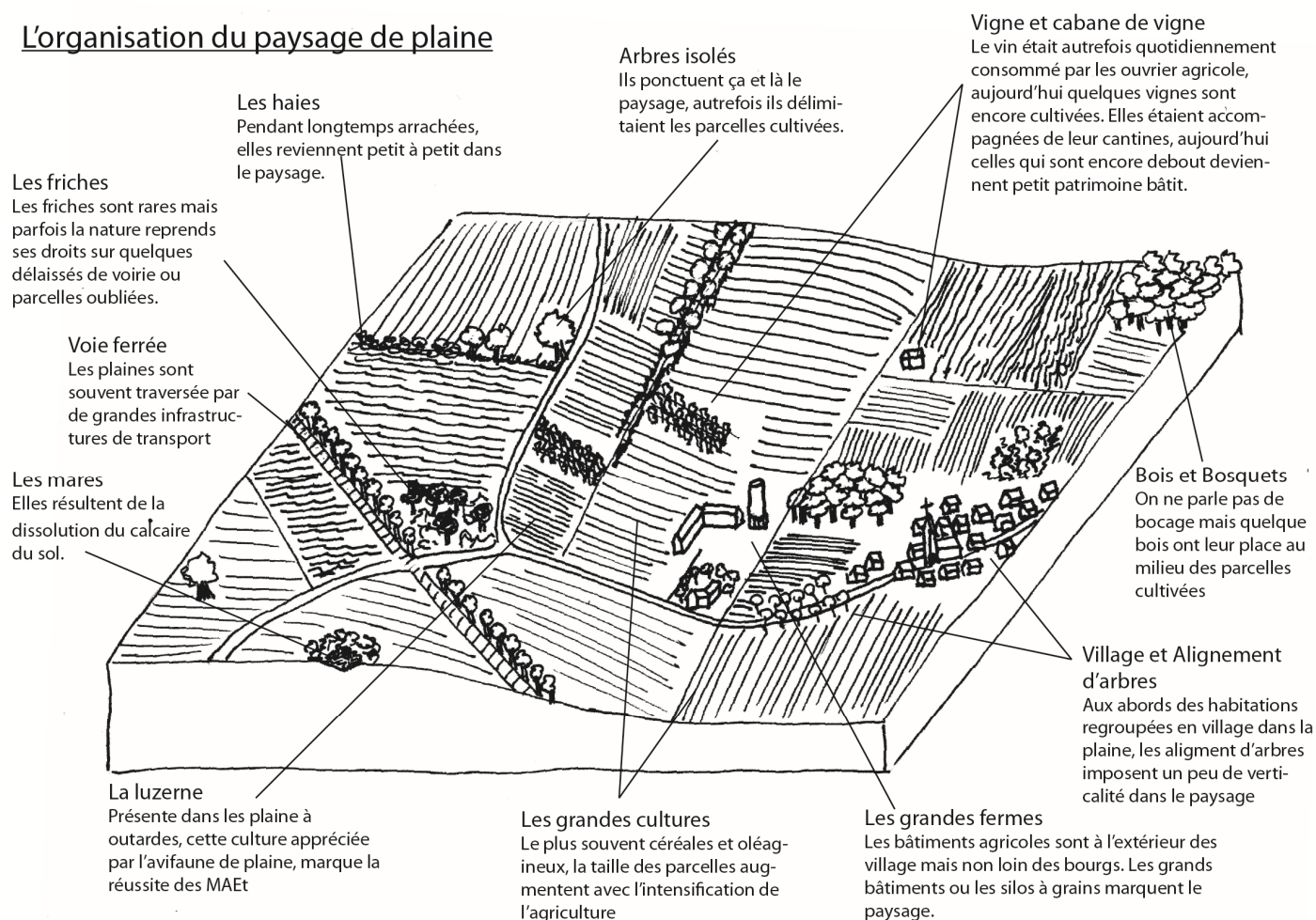
D'autres activités économiques hormis l'agriculture menacent aujourd'hui les espaces naturels en ZPS. Nous comptons parmi elles l'urbanisation (axe nord sud par l'influence de Niort et de la dynamique de périurbanisation), les projets d'aménagement comme les Zones d'activités ou les parcs éoliens (la plaine de Niort sud-est est sollicitée par de nombreux projets de ferme éolienne). Cette même plaine est aussi traversée par les grandes voix de communication : par exemple la plaine de Niort Sud-est est coupée par l'A 10, l'A 83, l'axe TGV Poitiers-La Rochelle, cela fait trois axes de circulation majeure à l'échelle nationale qui impactent le paysage. La Figure 8 nous montre quel peut être l'agencement de ces éléments dans la construction du paysage. Tous ces types d'activités sont spaciophages pour les espaces naturels et nous pouvons souligner la remarque faite par le Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres (GODS) (GODS, 2010) quand à la nécessité de se poser la question d'un développement durable par conciliation entre économie et environnement.





*Figure 7 : Vues du coteau sud de Marigny vers le nord de la plaine. Source VDT 2011.*

## L'organisation du paysage de plaine



Source : terrain VDT 2011. Réalisation VDT 2011.

Figure 8 : Diagramme paysager schématisé de la plaine Niort Sud-est, Source : terrain VDT 2011

La principale vulnérabilité de la plaine réside en sa non reconnaissance et sa non appropriation sociale (Ecoscop, 2010). Cela est dû au fait que son paysage ne représente que peu d'intérêt pour ses habitants et que peu de moyens de défense lui sont alloués, changeant ainsi au gré des types d'occupation du territoire. Un autre point de vulnérabilité réside dans l'ouverture même de la plaine : tout élément changeant est directement visible dans le paysage, cela peut alors rapidement perturber la lecture, l'appréciation et le fonctionnement. Ici c'est le développement urbain qui marque davantage les éléments paysagers. L'augmentation forte de la taille des parcelles par l'intensification de l'agriculture menace aussi la structuration du paysage et son fonctionnement écologique. L'état initial de l'environnement (Ecoscop, 2010) commandé par la Communauté d'Agglomération de Niort, indique comme enjeux paysagers de maintenir et de poursuivre les maillages de haies, prairies, jachères pour leurs intérêts écologiques et paysagers, mais aussi de maintenir la vocation de grandes cultures céréalières diversifiées.

En effet il est tout aussi important de porter son attention sur l'agrandissement des parcelles de culture que sur la nécessaire diversité écologique des milieux, qu'ils soient agricoles ou naturels, c'est en cela que réside l'importance du maintien du système paysager d'une zone de plaine. Nous devrions ajouter au diagnostic de l'Etat initial de l'environnement (Ecoscop, 2010) de la CAN, que l'agro-système traditionnel à maintenir est celui de la polyculture élevage

et non pas celui des grandes cultures céréalières diversifiées. Plus localement nous devons nous attarder sur les éléments paysagers caractéristiques comme les points relais ou d'appels ainsi que les réseaux d'espaces naturels.

## **B. Les outils de protection Espaces Naturels sur les territoires de plaine**

Différents outils de protection des espaces naturels sont recensés sur les territoires de plaine. Sur ces territoires aux enjeux forts, les outils techniques de protection des espaces naturels se superposent pour la préservation des sites mais ne semblent pourtant pas toujours adaptés à chaque territoire d'action.

### **1) Les échelles de la protection d'espaces naturels sur la plaine**

Les outils de protection des espaces naturels sont classés en plusieurs catégories : les mesures de protections réglementaires, les mesures de protection par maîtrise du foncier, les mesures de protection conventionnelles et les inventaires patrimoniaux. Chacune d'entre elle peut être une mesure prise au titre d'une convention ou d'un texte international ou européen ou bien national. La Figure 9 montre quelles sont les périmètres de protections des espaces naturels que nous pouvons trouver sur les zones de plaine des Deux-Sèvres.



## Les outils de protection des espaces naturels dans le ZPS PNSE

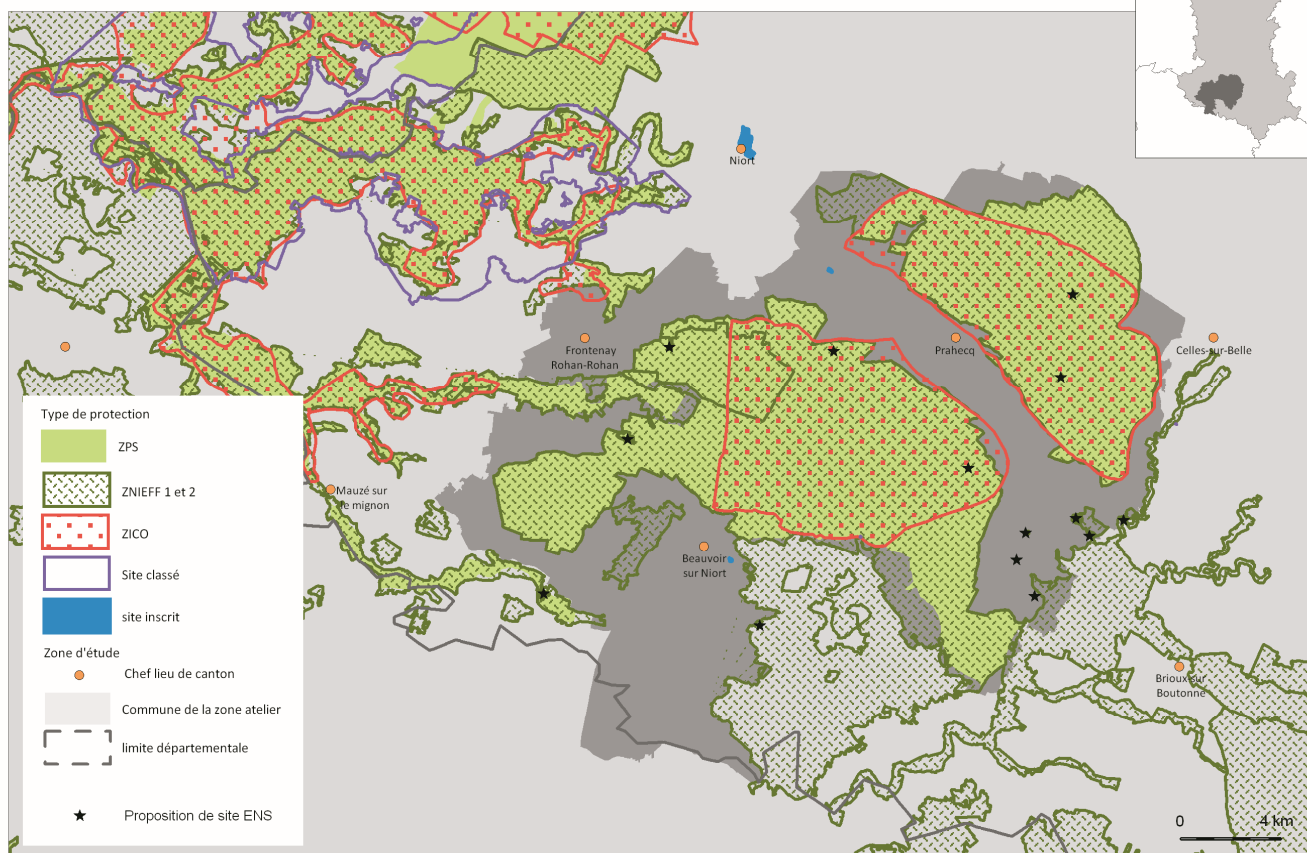


Figure 9 : Les outils de protection des espaces naturels en ZPS PNSE. Source CG79.

En plaine, généralement, les échelles de protection majoritaires sont celles des protections conventionnelles : Natura 2000, les protections par voie contractuelles (MAEt) et celle des Life (ATEN, 2010).

- Les zones de plaine étant généralement des milieux fragiles de par la pression des activités agricoles, le réseau européen Natura 2000 comprend des habitats ou des espèces de flore et de faune dont les listes sont fixées par le ministère de l'environnement, ou bien sont désignées au titre de la directive « Oiseaux ». Toutes les plaines des Deux-Sèvres sont en ZSC et ZPS. Les objectifs des protections Natura 2000 sont de conserver ou rétablir un état favorable des habitats naturels et de la biodiversité associée. Les dispositifs permettant d'atteindre ces objectifs sont principalement contractuels (contrats ou charte Natura 2000) ; Un Document d'Objectif (DOCOB) est aussi établi sur chaque site, définissant les orientations, mesures de gestion et les modalités de mise en œuvre de la protection et de la conservation des habitats, ainsi que les mesures financières qui les accompagnent.
- Les Mesures Agri-Environnementales territorialisées (MAEt) visent par une contractualisation volontaire de l'agriculteur avec l'Etat, à mettre en œuvre des pratiques agricoles favorables à l'environnement, aux milieux naturels et à la biodiversité. Ils ont une durée de 5 ans et sont basés sur un cahier des charges. Les objectifs précis concernent la

biodiversité, les paysages, la qualité de l'eau. Sur les territoires de plaines à Outardes, les MAEt sont adaptés pour la protection de l'oiseau.

- Le Life, L'Instrument Financier pour l'Environnement, est un programme de financement européen pour la protection de l'environnement. L'un des volets du Life est le Life Nature : il finance les actions de conservation de la nature dans le cadre des directives natura 2000 Oiseaux et Habitats. Le programme life Outarde II est validé en 2004 par la commission européenne et vise à renforcer la population d'outardes migratrices en France. Les plaines céréalières des Deux-Sèvres sont concernées (comme celles de Poitou-Charentes).

En plaine, les outils juridiques pour la protection des espaces naturels par protections réglementaires vont surtout se retrouver dans les espaces boisés classés et les zones N des plans locaux d'urbanismes. Par les PLU, les communes peuvent (article L.130.1 du code de l'urbanisme) « désigner des espaces boisés dit classés à conserver, à protéger ou à créer [...] bois, parcs, alignement d'arbres ou encore arbres isolés ». Ce classement interdit tous changements dans l'affectation du sol et nécessite une autorisation pour les abattages et coupes et interdit le défrichement. Des zones N peuvent être délimitées dans les PLU pour la protection de la « qualité des sites, des milieux naturels et des paysages ». Toute construction y est interdite ainsi que toute modification de l'occupation du sol. Grâce à ces deux outils réglementaires, les communes peuvent agir sur les espaces naturels, en zone de plaine, certaines le font de par les orientations du SCOT ou bien d'elles mêmes (voir p62 et p48).

De nombreux inventaires patrimoniaux sont menés dans les zones de plaines. Leur objectif est de recenser les espèces à valeur patrimoniale et peuvent être considérés comme des outils d'aide à la décision. Il s'agit ici des ZNIEFF et des ZICO.

- Les ZNIEFF correspondent à l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique. C'est un inventaire national ayant pour objectif l'aide à la décision en matière d'aménagement. Les ZNIEFF de type I correspondent à de petits espaces caractérisant la présence d'espèces ou d'un milieu à grande valeur écologique. Les ZNIEFF II correspondent à de larges espaces, des ensembles naturels riches présentant un potentiel biologique important. En plaine, ce sont les intérêts avifaunistiques qui sont mis en avant avec les prairies, pelouses et friches.
- Les ZICO, Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux, sont des zones dont la liste est construite par le Birdlife International et qui recense les zones favorables pour la conservation des oiseaux sauvages. Ces inventaires scientifiques sont les préalables à la désignation des ZPS. Ils permettent d'identifier les enjeux des zones à conserver.

Ces différents outils de protection s'échelonnent sur les zones de plaine autour des enjeux avifaune de plaine ainsi que des enjeux paysages. Les enjeux paysagers ne sont développés qu'à l'échelle de la commune, en effet aucun de ces outils ne permettent de s'attarder sur les éléments ponctuels du paysage. Aussi, dans toutes ces mesures, le département ne semble pas apparaître clairement comme un acteur de la protection des espaces naturels.



## 2) Ouvertures et limites des types de protections existants pour le conseil général

Concernant l'enjeu outarde en zone de plaine, les seuls outils impactant la conservation du milieu et de l'espèce sont les MAEt (Attié C. et Micol T., 2009). L'élaboration des DOCOB des quatre ZPS des plaines des Deux-Sèvres sont aussi des outils importants dans l'élaboration des stratégies de gestion des espaces dans ces milieux naturels. Ces outils conventionnels sont les seuls qui ont un impact direct sur la conservation de ce milieu. Les MAEt ont leurs limites, le nombre de contractualisant fluctue en fonction du contexte économique ou législatif : par exemple une augmentation du cours du blé peut provoquer une augmentation de la surface cultivée en blé (Attié C. et Micol T., 2009). Le temps de la contractualisation, 5 ans, est aussi une contrainte car elle joue sur les périodicités de rotation d'assolement, et minimise le temps de contraintes. Le dispositif est aussi reconnu pour ses lourdeurs administratives nécessitant une forte animation territoriale. La principale limite des MAEt réside dans le fait qu'ils ne soient pas exportables en dehors des limites Natura 2000 ou des zones d'action prioritaire.

V. TURPAUD FIZZALA (Attié C. et Micol T., 2009) préconise un certain nombre d'ouverture pour la protection des espaces naturels en zone de plaine. L'une possibilité davantage pérenne est l'acquisition foncière (accessible cependant qu'à une grande échelle). Or nous pouvons, avec la Figure 9, faire le constat qu'il n'existe pas de périmètre Espaces Naturels Sensibles à enjeux milieu de plaine. C'est pourtant l'un des outils de mesure de protection par la maîtrise foncière que le Conseil général peut piloter pour la protection des espaces naturels. Le Conseil général n'a pas véritablement de levier d'action dans les outils de protection des espaces naturels dans les zones de plaine. Il peut cependant prendre en considération les orientations décrites par les DOCOB et adapter ces propres outils aux territoires visés.

### C. Les Espaces Naturels Sensibles : un outil technique de protection des espaces naturels offrant une réelle amplitude dans l'action

Comme dans bien d'autres territoires, les espaces naturels sont menacés par les modifications de l'utilisation des sols (urbanisation, agriculture...) mais aussi par l'abandon de ceux-ci ou transformations par dynamiques naturelles (non entretenus, des milieux fragiles perdent tout équilibre et se transforment). La maîtrise foncière des espaces à conserver paraît être un outil pérenne dans la conservation des milieux. L'outil alors utilisable pour le Conseil général est celui de l'Espace Naturel Sensible.

#### 1) La compétence Espace Naturel Sensible

La loi du 18 juillet 1985 accorde aux Conseils Généraux les compétences en matière d'Espaces Naturels Sensibles : ils doivent élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des ENS du département. « Un Espace Naturel Sensible est un outil de protection d'espaces naturel dans le but de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel ».

Pour être classés ENS, ces territoires « doivent être constitués par des zones dont le caractère naturel est menacé et rendu vulnérable, actuellement ou potentiellement, soit en raison de la pression urbaine ou du développement des activités économiques ou de loisirs, soit en raison d'un intérêt particulier eu égard à la qualité du site ou aux caractéristiques des espèces végétales ou animales qui s'y trouvent » (loi 76.1285 du 31 décembre 1976).

En novembre 2010 le Conseil général des Deux-Sèvres a validé son Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles. C'est un document stratégique définissant les objectifs et les moyens d'intervention du Conseil général sur les ENS du département. C'est un outil de concertation, de planification, de gestion, de mise en œuvre, de suivi de la politique d'acquisition et de soutien aux partenaires du Conseil général (Conseil général des Deux-Sèvres, 2010). Le SDENS fait un bilan de la politique ENS entre 1991 et 2009, fait un point analytique sur les 294 sites proposés par différents acteurs du territoire et dégage des orientations générales. Le SDENS permet de :

- Sélectionner un ensemble de sites d'intérêt écologique ou géologiques ou paysager pouvant faire l'objet d'intervention du Conseil général ;
- Hiérarchiser les sites sélectionnés en fonction de leur niveau d'intérêt ;
- Définir un cadre stratégique pour l'acquisition, la gestion et le suivi des ENS.

Le Conseil général des Deux-Sèvres développe donc de nouvelles orientations politiques afin de renforcer son action sur les ENS pour 2011-2016 et nous donne des orientations d'actions en termes de protection de la biodiversité et des paysages.

## 2) Les outils ENS

Pour l'aider à appliquer la politique Espaces Naturels Sensibles, le département possède deux outils, l'un foncier (droit de préemption ENS), l'autre financier (la taxe départementale ENS).

### *a) La préemption ENS : mise en veille foncière des espaces à protéger*

Le Département est titulaire du droit de préemption. Il peut choisir de déléguer ce droit, ou si le département renonce à son droit de préemption sur la zone, certains établissements publics territorialement compétents, peuvent se substituer au Département : ils peuvent décider d'user du droit de préemption sur la zone de préemption ENS (créée elle-même par le département). Bénéficiaires du droit de préemption sont le Conseil Général qui est titulaire du droit de préemption, les communes ou EPCI peuvent se substituer au département, et/ou être délégataires, ou d'autres délégataires : l'Etat, les collectivités territoriales, les EPF (Etablissement Public Foncier). Son utilisation :

- Préservation de la qualité des sites et des paysages des milieux naturels,
- Ouverture au public sauf exception justifiée par la fragilité du milieu : les aménagements pour l'accueil du public doivent être compatibles avec la sauvegarde des sites, paysages et des milieux naturels,

- Seule l'acceptation d'équipements légers pour : l'accueil du public, la gestion courante des terrains acquis ou la mise en valeur de l'intérêt culturel et scientifique du site peut être autorisée,
- Le propriétaire est tenu d'assurer la préservation, l'aménagement et l'entretien du site.

L'axe 1 du SDENS propose une action de mise en veille foncière des espaces remarquables. Son objectif est de conforter et de développer le réseau d'ENS, de rester informé des mouvements foncier sur les espaces naturels, de faciliter l'acquisition des espaces par les collectivités ou EPCI et enfin de permettre d'entreprendre une stratégie pour utiliser les outils de maîtrise d'usage et foncière des espaces. La création de zones de préemption se fait à la demande du Conseil général. Le SDENS propose de créer entre 2011 et 2016, 20 zones de préemption ENS pour un total de 500ha.

*b) La Taxe Départementale des ENS : un outil financier pour l'acquisition et la gestion*

La Taxe Départementale Espaces Naturels Sensible (TDENS) est une taxe spéciale perçue sur tout le département. Cette taxe doit être utilisée afin de « préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ». Elle permet l'acquisition, l'aménagement et l'entretien d'espaces naturels sensibles sous réserve de leur ouverture au public et des chemins de randonnées inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

En Deux-Sèvres, la TDENS a été instituée en 1991. La TDENS constitue un impôt additionnel à la taxe locale d'équipement. Le taux de la TDENS est fixé par délibération du Conseil général et ne peut excéder 2% de la valeur de l'ensemble immobilier. Dans les Deux-Sèvres, le taux est fixé à 1,2 %. Les stratégies de SDENS des Deux-Sèvres ne sont pas uniquement tournées vers l'acquisition de sites : la TENS peut être utilisée comme subvention à des collectivités, partenaires associatifs... pour l'aide à l'acquisition ou la gestion de site.

La programmation budgétaire établie sur le montant de la TDENS consacré aux espaces naturels sensibles, hors salaires et budget randonnée, dans le SDENS est de 4 000 000 d'euros pour la période 2011-2016 et ce réparti comme suit :

Axe d'intervention	Montant total consacré (€) (2011 -2016)
Axe 1 - Conforter et structurer un réseau de sites d'intérêt écologique, géologique ou paysager	2 600 000
11- Conforter et renforcer le réseau des ENS	2 000 000
12- Renforcer la qualité de gestion des ENS	600 000
Axe 2 - Identifier et valoriser le réseau écologique départemental	400 000
21- Connaître le réseau écologique départemental	200 000
22- Préserver et valoriser les "continuités écologiques"	100 000
23- Soutenir les opérations pilote valorisant notamment la gestion agricole des réseaux écologiques	100 000
Axe 3 - Eduquer à la biodiversité et inciter à la découverte des espaces naturels sensibles	1 000 000
31- Renforcer l'éducation à la biodiversité et aux ENS	280 000
32- Promouvoir et inciter à la découverte des espaces naturels sensibles	600 000
33- Formaliser et faire connaître la politique départementale	20 000
34- Animer la politique départementale (comité consultatif)	
35- Evaluer la politique "espaces naturels sensibles"	100 000
Total	4 000 000

Les ENS peuvent nous permettre de mettre en veille foncière certaines parcelles jugées intéressantes dans la conservation des espaces. Mais l'outil ENS implique de cibler les espaces et de veiller à maintenir une certaine occupation du sol. Au sein de la plaine agricole, ces ENS doivent donc être gérés de façon particulière et non pas simplement conservés en l'état.

## II. Le paysage : un objet mobilisable par les collectivités pour la protection des espaces et des espèces en zone de plaine

L'Homme peut être à l'origine de certaines barrières écologiques qui peuvent rendre des milieux naturels impropres à la vie de certaines espèces animales et végétales ou bien empêcher leur circulation. Les grandes zones agricoles ou sylvicoles intensives peuvent avoir cet effet de barrière. L'objectif est alors de limiter la fragmentation du territoire. En plaine agricole, s'ajoutant aux actions menées sur le plan agricole et écologique (contrats MAEt, conservation des espèces...), nous pouvons agir sur la structure éco-paysagère du territoire. Le but est d'accompagner les transformations paysagères afin d'empêcher une banalisation du paysage et maintenir les fonctions écologiques de certains sites.

### A. Les relais paysagers

Dans une zone de plaine dont le système agricole prépondérant est un système intensif, les relais paysagers confèrent une identité paysagère ainsi qu'une richesse biologique au territoire, à l'heure où ces éléments tendent à disparaître complètement. Nous nous sommes demandé quels rôles peuvent jouer les relais paysagers dans la protection d'espaces naturels en zone de plaine.

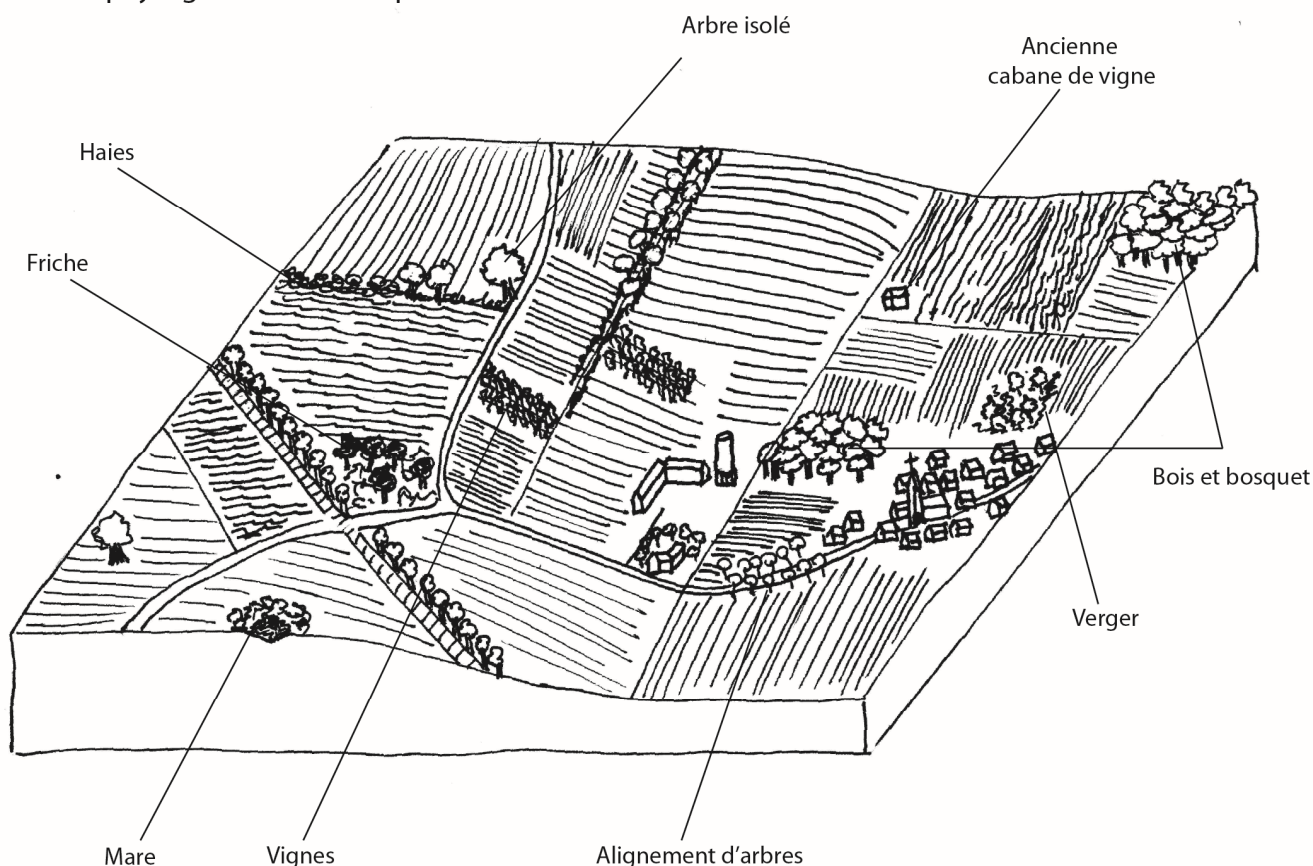
## 1) Définitions

La notion de relais paysager a été développée dans la stratégie d'intervention du Conservatoire Régional d'Espaces Naturels en 2006. L'axe 1, mesure 3 de cette stratégie définit les relais paysagers et prévoit la possibilité de placer des relais paysagers sur un territoire afin qu'ils soient fonctionnels sur le plan écologique :

- Les relais paysagers possèdent deux dimensions : l'une objective car ils sont les éléments physiques assurant une co-visibilité entre plusieurs éléments ponctuels ; l'autre est subjective puisque les relais paysagers permettent d'apprécier le sens d'un paysage, une identité mais aussi un sentiment d'appartenance à un territoire, à une communauté de structure ou d'éléments paysagers.
- Il est signifié que les espaces naturels patrimoniaux font partie d'un paysage qui doit être pris en compte dans sa globalité. Ces relais paysagers sont définis dans un contexte où la fonctionnalité des espaces naturels est menacée par la dégradation des territoires adjacents.

En plaine, ces relais paysagers peuvent être des vergers, bois, bosquets, vigne et cabanes de vigne, jardins périphériques de hameaux ou de villages, arbres isolés, arbres repères de carrefours, mares, fontaines, cimetières (Figure 10).... Dispersés dans le paysage de plaine, ils sont hérités d'un paysage passé et n'ont pas encore été englobés dans les parcelles cultivées.

## Les relais paysagers en zone de plaine



Source : terrain VDT 2011. Réalisation VDT 2011.

**Figure 10 : Schéma paysager : les relais paysagers en zone de plaine**

Pour le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels, l'objectif est d'assurer une continuité écologique et paysagère par la mise en place de corridors biologiques qui favorise le maintien et le déplacement des espèces mais aussi qui permet les échanges génétiques. Les actions à entreprendre doivent alors permettre de maintenir une biodiversité ordinaire et d'établir des stratégies de d'intervention tant sur la protection que sur la gestion et l'aménagement de ces espaces naturels. Dans la logique de maillage écologique, les relais paysagers jouent un rôle de « réservoir de biodiversité », en y ajoutant la dimension paysagère.

### 2) Intérêts biologiques et paysagers

En milieu de plaine, les relais paysagers sont des éléments fixes, peu perturbés et possèdent un grand intérêt pour la biodiversité autant pour les espèces qui y nichent que pour les ressources alimentaires de diverses espèces vivant dans ces milieux (fleurs, couvert herbacé, insectes...). Tous les éléments ponctuels et « rares » dans ces paysages est un facteur de biodiversité car il offre un biotope différent et est susceptible d'accueillir des espèces particulières tant pour leur reproduction que pour leur alimentation<sup>4</sup>. Ces relais paysagers peuvent aussi avoir comme fonction de maintenir une structure parcellaire en bloquant

<sup>4</sup> V. Bretagnolle, directeur du CEBC, entretien réalisé le 26 Janvier 2011.

l'étalement des parcelles intensément cultivées, en ce sens on peut aussi les appeler « verrous » paysagers. Ainsi ils permettent d'éviter une trop grande homogénéisation de l'occupation du sol.

Aussi, nous pouvons souligner que l'appauvrissement de la diversité paysagère du site de la plaine Niort sud-est, est un désavantage considérable pour la qualité de la région et pour les différentes populations qui la pratique (habitants, producteurs, touristes...). A l'heure où le paysage est considéré comme une aménité, il semble intéressant d'en conserver la qualité patrimoniale et culturelle autant qu'environnementale. Cet intérêt identitaire est d'autant plus important pour une zone de plaine perçue comme un non paysage (ORE, CREN Poitou-Charentes, site internet).

L'objectif « acquérir ponctuellement des espaces d'intérêt départemental majeur » dont la priorité numéro un est celle de l'acquisition en plaine agricole d'intérêt biologique, est budgétisé à 1 500 000 euros pour l'acquisition foncière, les frais fonciers, frais d'animation foncière et indemnités d'éviction. Concernant les relais paysagers, il n'y a pas d'indemnités d'éviction puisque les propriétaires sont les exploitants (p56). Nous pouvons aussi passer outre l'animation foncière puisque les surfaces acquises seraient de petites tailles pour les relais paysagers (p34 et p50). Nous extrapolerons en disant que le prix de l'opération revient approximativement au prix de la parcelle. En zone de plaine agricole, la fourchette d'estimation pour des terres agricoles est de 2000€ / 2500€ l'hectare. Si l'on considère une surface minimum de 10ha de relais paysagers à protéger par ZPS et zones associées (4 ZPS et 2 zones associées)<sup>5</sup>, on compte entre 20 000€ et 25 000€ par ZPS soit entre 100 000€ et 125 000€ pour le département des Deux-Sèvres. On ne compte ici que le prix de l'acquisition. Nous devons par la suite envisager le montant de la gestion (en subvention). Mais déjà par cette évaluation nous pouvons voir que l'objet relais paysager en zone de plaine est budgétairement adapté au SDENS.

Selon le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé<sup>6</sup>, étant donné le degré d'innovation de la démarche de maintien des relais paysager dans le contexte de protection des milieux, V. Bretagnolle propose d'appliquer cette stratégie à l'échelle locale pour valoriser le côté expérimentale de la démarche. La zone atelier plaine de Niort sud-est peut être un terrain d'action favorable d'une part car c'est un territoire clef dans la conservation de l'outarde canepetière, et d'autre part car c'est une zone d'étude ayant des potentiels dans la complémentarité des actions et dans l'évaluation des impacts de ces stratégies à caractère expérimentale (voir annexe 2).

Les relais paysagers sont donc une partie d'un maillage écologique dont la dimension paysagère est considérable. Cette dimension paysagère lui permet de prendre appui sur plusieurs axes d'organisation du milieu naturel à grande et à petite échelle. Ces relais paysagers peuvent être mis en réseau avec les corridors écologiques afin de permettre une meilleure circulation de la biodiversité.

---

<sup>5</sup> V. Bretagnolle, directeur du CEBC, entretien réalisé le 26 Janvier 2011.

<sup>6</sup> V. Bretagnolle, directeur du CEBC, entretien réalisé le 26 Janvier 2011.



## B. Les corridors écologiques

Les corridors écologiques sont des voies de déplacement pour la faune et la flore. Ces espaces permettent de mettre en lien les « réservoirs de biodiversité » ou les relais paysagers comme nous l'avons vu précédemment.

### 1) Le contexte Trame Verte et Bleue

Les enjeux de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement poussent à la création de Trames Vertes et Bleues (TVB) à toutes les échelles territoriales. L'objectif est d'inscrire la préservation de la biodiversité dans les décisions d'aménagement du territoire. Dans ce contexte les éléments fixes du paysage en zone d'agriculture intensive sont à privilégier (Ministère EEDDM, 2010). L'objectif est de lier tous les espaces permettant la conservation, la sauvegarde et la circulation de la biodiversité. La démarche ministérielle de la TVB repose sur différentes échelles d'actions. Les orientations sont prises à l'échelle nationale (adoptée par décret d'Etat), puis les Schémas régionaux de Cohérence Ecologique élaborés avant 2012 entre l'Etat et les régions avec la concertation des acteurs locaux, respectent les directives nationales. Enfin les documents de planification et d'aménagement du territoire fait par les EPCI et les collectivités territoriales prendront en compte les Schéma régionaux de cohérence écologique à l'échelle locale.

Dans la pratique, les Schéma régionaux de cohérence écologique (SRCE) sont effectivement en préparation pour 2012 mais le manque d'informations de la part de l'Etat peut parfois mener les régions à construire leur schéma de cohérence écologique de façon très large. Au final les cartes produites donnent de grandes lignes de dynamique avec les périmètres de protection des espaces naturels mais ne fait pas d'analyse à l'échelle locale. Les thèmes abordés en Poitou-Charentes pour la rédaction du Schéma Régional de Cohérence Ecologique sont :

- **Biodiversité** : habitats et espèces à enjeu de préservation, remarquables ou communs, principales menaces, espèces invasives...
- **Paysage**
- **Fragmentation du territoire**
- **Socio-économie** : usages et usagers (urbanisation, sols agricoles et forestiers, aménagements fonciers, carrières, risques, etc.)
- **Nature en ville**
- **Prise en compte des autres politiques** relatives à la biodiversité à l'échelle régionale ou locale.

Une journée de formation TVB à destination acteurs relais du territoire (techniciens des collectivités territoriales et de leurs groupements, DDT, CAUE, techniciens des chambres d'agriculture, animateurs, associatifs...) est organisée par l'Etat et la Région sur chaque département de la région Poitou-Charentes. Le thème abordé est « Comment mettre en œuvre la Trame Verte et Bleue en Poitou-Charentes ? »<sup>7</sup>. La Région n'impose pas de méthodologie particulière à travers le SRCE mais plutôt une obligation de suivre des critères de cohérence

<sup>7</sup> Réunion de formation pour les Deux-Sèvres le 27 Juin 2011, Espace Régional – Aire du Poitou-Charentes (piloté à la région par Marjorie DAOUDAL).



dans les connexions et liaisons des habitats et espaces naturels considérés comme importants dans le TVB. Une cartographie de synthèse est réalisée à l'échelle 1/100 000ème dans le document final (en construction) ainsi que des propositions de mesures de préservation et de remise en état des continuités écologiques et des propositions d'accompagnement des communes (non connues à ce jour). Les principales étapes<sup>8</sup> sont :

- Porter à connaissance : Démarche ascendante réalisée auprès des communes de Poitou-Charentes avec l'envoi : d'une fiche "état des connaissances de la biodiversité communale" et d'une fiche pédagogique sur l'intérêt de la biodiversité ordinaire et des outils réglementaires utiles aux communes.
- Animation territoriale : Formations à la Trame Verte et Bleue pour les acteurs relais des territoires, sensibilisation / animation territoriale (réunions avec élus locaux), sensibilisation / animation auprès du grand public « importance de la biodiversité ordinaire et enjeux ».

Nous voyons donc ici que les démarches TVB sont d'actualité dans les Régions et quelles posent les questions de corridors biologiques. La démarche Picto-charentaise intègre les acteurs locaux à différentes échelles territoriales et se tourne vers les communes et leurs élus. L'analyse de la TVB à l'échelle régionale ne se fait pas à fine échelle mais va donner les grandes lignes d'action, en ciblant les territoires vulnérables sur les questions de biodiversité et proposer des axes de réflexion. Il est vrai que l'échelle locale est davantage adaptée pour une mise en réseau de la biodiversité ordinaire.

## 2) Pour un corridor à l'échelle locale

Ce sont ces réseaux écologiques locaux qui vont permettre de rendre fonctionnelle la TVB. En effet, la TVB étant à l'échelle 1/100 000ème, ce sont des liaisons à grande échelle qui vont permettre de réaliser les véritables liens entre les espaces de biodiversité ordinaire. Il est nécessaire pour cela d'identifier ce que peuvent être les continuités écologiques adaptées à l'action locale (celle des communes). Les études préalables et les diagnostics peuvent être menés à l'échelle du SCOT, comme par exemple l'a fait la Communauté d'Agglomération de Niort en 2010 en commandant un état initial de l'environnement à un bureau d'étude (Ecoscop 2010) ou comme l'a demandé en 2010 l'Agglomération de Niort avec son Inventaire de la biodiversité communale et Elaboration du plan d'action (réalisé par le GODS – en cours).

Dans la présentation de la TVB aux acteurs relais<sup>9</sup>, le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels Poitou-Charentes (CREN PC) propose une intervention intégrant les notions de paysage et de corridors biologiques et paysagers (voir annexe 4). Cette intervention propose de prendre en compte les réseaux et maillages de « nature ordinaire » afin de faire des liens entre les sites d'intérêts biologiques. Le CREN PC insiste aussi sur l'implication nécessaire des acteurs territoriaux locaux pour maintenir ces réseaux écologiques. Hormis les relais paysagers dont nous avons parlé auparavant (p32), les liaisons écologiques peuvent correspondre aux bandes enherbées, haies, murets, cours d'eau... Dans la plaine il semble que les continuités se

<sup>8</sup> Réunion de formation Trame Verte et Bleue, 27 Juin 2011, « la mise en œuvre de la TVB en Poitou-Charentes » par Marjorie DAOUDAL, Conseil Régional Poitou-Charentes.

<sup>9</sup> Réunion de formation Trame Verte et Bleue, 27 Juin 2011, « Quelles implications pour les territoires de Poitou-Charentes sur les paysage ? » Jean-Philippe MINIER, CREN Poitou-Charentes.

matérialisent par les bandes enherbées aux bords des routes et chemins, des haies et des bandes en herbe entre les parcelles cultivées mais aussi les alignements d'arbres que nous pouvons trouver dans les paysages de plaine (Figure 11). Ces liaisons écologiques peuvent ensuite être mises en réseau avec les « points fixes » ou « relais paysagers » afin de construire un maillage vert à l'échelle locale (Figure 12). Ces espaces existants, conservés ou mis en valeur peuvent permettre de construire une certaine continuité écologique des éléments déjà présents à l'échelle locale puis à plus petite échelle, la TVB d'un territoire.

### Un corridor écologique à l'échelle locale



Source : terrain VDT 2011. Réalisation VDT 2011.

*Figure 11 : Schéma paysager d'un corridor écologique à l'échelle locale en milieu de plaine*

## Une continuité écologique à l'échelle locale



Source : terrain VDT 2011. Réalisation VDT 2011.

**Figure 12 : Continuité écologique = relais paysagers + Corridor écologique**

Même si le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est effectif en 2012, nous pouvons dès à présent évaluer les possibilités de mise en œuvre des futures orientations TVB en les anticipant sur les territoires de plaines céréalières. En effet il peut être intéressant d'évaluer les opportunités locales afin de pouvoir proposer une stratégie d'action dès que possible. Nous avons pu voir ici que la protection des espaces par la conservation des relais paysagers et des liaisons écologiques peut nous permettre de concevoir un réseau écologique de plaine, en vue de la protection de l'avifaune de plaine et dans le cadre de l'application du SRCE et des directives nationales et européennes de mise en réseaux des espaces naturels.



## Partie 2 : Etude pilote sur la zone de plaine Niort sud-est

La démarche pratique de protection de relais paysager et de corridors écologiques par la création d'un réseau d'espaces publics en zone de plaine doit être envisagée selon les capacités techniques de chacune des collectivités responsables de leur gestion. Dans cette étude, nous nous sommes concentrés sur quatre territoires communaux avec pour objectif de déterminer les enjeux, possibilités et limites du projet, et de définir une méthodologie pour l'action. Il est aussi nécessaire pour cela d'amorcer une définition de périmètres d'intervention pertinents tant sous les angles du paysage et de l'écologie que celui de l'action territoriale.

### I. Une démarche prospective

Afin d'étudier la faisabilité d'un projet de protection d'espaces naturels en Zone de plaine Niort sud-est, notamment sur les relais paysagers ainsi que sur les corridors écologiques, nous avons décidé de mener la démarche d'étude sur un petit territoire. En effet, nous avons choisi d'étudier les tenants et aboutissants d'une telle démarche, en prenant du temps localement sur toutes les étapes de l'action et non pas de réaliser une seule étape du projet sur la totalité de la zone de plaine. Tout d'abord il s'agit d'amorcer un projet en adéquation avec les possibilités et orientations du Conseil général des Deux-Sèvres. Puis, nous nous sommes attachés à définir les éléments à favoriser dans une démarche de protection environnementale et paysagère, adaptée au territoire d'étude.

#### A. Construire une méthodologie générale adaptée au Conseil général

Le Conseil général des Deux-Sèvres réalise peu d'étude en interne mais travaille avec plusieurs partenaires territoriaux bien enracinés dans les territoires de projets. Sur la plaine de Niort sud-est et sur les thématiques de protection et de valorisation de la biodiversité, différents partenaires et types d'actions sont dans un premier temps à prendre en compte dans l'action territoriale.

##### 1) Utiliser les études à disposition et rester en lien avec les partenaires territoriaux

La démarche adoptée pour la réalisation de cette étude est de mettre en lien les connaissances existantes ainsi que les opportunités d'action. Cela implique de s'appuyer sur des études déjà menées, des projets de recherche, des documents d'aménagement territorial finalisés ou en construction, mais aussi de se pencher sur les projets à l'étude. Dans le service biodiversité c'est généralement la démarche choisie pour les réflexions préalables à la proposition d'actions.



### a) La Zone Atelier Plaine Niort Sud Est

La zone de plaine Niort sud-est est choisie comme territoire général d'étude car c'est une zone expérimentale (p34) où des recherches préalables ont déjà été menées et donc où les réflexions ont déjà amené les acteurs territoriaux à envisager certaines actions.

Le Centre d'Etude Biologique de Chizé (CEBC) assure notamment depuis 2003 le suivi des parcelles en MAEt sur les ZPS de la plaine Niort Sud Est. Leur objectif depuis le début du suivi sur la zone atelier en 1994, est d'étudier à grande échelle l'évolution d'un territoire agricole et sa richesse environnementale : étude des pratiques culturales, animation et protection d'espèces animales à valeur patrimoniale. Ils opèrent chaque année les relevés d'occupation du sol à l'échelle de la parcelle gèrent les recherches scientifiques en parallèle sur toute la zone (espèces patrimoniales notamment, Outardes Canepetières, Busards cendrés, Œdicnèmes). La surface totale de la Zone atelier est de 42 775 hectares et concerne 19000 parcelles agricoles et 522 exploitants agricoles. Les principaux outils de protection des espaces naturels qui y sont déployés sont les périmètres Natura 2000 avec les deux ZPS (Figure 13) : c'est l'une des huit zones de plaine à outardes canepetières retenues comme majeures dans les ZPS désignées en Poitou-Charentes (classée en 2003). C'est la seule ZPS désignée dans un agrosystème céréalier intensif<sup>10</sup>.

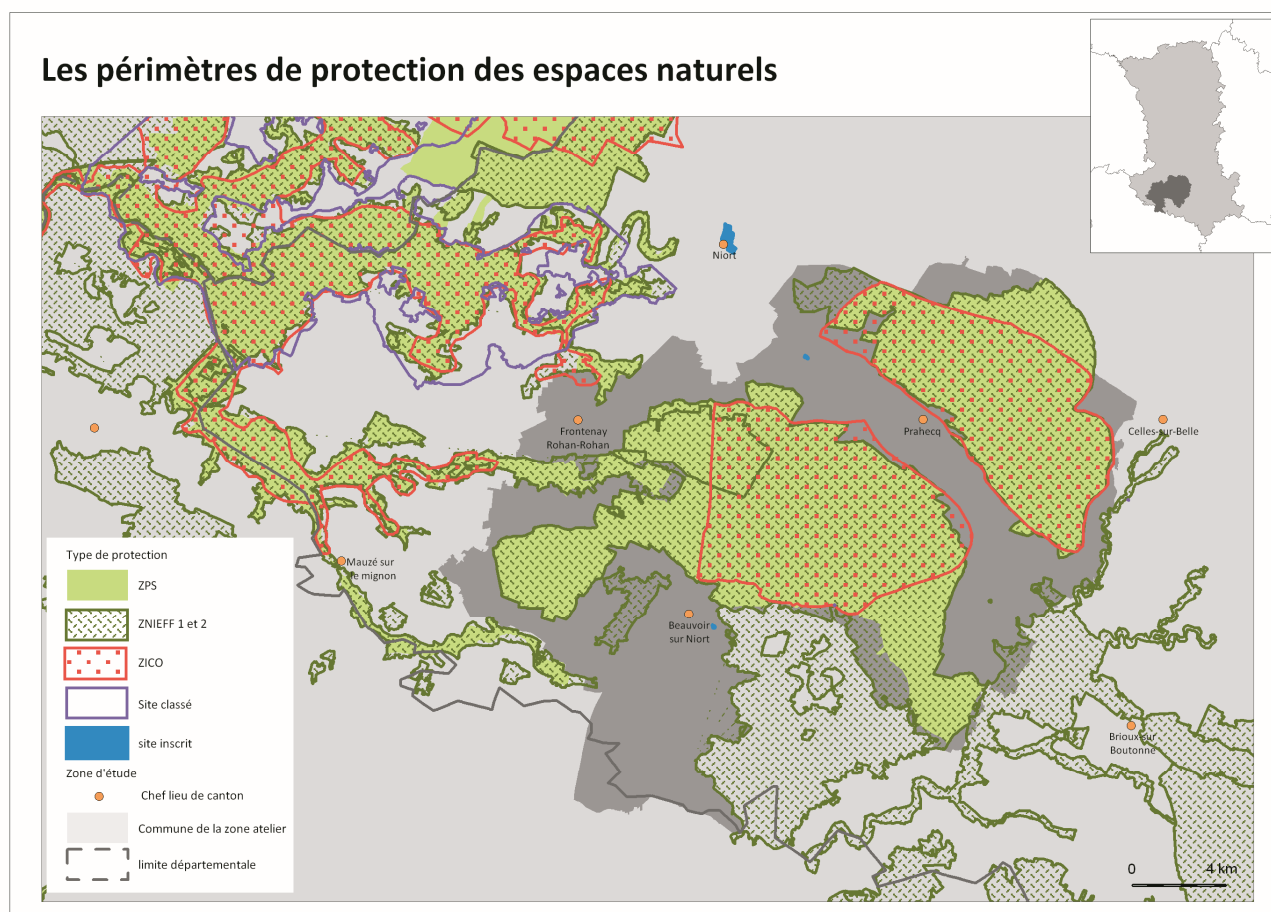


Figure 13 : Les périmètres de protection des espaces naturels sur la Zone Atelier. Source CG79.

<sup>10</sup> [www.cebc.cnrs.fr](http://www.cebc.cnrs.fr)

Les recherches menées par le Centre d'Etude Biologique de Chizé dans la Zone Atelier Plaine Niort Sud Est, indiquent que dans la plaine agricole, le système agricole dominant est celui de la polyculture élevage ainsi qu'un système céréalier intensif. Le paysage est dominé par les céréales, le maïs, le tournesol, les pois et le colza.

Les études menées par le CEBC dans la zone atelier de la plaine Niort Sud Est révèlent qu'en 1970 et aujourd'hui le pourcentage de parcelles occupées par des prairies (artificielles, temporaires ou permanentes) est passé de 70% à 15% (voir annexe 3). La diversité paysagère tend à disparaître : le DOCOB de la Plaine Niort Sud Est (GODS, 2010) montre que la diversité des cultures est en diminution tandis que la taille des blocs de culture elle, augmente. Les pratiques de l'agriculture intensive : l'utilisation de pesticides, le retournement des chaumes après la moisson, les coupes de foin et le broyage des jachères précoces... ont un impact négatif sur les milieux naturels et les espèces y habitant, notamment sur les outardes canepetières (p19). Le même document explique que « la clé pour garantir l'avenir de la biodiversité dans les plaines céréalières est de maintenir une mosaïque de surface herbacée en couvert semi-permanent [...] milieux à la base de la chaîne alimentaire de l'agro-écosystème », les bords de chemins sont notamment compris comme tels.

L'entretien mené avec Vincent Bretagnolle (26 Janvier 2011) nous a permis de recueillir des données spatiales indispensables sur l'occupation du sol dans la zone Atelier. C'est donc avec le concours de recherches menées par le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé que nous nous sommes penchés sur les possibilités de valorisation et de protection des relais paysagers. Nous prenons alors en considération l'importance de conserver une gestion de ces espaces afin de maintenir leur rôle dans le fonctionnement du système paysager. Les vignes sont alors évoquées pour leur qualité écologique au sein de la mosaïque de culture dans la zone de plaine. Il préconise une démarche d'animation et de gestion de ces parcelles afin d'en maintenir une utilisation pérenne. V. Bretagnolle souligne que la construction de ce projet peut être très intéressant dans un rapport de rentabilité « taux d'acquisition / effet de protection » : la réalisation d'un tel projet nécessite peu d'achat pour un résultat paysager et écologique intéressant. Les données cartographiques ont été récupérées en Juin 2011 après la campagne de relevé d'occupation du sol 2011. Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé et le Conseil Général sont reliés par une convention assurant le partage de données cartographiques (Convention CapNet), mais c'est davantage les relations entre les deux partenaires qui permettent l'échange de manière générale.

#### *b) Les acteurs de l'aménagement et de l'environnement*

Les informations collectées auprès du Centre d'Etudes Biologiques de Chizé ainsi que dans les documents cadres, tel que le DOCOB, et diverses informations recueillies, nous ont amenés à cibler un terrain d'étude afin de prendre en compte tant les dimensions spatiales des types de protection des espaces naturels que sa dimension humaine (attachement, pratiques...). Aussi, pour utiliser l'outil foncier des ENS (mise en préemption), nous devons avoir l'accord des mairies (p30), l'échelle de la commune a donc été privilégiée dans nos choix (Figure 14). Les communes sont des acteurs à part entière dans l'établissement du projet de protection d'espaces naturels dans le territoire d'étude. Nous avons donc mené des entretiens auprès des maires de ces communes (voir annexe 6).



- Les communes de Granzay-Gript et de Saint-Symphorien car elles sont dans un projet d'extension de la zone d'activité dite des Pierrailleuses et nous permettent donc d'aborder la question de l'utilisation de l'outil ENS ou gestion en corridors des propriétés publiques de par la mise en œuvre de mesures compensatoires.
- La commune de la Foye-Monjault car elle est animée chaque année par la foire aux vins, soutenue par l'association des Fiefs viticoles (association pour la mémoire de l'ancien terroir viticole). La commune semble donc cultiver une certaine représentation de la vigne.
- La commune de Marigny car il apparaissait que plusieurs petites parcelles de vigne allaient se vendre sous peu.



**Figure 14 : Situation des communes pilotes dans la zone atelier**

D'autres EPCI possèdent des compétences en matière d'aménagement et de protection de l'environnement. C'est le cas des communautés de communes et les communautés d'agglomération. Concernant les zones d'activités, les EPCI sont les collectivités à prendre en considération, en effet pour la zone artisanale des Pierrailleuses, c'est la communauté de commune de la plaine de Courance qui en est le maître d'ouvrage. Pour les communes pilotes, toutes font partie de la communauté de commune de la Plaine de Courance (Figure 15).

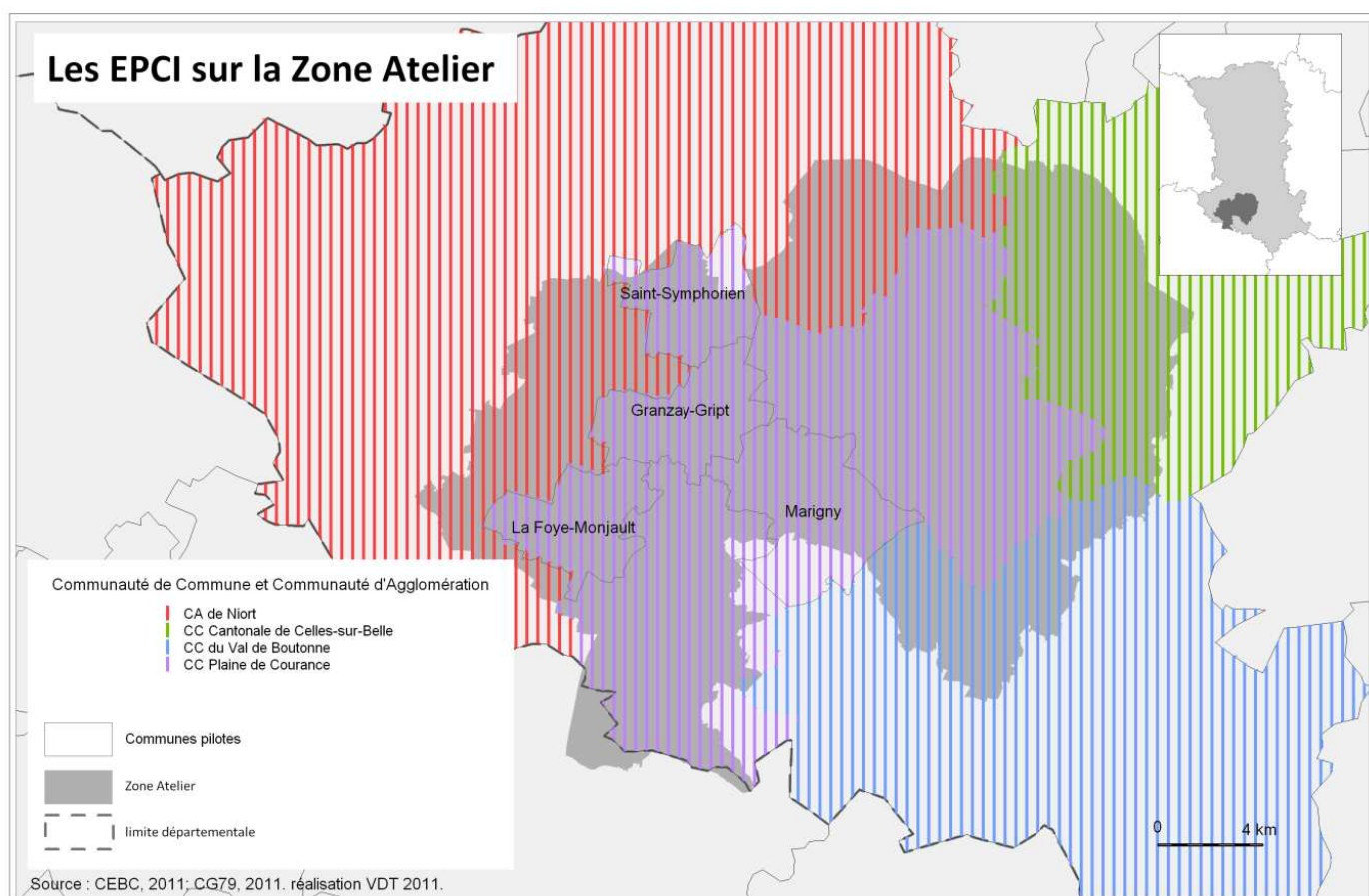


Figure 15 : Les EPCI sur la zone atelier

De nombreuses sources d'informations externes nous permettent donc de cibler les territoires d'étude et d'orienter la réflexion de l'action en fonctions des besoins et nécessités locales pour la protection des espaces naturels en zone de plaine céréalière. Les orientations des projets engagés par le Conseil général implique aussi de se placer dans les lignes d'action du service biodiversité et éducation à l'environnement. Ainsi l'exploitation des ressources internes est tout aussi importante.

## 2) Utiliser les supports d'informations disponibles

Depuis 2009 le Conseil général des Deux-Sèvres a lancé la campagne « acceptons les herbes sauvages » ayant pour objectif de réduire l'usage de produits phytosanitaires ou pesticides. D'abord appliquée à ses propres outils de gestion des espaces, le Conseil général a ensuite publié en 2010 une plaquette informative à l'attention de tous les usagers et gestionnaires du sol, qu'ils soient publics ou privés. La plaquette met en lumière quelques expériences de pratiques davantage respectueuses de la biodiversité et informe sur les partenaires et les actions similaires engagées (Terre saine – Poitou-Charentes, le plan national Ecophyto). Cette démarche peut être intégrée dans la logique entreprise dans notre étude : il s'agit d'établir une gestion écologique des espaces naturels et notamment de toutes parcelles pouvant s'ajouter à l'établissement d'un corridor biologique (bords de routes, espaces verts publics ...). De plus, la plaquette produite peut être diffusée à un large public et peut être évolutive. L'engagement des collectivités dans cette démarche est valorisée par des supports de

communication et d'information que le Conseil général distribue lors de la signature de la « charte acceptons les herbes sauvages ».

Le site internet du Conseil général est un moyen d'information et de sensibilisation large. Dans le cadre de cet apprentissage, la trame de la partie du site relative à la compétence Espace Naturels Sensibles a été réalisée, ainsi que des fiches informatives sur les outils ENS et la politique Espaces Naturels Sensibles du Conseil général des Deux-Sèvres. Elles permettent ainsi d'avoir un support d'information et de communication sur la politique mise en œuvre par le Conseil général.

Dans le cadre de notre étude sur la protection des espaces naturels en zone de plaine, nous avons intégré ces fiches informatives aux entretiens avec les maires des communes ciblées. Il en a été de même pour la plaquette « acceptons les herbes sauvages ». Le premier support permet aux acteurs territoriaux de se documenter et de mieux comprendre ce que peut être un ENS sur leur communes et quelles peuvent être les portées d'un tel outil. Le second support d'information est un moyen d'amener les communes à envisager ce qu'est une gestion écologique et les démarches pouvant être entreprises à ce sujet. C'est avec les partenaires locaux que nous tentons alors de cibler les opportunités de préservation des espaces naturels à leur échelle.

## **B. Les opportunités territoriales pour la protection des espaces naturels**

L'objectif est d'analyser les différents éléments susceptibles de faire évoluer le paysage du territoire de la zone de plaine Niort Sud Est tant dans la définition des objets à protéger et valoriser que dans les mesures de gestion à mener. Nous verrons ici quels sont les types de relais paysagers pouvant être privilégiés mais aussi quels types d'espaces peuvent d'ores et déjà favoriser la construction d'un corridor écologique.

### **1) Les vignes : un patrimoine paysager**

Sur la zone de plaine Niort sud-est, autrefois la région de Beauvoir-sur-Niort était une région essentiellement viticole<sup>11</sup>. La Foy-Monjault et le bourg de Limouillas sont cités par Rabelais dans les « Grandes et inestimables chroniques du grand et énorme Gargantua » en 1534. De plus, François 1<sup>er</sup> et Henri IV se faisaient livrer du vin de la région de la Foye-Monjault au château d'Amboise (<http://les.fiefs.viticoles.free.fr>). Des recherches historiques menées par l'association des Fiefs Viticoles montrent que l'exploitation des vignes a longtemps été une « quasi-monoculture ». D'ailleurs la carte de Cassini (1683-1744), permet d'entrevoir le caractère viticole de la région (Figure 16). En 1879 les registres comptent 4100 hectares de vigne sur le canton (source les Fiefs Viticoles). Au XVIII<sup>ème</sup> siècle les foires de Mauzé, Beauvoir et de la Foye Monjault avaient une réputation en conséquence quant à la fixation du prix du vin.

---

<sup>11</sup> Entretien avec M. SAUVAGET, président de l'association des Fiefs Viticoles, La Foye-Monjault, le 18 juillet 2011.



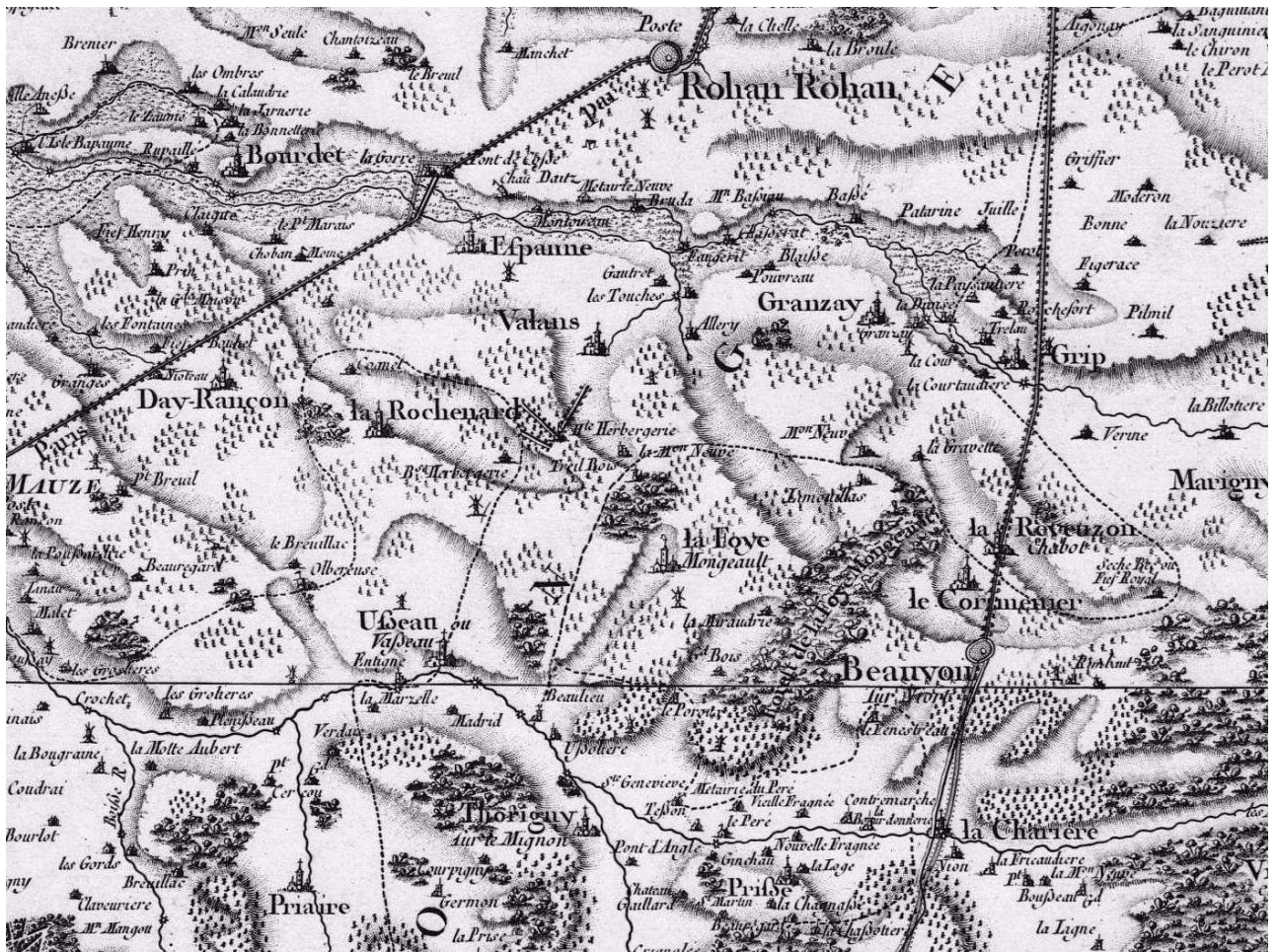


Figure 16 : Extrait de la carte de Cassini, région de Beauvoir (79)

Entre 1845 et 1850 les crises de l'oïdium et le phylloxera ont affaibli les plans de vignes et l'Attila des pucerons (amené par l'introduction de plants de vignes des Amériques) atteint mortellement les plants français dans la région. En 1904 on passe de 4100 hectares de vigne à 294 hectares dans le canton de Beauvoir. Les conséquences économiques sont importantes et 22% de la population du canton fuit la région (dégâts irrémédiables sur la viticulture). Les solutions de replantation sont proposées avec la greffe de cépages français sur ceps américains. Mais la surface replantée dans la région est dérisoire. La terre est ensuite reprise par les éleveurs qui peuvent acheter des parcelles à des prix réduits.

Les familles conservaient cependant quelques vignes pour la consommation quotidienne, notamment celle des ouvriers agricoles, des « garçons de ferme ». La culture de la vigne est restée dans les habitudes par souci de consommation. Puis avec la mécanisation, les ouvriers agricoles ont disparus et les agriculteurs, seul travailleur sur leur exploitation, n'avaient plus guère besoin de ces parcelles devenues parfois gênantes dans la structuration rationnelle des parcelles. Certaines petites vignes sont encore entretenues par les personnes aujourd'hui âgées, cette fois par mémoire et tradition de la pratique.

Nous voyons ici que la présence de la vigne dans le paysage de plaine résulte d'une évolution toute particulière. Le canton de Beauvoir est aujourd'hui encore dans le périmètre d'appellation Cognac mais les cultures de vigne sont familiales et ne sont pas tournées vers la

grande production ou même la consommation quotidienne. Ces vignes sont une sorte d'éléments relictuels, héritage d'une histoire et de pratiques anciennes, facteurs de la formation du paysage actuel de la plaine de Niort sud-est. La présence ancienne des vignes se retrouve aujourd'hui dans la toponymie des lieux reprenant les noms dérivés de vigne « le Vignau », « la vieille vigne », « les vignettes »...

Ce patrimoine paysager, dont la présence est aujourd'hui ponctuelle, semble convenir à la définition des relais paysagers si utiles dans l'écologie du paysage de la plaine. Les vignes rassemblent alors des qualités paysagères, identitaires et écologiques. Elles pourraient être un point d'accroche à l'échelle locale pour la préservation d'espace naturel en zone de plaine. Aussi, l'association des Fiefs Viticoles et l'attrait de leur foire au vin et circuits des « Vignobles Perdus » dénotent un intérêt populaire pour cette histoire viticole. Avec leur fonction de relais paysager il semble que les vignes pourraient être un type de relais paysager adapté à la protection des espaces naturels en zone de plaine.

## 2) Assurer une gestion de « l'existant » en faveur de l'avifaune de plaine

Les vignes sont certes des espaces déjà existants mais pour être étiquetée relais paysager elles devront être gérées en faveur de la biodiversité de plaine. En plaine céréalière, nous l'avons vu (p19), le détournement de foncier vers autre chose que de l'agriculture peut être délicat de par la fonction productive du sol.

La deuxième possibilité de protection quand aux types d'espaces naturels mis en réseau réside dans les capacités écologiques de ce qui existe déjà. Nous avons vu qu'avec la démarche « Moins de pesticides, plus de vie » du Conseil général, plusieurs espaces comme des bords de routes, des délaissés de voiries, des parcs ... peuvent dès lors que l'on s'y intéresse, soutenir une démarche écologique. L'idée est d'assurer une gestion localement et écologiquement adaptée au milieu naturel, le Conseil général peut être un acteur relais de ces démarches. Dans la plaine de Niort sud-est, il serait alors possible de s'attarder sur ces espaces et d'y assurer une gestion écologique.

Les espaces gérés par le Conseil général ne sont pas les seuls à entrer dans un potentiel écologique du territoire de plaine. En effet, les maires des communes pilotes montrent leur intérêt sur l'opportunité d'une action en faveur de l'environnement non pas par la création d'espaces mais par la maîtrise de ceux qui existent déjà. La première démarche est de recenser tous les espaces dont la commune assure la gestion ou en est propriétaire :

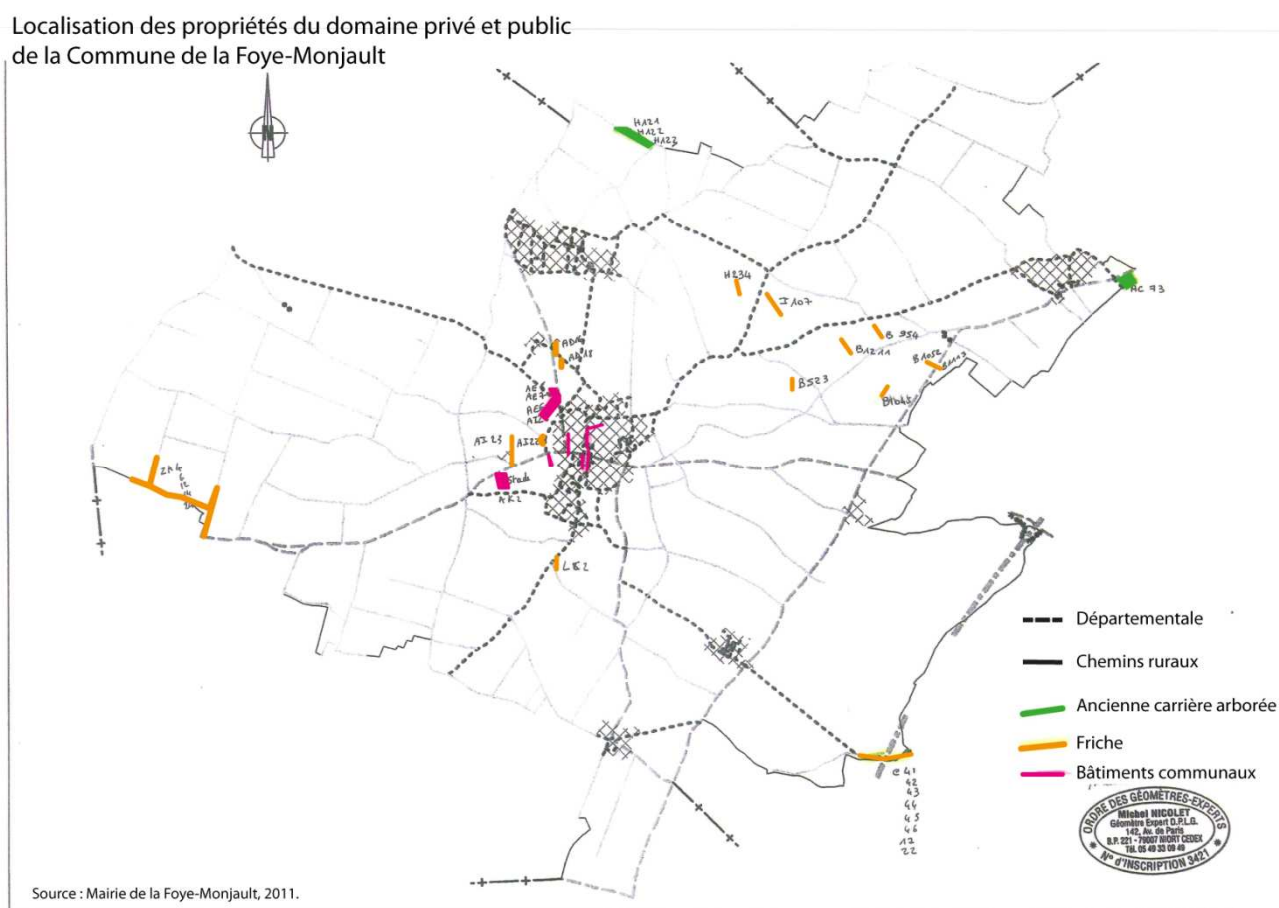
- Routes et chemins
- Propriétés du domaine public de la commune
- Propriétés du domaine privé de la commune

Ce travail de recensement est possible dans les mairies grâce au cadastre numérisé. Les logiciels proposés par les fournisseurs pour la consultation locale du cadastre sont souvent des logiciels de SIG locaux qui permettent de faire des requêtes simplifiées. La consultation peut ainsi se faire sous forme de recherche par numéro de parcelle ou par nom de propriétaire. Mais bien souvent les utilisateurs sont limités dans leurs démarches par un manque de connaissances



des capacités de l'outil informatique. Ainsi les possibilités d'identification des parcelles pouvant être gérées par les communes sont limitées par deux éléments : d'un côté cette identification nécessite d'avoir l'accord de la commune, et de l'autre elle sous-entend d'être en capacité de faire une requête SIG sur plusieurs objets. Une autre possibilité pour l'identification des espaces est celle de posséder la base propriétaire du cadastre (prévu pour 2012 au Conseil général des Deux-Sèvres).

Sur la commune de la Foye-Monjault, une identification « manuelle » des parcelles a été réalisée avec la secrétaire de mairie et sur accord de Madame le maire. Nous pouvons constater que la démarche est intéressante car ces propriétés comptent des friches, des anciennes carrières et des espaces non artificialisés « mixtes » mais aussi de nombreux chemins et bords de routes (Figure 17 reprise sous Adobe Illustrator afin d'en faciliter la lecture). Par ce recensement nous comprenons que de nombreux petits espaces ayant un potentiel écologique existent déjà en plaine : les friches sont considérées comme des relais paysagers (CREN et CEBC), les carrières sont aussi des milieux stables et aux enjeux entomologiques (insectes) importants. Les bords de routes et chemins sont nombreux dans la plaine et peuvent permettre de construire un réseau d'espaces à valeur écologique certaine.



suscitent pas un intérêt particulier de la part de leurs gestionnaires. Mis en lumière, ces derniers prennent toute leur valeur écologique en s'inscrivant dans un réseau d'espaces locaux gérés en faveur de la biodiversité et de l'avifaune de plaine. Nous devons dorénavant analyser plus finement ces ouvertures « vigne-relais paysager » et « réseau d'espaces existants » afin de voir quelle peut être la mise en œuvre de ces leviers d'action.

## II. La protection des vignes comme relais paysager

Les vignes correspondent dans la plaine de Niort sud-est à une pratique historique et culturelle. Leur présence dans le paysager est un signe identitaire marquant le territoire. Nous verrons ici si ces vignes sont des éléments pertinents comme relais paysager par l'intérêt qu'elles suscitent auprès des populations et des acteurs de l'aménagement.

### A. Une emprise spatiale en déclin

Nous l'avons aperçu avec l'histoire des vignes, la présence de la culture viticole est en déclin depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle. Mais qu'en est-il aujourd'hui, alors que la pratique semble résiduelle ? Pour répondre à cette question nous analyserons la répartition spatiale des vignes sur la zone d'étude.

#### 1) Construction de la base de données SIG

Chaque année le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé fait les relevés d'occupation du sol sur toutes les parcelles de la zone atelier (p42). Les données CEBC sont classées et chaque type d'espace possède sa propre typologie. Pour les vignes, la donnée spatialisée existe. Ce n'est pas le cas pour d'autres types de relais paysagers comme les vergers par exemple. Pour les friches ou les prairies (autre formes de relais paysagers) elles correspondent à des définitions particulières aux recherches menées par le Centre d'Etudes (CEBC) (cycle d'occupation des espèces végétales, degré d'ouverture ou de fermeture) et ne prennent pas en compte l'activité humaine (une friche totalement délaissée ou fauchée de temps à autre par exemple). Les données référencées à l'aide du CEBC sont uniquement des données de localisation et n'informent pas non plus sur les propriétaires.

C'est à partir de cette base d'informations géolocalisées que des recherches davantage approfondies sur le statut foncier des parcelles ont été menées. La table est complétée par des champs concernant les informations purement foncières, surfaciques, les informations sur les propriétaires ainsi que les informations relatives au devenir de la parcelle (volonté des propriétaires). La base SIG est composée de deux tables : l'une à l'échelle de la parcelle « occupation du sol » ou la délimitation de l'objet géographique correspond au type de culture. Cette table correspond uniquement à une information géographique. La seconde table est celle à l'échelle cadastrale : l'objet géographique est celui de la parcelle cadastrale, c'est-à-dire qu'elle peut comprendre plusieurs types d'occupation du sol (exemple vigne et prairie) (Figure 18). Dans un premier temps il a été indispensable de travailler avec la table « parcelles\_vignes » car elles nous permettent d'avoir des informations globales de surface et de localisation à



fournir aux mairies lors des entretiens. Puis un champ « surface\_vigne » a été remplie avec les propriétaires dans la table « cadastre\_vigne ».



*Figure 18 : Exemple de mise en perspective de la table parcelle\_vigne et de la table cadastre\_vigne. Source CEBC, cadastre 2010.*

Dans un premier temps les parcelles en occupation du sol « vigne » ont été recoupées avec la table cadastrale. Une fois les numéros de parcelles extraits (par sélection SQL) les noms de propriétaires ont été recherchés avec l’aide des mairies. Grâce aux informations récoltées sur les propriétaires, nous avons pris contact avec ces derniers et menés des entretiens semi-directifs pour certains et sous forme de questionnaires fermés pour d’autres à l’aide de la fiche « Informations parcelles » qui retranscrit les champs ajoutés à la table SIG Vigne (voir annexe 5). Certains entretiens sont menés en semi-directifs afin de percevoir tous les enjeux d’un tel projet et de bien cibler les informations essentielles à incérer dans le SIG. Ils permettaient aussi de prendre un premier contact directement avec la population pratiquant quotidiennement le territoire afin d’en percevoir les enjeux. Une fois les informations utiles ciblées, un maximum de propriétaires a été contacté afin de leur proposer de répondre au questionnaire et d’alimenter la base de données.

Nous noterons cependant une limite dans cette démarche : pour avoir des informations exhaustives il est nécessaire d’avoir une démarche sur le temps long : contacter les propriétaires prend du temps, tous n’étant pas présents chez eux. Il est aussi nécessaire de travailler avec les mairies ou d’autres personnes ressources lorsque les numéros de téléphone ne sont plus d’actualité ou que les personnes sont décédées (une majeure partie des propriétaires étant des personnes âgées, il faut attendre le temps de la succession et les informations cadastrales ne sont pas forcément à jour durant ces périodes). Les maires connaissent relativement bien les propriétaires dans les petites communes et s’avèrent être de bons points de départ aux prises de contacts pour les entretiens.

Suite à la construction de ce SIG vignes, nous avons pu amorcer l'analyse spatiale de l'occupation du sol en vigne dans la zone atelier.

## 2) Analyses spatiales et modèles paysagers

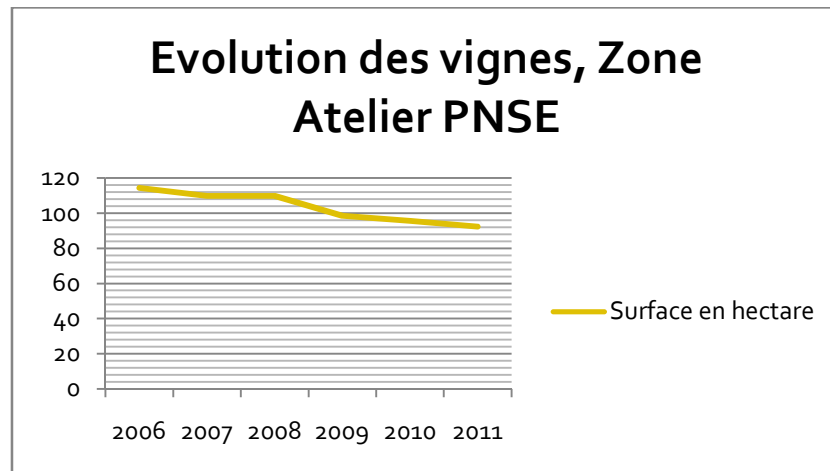
L'analyse diachronique de l'occupation du sol en vigne depuis 2006 nous montre que les vignes ont perdu en surface de façon relativement régulière (Figure 19 et Figure 21) sauf entre 2007 et 2008 où il semble qu'aucune parcelle n'ait disparue. En 5 ans nous comptons donc 20% de surface de vigne en moins. Comparée à l'évolution de la surface en prairie (Figure 20) nous pouvons constater que la disparition des vignes n'est pas aussi rapide. Les prairies sont rapidement transformées en une autre culture. La baisse régulière des parcelles en vigne renforce l'idée que la disparition des vignes est bien réelle et qu'elle n'est pas la résultante d'une maladie ou d'un parasite comme cela a pu l'être dans l'histoire. Les parcelles restantes sont encore valorisées par ce type de culture sans être rapidement remplacées par une autre occupation.

année	Surface (en hectares)
2006	114,231
2007	109,711
2008	109,673
2009	98,447
2010	95,476
2011	92,245

Figure 19 : évolution de la surface en vigne sur la zone atelier, calcul de surface MapInfo. Source CEBC.

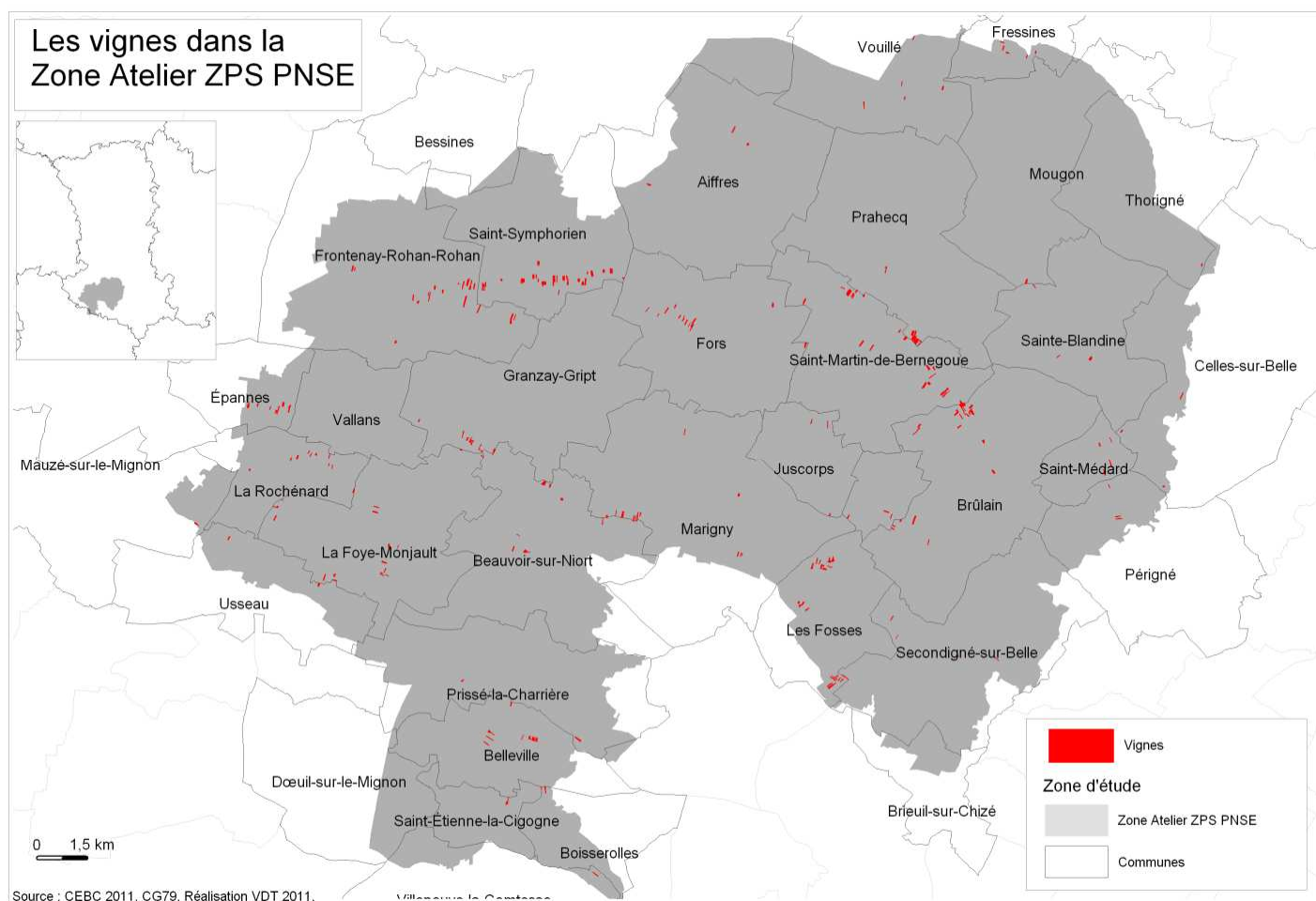
année	Prairie	Vigne
2006	8,74%	0,26%
2011	6,96%	0,21%

Figure 20 : Evolution de l'occupation du sol Prairie et Vigne sur la surface total de la zone atelier. Calculs MapInfo, données CEBC, 2011.



*Figure 21 : Evolution de l'occupation du sol vigne dans la zone atelier. Source CEBC.*

La Figure 22 permet de localiser les vignes sur la Zone Atelier. Nous pouvons observer que les parcelles en vignes s'organisent en « foyer » sur les coteaux nord (Frontenay Rohan-Rohan, Saint Symphorien, Fors, Saint Martin de Bernegoue et Brûlain) et sur le coteau sud (Marigny, Granzay). Ces petits reliefs ne sont pas continus sur toute la zone mais semble offrir un emplacement intéressant pour les vignes. Les autres vignes semblent être localisées de façon éparse sur le reste du territoire. Nous notons cependant sur la Foye Monjault des vignes localisées à proximité les unes des autres mais qui ne correspondent pas à une organisation sur petit coteau. Elles sont situées non loin du bourg principal. Nous remarquerons que les vignes sont quasi inexistantes sur les extrémités nord et sud de la plaine de Niort sud-est.



**Figure 22 : Les vignes dans la Zone Atelier Plaine de Niort sud-est**

Sur toutes les configurations spatiales, les vignes sont de petites tailles, sur calculs informatiques et avec les entretiens menés auprès des propriétaires, la surface des vignes s'approche d'une dizaine d'ares. Deux schémas d'organisation se dessinent. Le type d'organisation « vignes groupées » est localisée sur les petits coteaux cités précédemment. L'autre forme, les « vignes isolées » se retrouve dans les parcelles en culture.

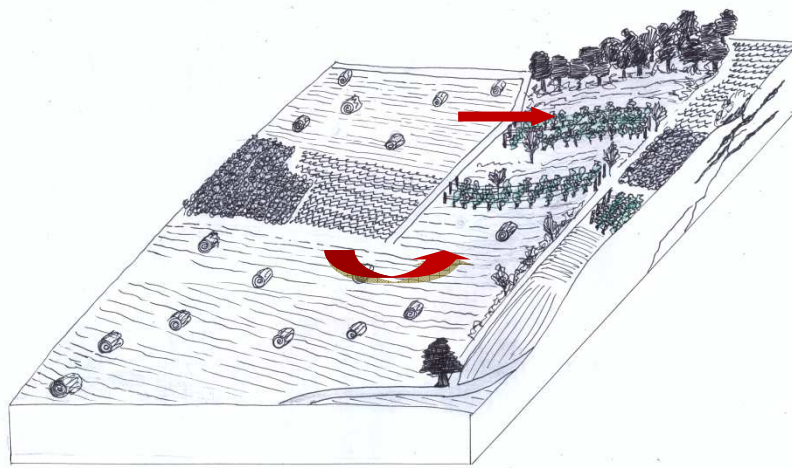


Figure 23 : Schéma paysager des vignes regroupées au niveau d'un petit coteau. Source terrain VDT 2011.

Figure 23 : Ici les vignes exposées au nord ouest sur un petit coteau. En contrebas du coteau on trouve les cultures de plaine. Les rebords de plateau sont souvent occupés par des petits bosquets ou des vignes (entretenu ou délaissés). Les cultures de plaine ont tout de même tendance à remonter sur ces rebords de plateau et rejoignent les autres parcelles, plus haut sur le plateau.

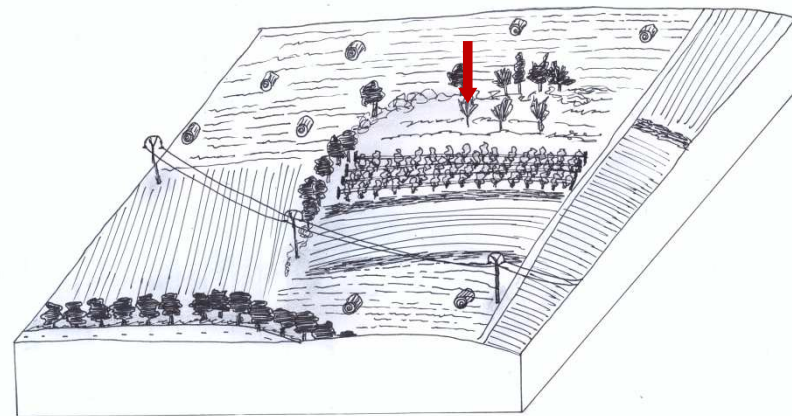


Figure 24 : Schéma paysager d'une vigne isolée au milieu de la plaine. Source terrain VDT, 2010

Figure 24 et Figure 25 : Les vignes isolées entre les cultures de plaine ne sont pas comme ici toujours entourées d'une haie. Mais de façon générale on y trouve à proximité un petit verger, un petit bois ou une haie. Les agriculteurs ou l'exploitant de l'une des deux parcelles peuvent aussi laisser une bande enherbée entre la parcelle de vigne et la parcelle cultivée. On voit sur le schéma qu'une petite friche accompagne la vigne à sa droite : en effet ces vignes n'étaient jamais seules et on comprend qu'elles sont grignotées par les cultures de plaine qui pourraient ainsi étendre et rationaliser la surface de la parcelle.



Figure 25 : Vigne isolée entre friche et les cultures de plaine. VDT 2011

Aucune des deux organisations spatiales des vignes ne semble moins vulnérable que l'autre. Les rebords de plateau semblent avoir été moins vite délaissés au profit de l'agriculture intensive mais étant généralement de faible altitude, ils ne sont pas non plus hors de sa portée.

L'organisation sur ces petits coteaux construit un type de paysage intéressant car ils offrent un point de vue tant du bas de la plaine (ensemble paysager) que sur les rebords de plateau (vue ouverte sur la plaine au milieu des vignes). Ces ouvertures sont un bénéfice et la mosaïque paysagère que les vignes construisent procure une sensation agréable, davantage humaine que celle des grandes cultures en contrebas. Les arbres fruitiers qui accompagnent bien souvent les rangs de vignes apportent un peu de fraîcheur dans ce paysage très ouvert et baigné de lumière. Le lieu devient plus intimiste. Qu'en est-il pour les différents acteurs du territoire ?

## **B. Un intérêt territorial mitigé pour les vignes**

Nous nous demandons ici de quelle façon les différents acteurs territoriaux peuvent agir sur le territoire et les vignes et leur évolution. L'objectif est de confronter les regards des propriétaires, habitants de la plaine et des acteurs politiques qui agissent sur ce territoire. L'évaluation des possibilités et approches de chacun peut ainsi permettre de poser les bases de compréhension des dynamiques territoriale et ainsi d'appréhender les actions possibles.

### **1) Une représentation paysagère des vignes inégale chez les populations**

Les entretiens menés auprès des propriétaires de vignes ont été ici confrontés aux résultats d'une étude sur les représentations du paysage menée en zone de plaine. La comparaison entre la vision des habitants et celle des propriétaires permet d'approcher de manière globale la perception et la pratique des vignes sur le territoire d'étude.

#### **a) Les propriétaires de vigne**

Dans le cadre de cette étude, des entretiens semi-directifs ont été menés avec des propriétaires et exploitants de vignes. Certains de ces entretiens se sont déroulés dans les vignes, chez les propriétaires ou bien en entretiens téléphoniques. Le guide d'entretien est basé sur la « Fiche information parcelle » (voir annexe 5). Cette fiche informative correspond à la base de donnée SIG « vigne\_zone atelier » construite durant cette étude. La grande majorité des vignes exploitées sur le territoire d'étude sont des vignes vouées à une exploitation et une consommation familiale. En effet, il n'y a qu'une exploitation professionnelle : le GAEC des Bois. Cette exploitation a réimplanté un cépage ancien (la Negrette) et commercialise sa production sous forme de vin. La viticulture n'est pas leur exploitation principale (laiterie), en effet la vigne ne s'étend que sur 33 ares, ce qui ne suffit pas à une grosse production. L'augmentation de la taille de l'exploitation pour le vin demanderait l'installation d'un exploitant et de nouveaux droits à planter. D'une part il n'est pas aisé de trouver un exploitant viticole pour s'installer sur une zone où il est difficile d'obtenir des appellations ainsi que les autorisations pour la plantation de cépages pour raisin de cuve quand tous les droits à planter sont concentrés dans la région de Cognac.

Comme nous l'avons vu (Partie II, A, 1), le nombre de propriétaires consultés a du être restreint : nous avons pu questionner 11 propriétaires de vigne sur trois communes (Granzay-Gript, Marigny, La Foye-Monjault). Tous les propriétaires connus (dont numéro de téléphone connu soit 29 propriétaires) de ces trois communes ont été contactés mais beaucoup étaient



absents durant la période de l'enquête, en outre, les appels n'ont été renouvelés qu'une fois par manque de temps. Dès lors, après sondage, nous comptons 30% de propriétaires jeunes acquéreurs. Il faut noter que ces nouveaux acquéreurs tiennent tous le goût de la vigne par la famille : ils ont acheté la parcelle de leur parents ou bien ont racheté une parcelle et entretiennent un savoir faire familial. Un des propriétaires, dont la vigne est un héritage familial, ne souhaite pas vendre sa vigne bien qu'elle soit en friche depuis trois ans : cette parcelle en vigne représente un patrimoine familial dont il ne veut pas se séparer. Chez les personnes interrogées, 20% d'entre elles souhaitent vendre leur vigne mais ont du mal à s'y résoudre de peur qu'elle soit arrachée et mise en culture. Ces résultats nous montrent combien les propriétaires sont liés à ce patrimoine. Les nouveaux propriétaires de vigne soulignent que c'est davantage pour la pratique qu'ils sont attachés à la vigne. Il semble pour la majorité des « jeunes » exploitants que c'est en effet l'activité qui est majoritairement importante que la parcelle à proprement parlé.

Chez les propriétaires plus anciens, la vigne leur vient de leurs parents, et enfants, ces personnes pratiquaient déjà la viticulture. Souvent ce sont aussi d'anciens agriculteurs qui gardent un attachement fort à leur patrimoine terrien : c'est bien la parcelle qui est importante et l'héritage familial qu'elle représente. Pour tous les propriétaires de vigne, la période des vendanges reste un moment de fête entre amis ou de rassemblement pour la famille. Nous comprenons que c'est ce point précis qui joue valeur d'héritage culturelle chez les anciennes et les nouvelles générations.

Hormis ces résultats, 20% des propriétaires ne souhaitent pas vendre car ils comptent arracher la vigne afin d'intégrer la parcelle dans l'exploitation agricole familiale. Cela montre comment l'économie agricole passe avant la pratique traditionnelle : c'est « l'activité rentable » qui est privilégiée sur la propriété de l'exploitant. En effet les vignes sont souvent dans une parcelle déjà cultivée par le propriétaire ou ses enfants. Sa situation dans la parcelle peut imposer à l'agriculteur de la contourner lorsqu'il cultive son champ. Tous s'attachent à dire que l'entretien de la vigne demande du temps et de l'énergie. Ils sont conscients que le nombre de vignes cultivées diminue d'années en années et pressentent leur disparition. Le facteur économique est très présent dans les discours : cette activité non rentable reste une activité de loisir.

L'intérêt porté à l'activité viticole nous l'avons vu est souvent celui de l'héritage familial mais chez les nouveaux exploitants on retrouve aussi l'importance de l'activité en plein air. La question de l'environnement est soulevée par celle de la présence de la faune et jamais par celle de la flore. Souvent sur les petits coteaux, les personnes entretenant leur vigne ont le temps de regarder le paysage, nous retrouvons chez ces personnes une certaine reconnaissance dans le paysage de plaine par l'ouverture (paysage dégagé jusqu'à Niort côté nord, ou bien jusqu'à la vallée de la Courance, point marquant dans le paysage).

Nous pouvons remarquer ici que la vigne perd davantage sa valeur paysagère chaque jour mais que sa valeur culturelle reste présente. La vigne est le souvenir des grands-parents, des parents mais moins des enfants d'aujourd'hui. Cependant la pratique reste culturelle quand elle n'est pas celle du loisir et cela se confirme surtout pour les vendanges, période festive pour les cultivateurs et leur entourage.



### *b) Les habitants*

Une étude réalisée par les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture et du Paysage de Bordeaux (ENSAP Bordeaux, 2011) a été confrontée à la question des vignes, leur présence dans l'évolution du paysage de plaine ainsi que la représentation qu'ont les populations de ces vignes. Cette étude a été en partie commandée par le Conseil Général des Deux-Sèvres dans le cadre de la mise en œuvre de la politique Espaces Naturels Sensibles sur un constat de manque de connaissance quand à la représentation sociale du paysage de plaine. L'étude s'est déroulée dans un partenariat entre le Conseil général des Deux-Sèvres, le CEPAGE (Centre de recherche sur l'histoire et la culture du paysage) et l'ENSAP de Bordeaux. L'objectif était d'élaborer une méthode participative d'analyse du paysage.

La vigne a été un des thèmes abordé par les étudiants lors des ateliers « concertation » réalisé avec des habitants de la plaine. Les vignes ne semblent pas perçues comme un élément à forte valeur paysagère par les populations interrogées. La vigne reste une pratique familiale mais selon les résultats de cette étude les personnes questionnées n'envisagent pas un revirement de situation face au déclin de la vigne. C'est l'argument économique qui semble ressortir comme un facteur décisif pour l'avenir de cette pratique : la vigne ne représentant pas une activité économique viable, elle ne pourra pas faire face aux autres pratiques agricoles. La vigne est considérée comme un patrimoine familial qui requiert une transmission de savoir-faire. C'est sans conteste un patrimoine culturel et un lieu de rassemblement lors de festivités à l'occasion des vendanges.

Les résultats de cette étude sur la perception des vignes dans le paysage et dans les pratiques débouchent sur une proposition de mise en place d'un musée de la vigne pour conserver la mémoire des lieux, savoir-faire, toponymie... Concernant le côté rassemblement et événement que représente l'activité viticole au moment des vendanges, il semble que les personnes interrogées considèrent que d'autres rassemblements auront lieu lors d'autres événements. L'étude évoque les vendanges villageoises, les AMAP ou point de vente de produits locaux.

Cette étude nous montre quelle est l'image de la vigne auprès des habitants de la plaine. Figure d'héritage et de partage, la vigne reste cependant menacée de disparition. Cette disparition est une sorte de résignation chez les habitants.

### *c) Vers une disparition du « repère identitaire vigne » dans le paysage?*

La plaine agricole étant perçue comme un espace de production et de rentabilisation, dans les esprits la vigne ne conserve pas vraiment toute sa place dans le paysage local. Cependant, cette activité patrimoniale et culturelle reste importante dans l'héritage identitaire des habitants de la plaine. C'est avec regrets que les propriétaires regardent les rangs de vigne disparaître au profit des grandes cultures. Mais l'idée que les choses changent, que les repères et valeurs identitaires sont modifiées avec le temps et les générations, semble être une idée que l'on retrouve chez la majorité des personnes interrogées.

Qu'est ce qui disparaît avec la vigne ? Ce n'est pas tant la vigne en elle-même qui semble porter intérêt aux habitants de la plaine mais les pratiques qu'elle véhicule. En effet le produit

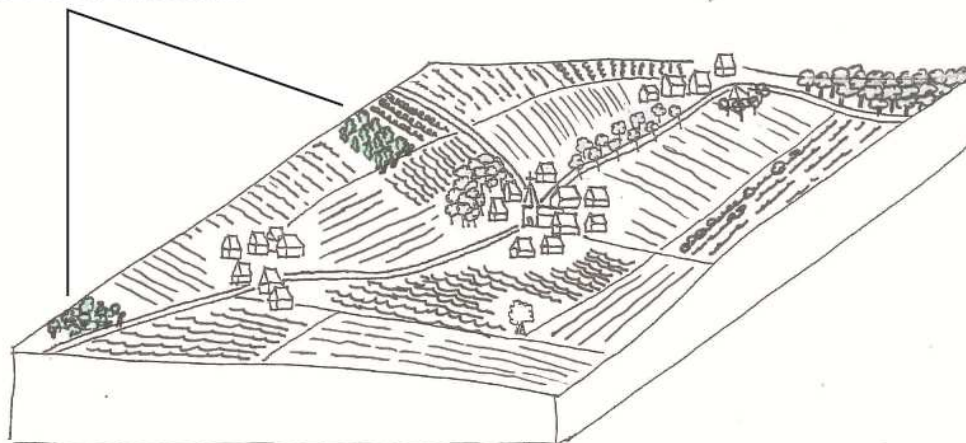
de la vigne n'est plus si consommé qu'avant et les nouvelles générations ne sont pas forcément présentes sur le territoire et ne peuvent ainsi perpétuer l'entretien de ces parcelles. Ce sont bien les pratiques diffusées par cette culture qui semblent majoritairement importantes pour les populations : le passe temps et la passion de cultiver la terre, le rassemblement familial, le partage de savoirs faire. Dès lors, nous pouvons penser que ces pratiques peuvent :

- Soit se retrouver sur fond d'autres supports que celui de la vigne,
- ou bien qu'elles pourraient exister ponctuellement, non plus à l'échelle de la famille mais à l'échelle communale par exemple.

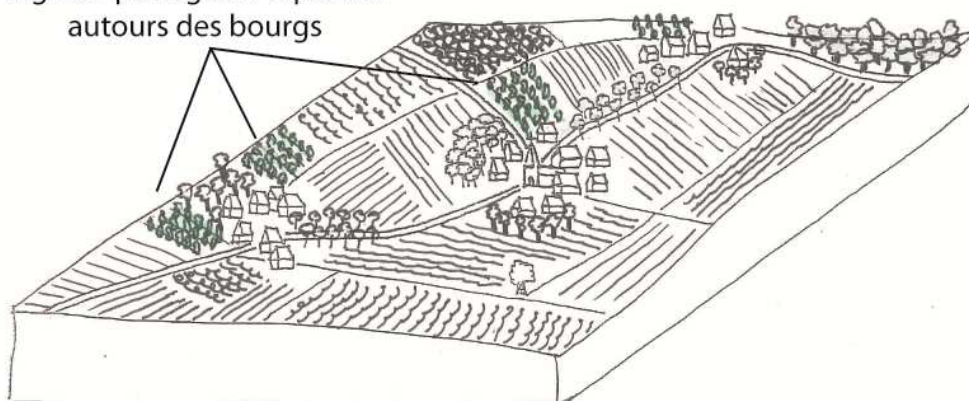
Changer le support de telles pratiques nous amènerait donc à laisser le paysage se modifier. En effet le paysage résultant de la pratique quotidienne du territoire, ici, si l'on change le lieu de l'activité nous allons modifier la structure paysagère. Mais il semble normal qu'un paysage bouge, change en fonction des activités humaines et des besoins de ceux qui le construisent. Si chaque famille ne possède pas sa vigne mais que par exemple une vigne peut être cultivée par plusieurs familles, cela réduit le nombre de vigne dans le paysage. Par exemple en créant (ou en conservant) une vigne communale et partagée par ceux qui souhaitent encore cultiver un peu de vigne nous changeons la structure paysagère de la présence « du relais paysager vigne » dans le paysage de plaine. Mais nous répondons à de nouvelles pratiques. Ainsi la vigne pourrait être comme les jardins partagés que nous trouvons en ville : une vigne partagée près des centres bourgs de la commune où chacun pourrait pratiquer cette activité identitaire (Figure 26). En faisant ce choix, nous pouvons recréer les nécessaires ceintures vertes autour des villages, souvent associées aux paysages de plaine d'autrefois (coupure entre village et culture) (ORE, CREN; Ecoscop, 2010).

## Proposition d'une nouvelle distribution géographique des vignes sur le territoire communal

Vignes éparpillées  
sur le territoire de la commune



Vignes «partagées» réparties  
autours des bourgs



Source : terrain VDT 2011. réalisation VDT 2011

*Figure 26 : Proposition d'une nouvelle organisation des vignes dans le paysage de plaine*

Cette proposition de concentration de vignes partagée aux abords des bourgs, peut être constructive dans le cadre de la protection de la vigne en zone de plaine mais beaucoup moins utile pour la conservation de l'outarde dans le cadre d'une sauvegarde de la mosaïque de cultures de plaine. Son efficacité est amoindrie. Ici nous devons donc penser à d'autres aménagements si nous souhaitons conserver la vigne comme possibilité de relais paysagers en culture de plaine. Ce qui est intéressant est que le paysage de plaine peut être considéré comme mouvant et s'adaptant aux besoins. C'est cette représentation non-immuable du paysage qui est à avancer dans les stratégies d'action.

## 2) Une stratégie politique délicate

Les acteurs politiques ont été approchés en fonction de leurs compétences territoriales. Les entretiens menés auprès des mairies (voir annexe 6), nous ont permis de mesurer les possibilités et les conditionnalités de mise en œuvre d'une stratégie pour la protection des espaces naturels tournée sur les vignes en zone de plaine.

### a) Une gestion contraignante des vignes

La protection d'espaces naturels en zone de plaine est une question bienvenue dans la majorité des communes questionnées. La question de la vigne comme espace naturel reste plus délicate à intégrer. Tous les maires interrogés affirment effectivement que les vignes représentent une sorte de tradition dans les pratiques familiales mais qu'aujourd'hui les gens s'en détachent pour plusieurs raisons : diminution de la consommation de spiritueux, non rentabilité économique, perte de savoirs faire, éloignement et désintérêt des nouvelles générations s'installant.

La commune de Granzay-Gript venant de finir son PADD, Monsieur le Maire explique que les paysages de coteau de vigne ont été classés comme richesses paysagères. Les vignes font parties des enjeux « points paysagers ». La question posée avec le PADD est de trouver l'équilibre du classement en zone A ou N sur ces espaces naturels considérés comme points paysagers. Le maire de Granzay-Gript explique que c'est avec la mise en place du PLU qu'il faudra trouver des outils adéquats pour la protection de ce qu'il appelle la « qualité paysagère » de ces coteaux en vigne.

La mairie de Marigny reste ouverte sur la proposition d'accompagnement de la protection des vignes pour des raisons patrimoniales : il semble que la perception de la vigne comme un facteur identitaire du paysage soit bien réelle. La question ici n'est pas de convaincre sur le type d'accompagnement mais la façon dont l'espace pourra être géré : entretenir une vigne est un travail demandant de l'investissement tout au long de l'année et pas seulement pour les vendanges. Différentes possibilités sont abordées : une gestion de vigne assurée en partie par l'employé communal et en partie par les personnes souhaitant s'investir, une vendange donnant l'occasion d'une fête de village, des animations pour les écoles dans l'année et au moment des vendanges.

Dans la mairie de la Foye-Monjault, l'option de protéger les vignes est surtout soumise à ces problèmes de gestion et d'implication des populations dans cette culture. Selon Madame le Maire ainsi qu'un représentant de l'Association du Fief Viticole, peu de gens s'intéressent encore à la vigne et les repreneurs sont rares. La commune ne semble pas souhaiter prendre la gestion d'un tel espace : en effet la commune a planté 10 ares de vigne autour de la salle des fêtes et la gestion en est déjà contraignante selon Madame le Maire. Il est important de prendre en compte cette initiative de plantation et les possibilités qu'elle peut offrir bien qu'écologiquement sa situation spatiale n'est pas idéalement dans les zones cultivées (la salle des fêtes est située dans le bourg).

### *b) Le choix politique face aux populations*

Aborder la question d'une protection supplémentaire sur des territoires communaux en ZPS déjà contraints dans leurs activités agricoles est une opération plus délicate qu'elle en a l'air. On comprend que les mairies sont déjà confrontées aux servitudes liées à la protection environnementale de par les directives Natura 2000. Pour les agriculteurs, conserver des vignes qui sont sur de grandes parcelles mises en culture est une contrainte pratique : cela oblige l'agriculteur à faire des détours, à manœuvrer et contourner la partie en vigne. La logique intensive veut que les parcelles soient dégagées de toutes occupations du sol non conditionnées. L'effet mosaïque pour les cultures est moins rentable économiquement et conserver ces petites parcelles (encore en « lame de plancher ») est donc considéré comme une contraintes par les agriculteurs.

C'est le cas de la commune de Saint-Symphorien et de la Foye-Monjault : les questions principales ne sont pas centrées autour de la gestion et de l'entretien des vignes mais sur celles de la proportion de contraintes pour les agriculteurs de compter de nouvelles obligations au bénéfice de la biodiversité. Pour la commune il ne semble pas opportun d'ajouter une protection supplémentaire pour la biodiversité. Le maire de Saint-Symphorien souligne que la commune a déjà fait une évaluation environnementale pour la mise en œuvre du PLU, qu'elle répond aux obligations de gestion dictées par le DOCOB, qu'elle prend des initiatives sur les terrains où les espèces patrimoniales ont élu domicile (retrait d'une extension de bourg sur 40 ha au nord de la commune pour cause de lieu de rassemblement d'œdicnèmes criards). Ici l'enjeu est de montrer que les relais paysagers ne sont que ponctuels et qu'ils correspondent à de petites parcelles. Les agriculteurs correspondent à l'électorat majoritaire dans ces communes en zone de plaine. Il ne faut pas attiser les mécontentements de la part des ces activités professionnelles liées au sol et sa mise en valeur. Pour la commune de Saint-Symphorien, le maire souligne bien l'importance de prendre en considération les volontés des propriétaires de vignes : si ces derniers ont des enfants agriculteurs et qu'ils souhaitent récupérer ces terrains, le maire ne veut pas se mettre entre ces transactions sous prétexte de protections environnementales.

Les communautés de communes représentent un échelon institutionnel intéressant car elles peuvent posséder la compétence (facultative) pour l'environnement et le cadre de vie. A la Communauté d'Agglomération de Niort, lors de l'élaboration du SCOT, il a été question des relais paysagers et des outils de protection des espaces naturels à y associer<sup>12</sup>. L'idée d'intégrer les relais paysagers dans la TVB est bien inscrite dans le SCOT mais il n'est pas question des vignes en particulier. Raphaëlle APPE souligne que l'idée intéresse les élus mais qu'il n'y a pas eu de débat sur la prise en main de ces espaces par la CAN. Le SCOT n'est en effet pas encore opposable et les débats sur l'action précise de la CAN face aux divers objectifs et orientations n'ont pas encore eu lieu (programmation pour 2012). A priori l'option choisie est celle de faire identifier les enjeux paysagers et ceux des continuités écologiques par les communes. La proposition faite par la CAN est de proposer son aide pour la commande de diagnostics environnementaux préalables aux PLU. L'objectif principal du SCOT est de porter les messages réglementaires vis-à-vis de la mise en valeur des corridors écologiques. Il ne s'agit à priori pas pour eux d'imposer une démarche par l'identification précise de types d'espaces à conserver,

<sup>12</sup> Entretien avec Raphaëlle APPE de la Communauté d'Agglomération de Niort, chef du service aménagement du territoire et urbanisme, le 11 Août 2011.

mais souhaitent engager des démarches d'animation par le SCOT afin d'impliquer les élus locaux.

Les vignes semblent représenter un bon appui dans la protection des espaces naturels par la valorisation des relais paysagers. En effet elles possèdent un intérêt patrimonial réel ainsi qu'un rôle écologique notable dans la mosaïque de culture. Mais les pratiques quotidiennes dans la plaine sont changeantes et la vigne représente moins d'intérêt qu'autrefois. Les parcelles anciennement et traditionnellement occupée par les vignes subissent des pressions de la part de l'agriculture intensive. Les acteurs locaux ainsi que les propriétaires n'ont pas grand intérêt à conserver les vignes dans cette organisation du paysage de plaine. Pourtant elles suscitent nostalgie et enthousiasme auprès des propriétaires pouvant encore la cultiver (conditions physiques, temps disponible) et chez les promeneurs croisant leur chemin dans la plaine. Le paysage de plaine s'est transformé par les pratiques humaines depuis bien longtemps et conserver en l'état un tel paysage « adaptable » de par sa définition propre n'est pas envisager par ses principaux acteurs. Nous pourrions alors envisager autre chose qu'une simple conservation en l'état. Il est important de toujours considérer l'utilisation effective et efficace des espaces naturels. C'est par le biais de la multifonctionnalité des espaces naturels et agricoles (productivité et biodiversité) que nous trouverons des solutions à l'échelle locale. En outre, nous devrions nous pencher sur ces espaces existants et que nous sommes en capacité de valoriser pour la biodiversité.

### III. La gestion écologique d'un réseau d'espaces publics

Les collectivités possèdent des compétences dans de nombreux domaines autres que celui de l'environnement. Ces autres domaines d'actions offrent l'opportunité d'agir et de gérer de nombreux types d'espaces. Ces parcelles publiques représentent un potentiel d'action en faveur de l'environnement.

#### A. Les parcelles publiques du Conseil général

Le Conseil général est une collectivité très importante qui possède des compétences très diversifiées notamment depuis que certains services de l'Etat ont été transférés au département. Le DOCOB de la zone de plaine Niort Sud Est explique notamment comment certains espaces peuvent être facilement gérés en faveur de la biodiversité.

##### 1) Mettre en lien les espaces gérés par le Conseil général

La fiche action 7 du SDENS ainsi que la fiche 8 préconisent de connaître et de préserver le réseau des parcelles appartenant au conseil général avec les différents territoires de continuités écologiques.

*a) Identification des parcelles publiques pour le territoire de la ZPS PNSE*

Le Conseil général, nous l'avons vu en introduction (p11), est une collectivité possédant de nombreuses compétences ou politiques sectorielles. Parmi elles certaines peuvent être directement liées à l'obligation de gestion de parcelles publiques :

**Routes** : long de 3800 kilomètres, le réseau routier départemental est administré par la collectivité. Ainsi le Conseil général gère non seulement la route mais aussi les bas côtés de routes. Vincent Bretagnolle du CEBC explique<sup>13</sup> que si les bords de routes et de chemins sont gérés en faveur de la biodiversité cela peut avoir un impact important pour le réseau écologique et une efficacité certaine en pour la de protection de la biodiversité en zone de plaine. Le DOCOB préconise aussi une gestion écologique des bords de routes et de chemins (GODS, 2010). Sur la totalité de la Zone Atelier, en comptant 3m de bande enherbée sur la largeur totale de la route (p70), la surface de bande enherbée totale est de 91 hectares.

**Aménagement foncier** : « permet de réorganiser les propriétés rurales non bâties pour améliorer les conditions d'exploitations agricoles et forestières avec le souci de la préservation des milieux naturels. Il permet aussi de créer les emprises des grands équipements routiers et ferroviaires, et notamment celle de la Ligne à Grande Vitesse (LGV) dans les Deux-Sèvres. Il peut enfin être l'outil d'opérations visant à la mise en valeur des milieux naturels, du patrimoine rural et des paysages. »<sup>14</sup> Les bénéficiaires en sont les exploitants agricoles, les associations foncières et les communes. Lors d'aménagement foncier, le conseil général peut conserver en sa propriété certaines parcelles, souvent en délaissées de l'aménagement (voierie...). Il doit donc en assurer la gestion. On peut imaginer que cette gestion soit adaptée localement en fonction des besoins écologiques et environnementaux. Sur la zone atelier, 185 parcelles appartenant au Conseil général ont été identifiées, soit 182 hectares au total. La gestion de ces parcelles peut dépendre du type et de la nature de la parcelle et à quel service départemental elles sont alors affiliées.

**Espaces Naturels Sensibles** : le Conseil général peut être propriétaire de plusieurs espaces naturels dont il doit assurer la bonne gestion écologique. La gestion et l'entretien de ces sites sont soutenus financièrement par la TDENS (p29). Sur la Zone Atelier il n'y a pas d'ENS en place mais des propositions faites par les mairies (14 proposition, pour une surface totale de 537 hectares).

**Randonnée** : « Le réseau de chemins ruraux constitue pour le département des Deux-Sèvres une richesse patrimoniale de première importance en tant que voies de communication de proximité, chemins d'exploitations agricoles et forestières, ou encore supports d'activités de loisirs et de tourisme rural. Aussi dans le cadre, d'une part, de sa compétence à élaborer le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) et, d'autre part, des possibilités à utiliser le produit de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) pour l'acquisition, l'aménagement et la gestion des chemins inscrits au PDIPR, le Conseil général entend participer à la préservation et à la valorisation du réseau d'itinéraires du

<sup>13</sup> V. Bretagnolle, directeur du CEBC, antenne du CNRS à Chizé, entretien réalisé le 26 Janvier 2011.

<sup>14</sup> [www.deux-sevres.com](http://www.deux-sevres.com)



département et contribuer à la pratique de la randonnée non motorisée. »<sup>15</sup> Les bénéficiaires de cette politiques sont les communes, les groupements de commune et le secteur associatif. Le PDIPR a une valeur conservatoire pour les chemins et donc leur gestion est affiliée à la conservation de la biodiversité. En comptant 3m de bande enherbée sur la largeur des chemins, la surface totale de bandes enherbées du PDIPR sur la Zone Atelier est de 108 hectares.

#### *b) Les conditions de l'identification*

Après avoir identifié les types d'espaces publics pouvant construire un réseau d'espaces naturels, l'objectif est de pouvoir cartographier et construire une base SIG afin de visualiser et analyser ce réseau mais aussi de le faire évoluer. Afin de construire cela, nous avons essayé de récupérer les données disponibles.

**Le PDIPR** a été directement cartographié sous forme d'un SIG affilié aux bases de données du service Aménagements Fonciers énergies, randonnées. **Les routes départementales** ont été sélectionnées dans la table SIG de l'IGN (avec le champ « gestion = 79 »).

Ces objets d'étude (routes, ENS, PDIPR) ont pu être cartographiés à l'échelle de la zone atelier (Figure 27). Nous pouvons constater que le réseau routier départemental ainsi que celui des chemins classés au PDIPR sont dans la large majorité liés entre eux. Il est donc spatialement possible de mettre ces éléments en réseau. Il faut remarquer que le réseau du PDIPR n'est pas toujours continu. Deux types de ruptures sont visibles. Premièrement les ruptures dans le réseau de chemins sont probablement dues à une disparition des chemins ruraux causée par l'augmentation de la taille des parcelles. Les agriculteurs n'ont pas conservé les chemins dans ces nouvelles parcelles pour les faire d'un seul tenant. Cette logique était celle aussi des anciennes procédures de remembrement. Nous pouvons aussi remarquer de réelles ruptures spatiales. Certaines communes n'ont pas de réseau PDIPR sur leur territoire car elles n'ont pas délibérée sur le PDIPR ou bien ne l'ont pas accepté en délibération :

- Saint-Symphorien, Granzay-Gript, nord de Marigny, Vallans, Epannes, Frontenay Rohan-Rohan pour le centre-ouest de la zone atelier ;
- Vouillé, Prahecq, Mougon et Brûlain pour le Nord Est.

A contrario, le réseau de chemin est très développé dans les secteurs de :

- La Foye-Monjault et Rochénard ;
- Saint Martin de Bernegoue, Fors et Aiffres ;
- Périgné, Secondigné-sur-Belle et Les Fosses.

---

<sup>15</sup> [www.deux-sevres.com](http://www.deux-sevres.com)

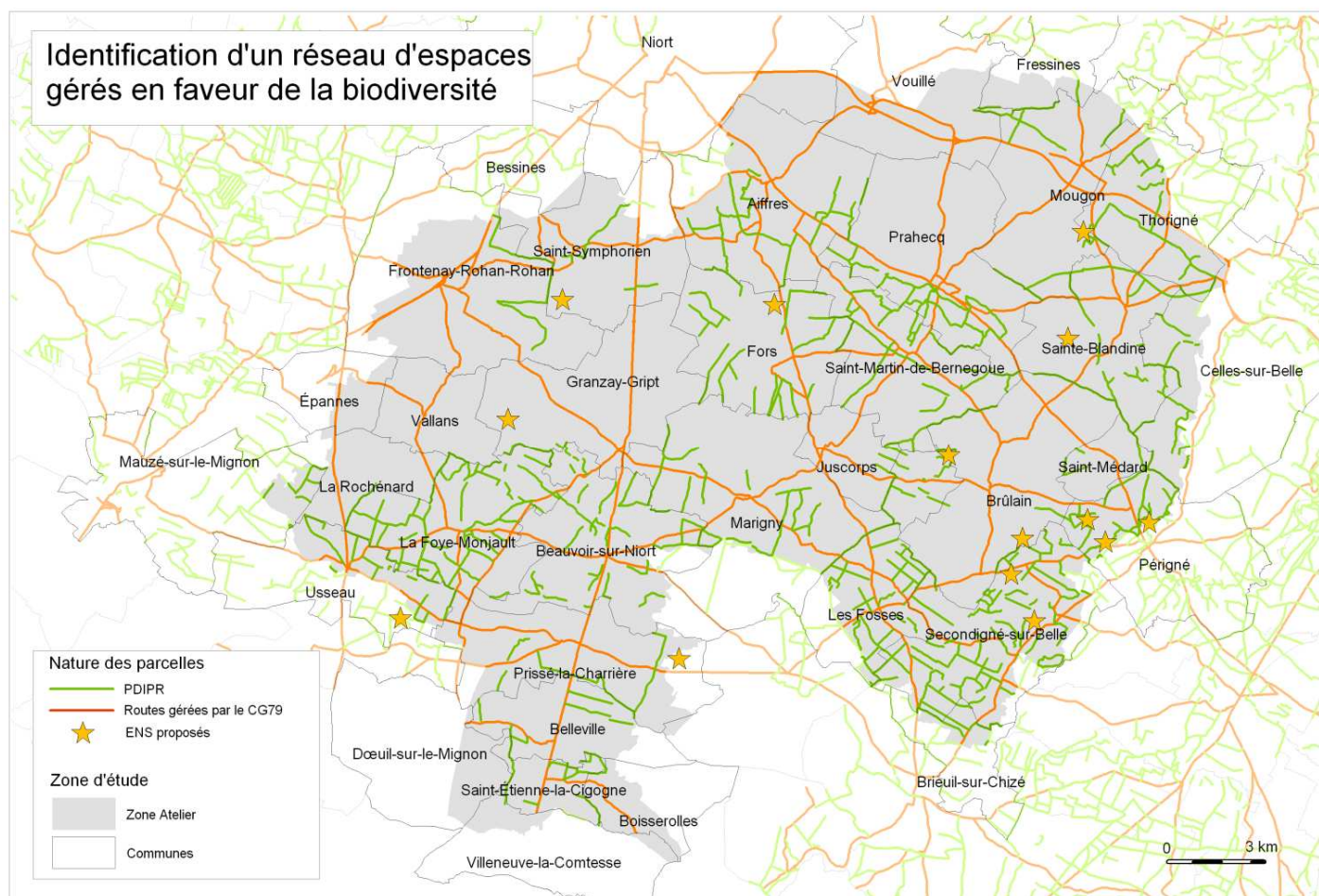


Figure 27 : Identification d'un réseau d'espaces gérés en faveur de la biodiversité

Concernant **les Espaces Naturels Sensibles**, ils font partis du « SIG Biodiversité » en construction depuis 2009/2010 dans les services concernés du Conseil général : service Eau et Assainissement, service Biodiversité et Education à l'Environnement et le service Aménagements Fonciers Energies Randonnées. La première partie du SIG, localisation des propositions d'ENS, s'est achevée en juillet 2011. La synthèse et la compilation des données à numériser a débuté en 2009/2010 et a continuée dans le cadre d'une des missions de cet apprentissage (compilation et organisation des données, mise en place et suivi de la commande de numérisation auprès d'un prestataire).

Seulement trois des ENS proposés en zone de plaine sont des espaces naturels correspondant à ce milieu : deux sont à enjeu « coteaux et pelouses sèches » (Saint-Symphorien et Granzay-Gript) et 1 site en cœur de lek (Sainte Blandine)<sup>16</sup>. Les deux sites situés sur les communes pilotes de cette étude, Saint-Symphorien et Granzay-Gript, correspondent à des enjeux paysagers de zone de plaine céréalière. Les autres sites correspondent à des enjeux « zone humide », « géologique » ainsi que « bois et forêts ». Il semble que ce sont les milieux de coteaux et pelouses sèches qui correspondent aux milieux d'implantation de vigne. Dès lors, nous nous attardons sur ces deux ENS et leur localisation par rapport aux vignes (Figure 28 et Figure 29). Nous pouvons constater que le site de Saint-Symphorien, dit La Treille Gadin,

<sup>16</sup> Etude réalisée par C.LEFEBVRE, 2009/2010, document de travail interne au CG79.

correspond effectivement à un coteau occupé en partie par des vignes. Le second, le bois de la Noue sur la commune de Granzay-Gript, est situé en contrebas des vignes.

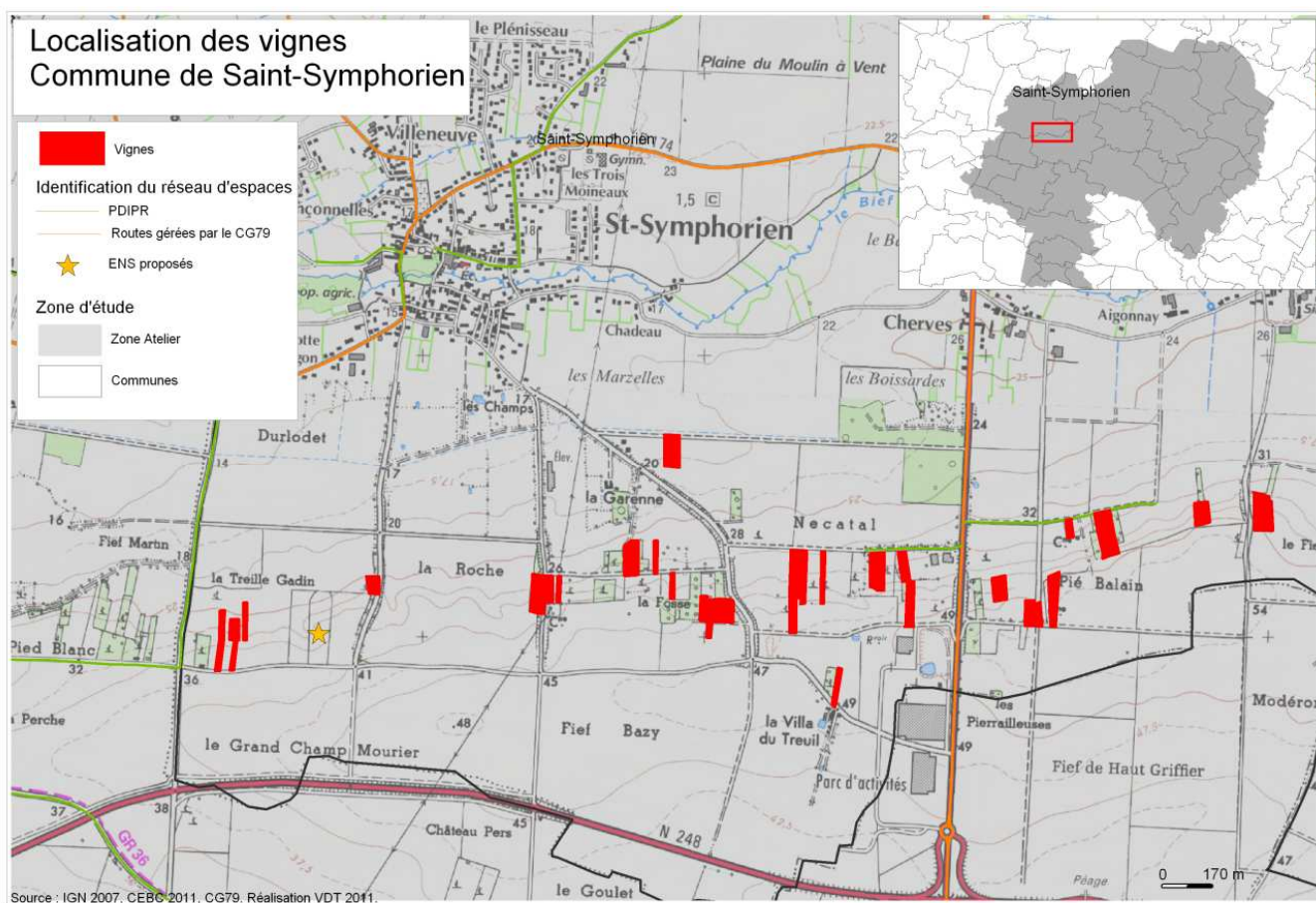


Figure 28 : Localisation des vignes sur la commune de Saint-Symphorien





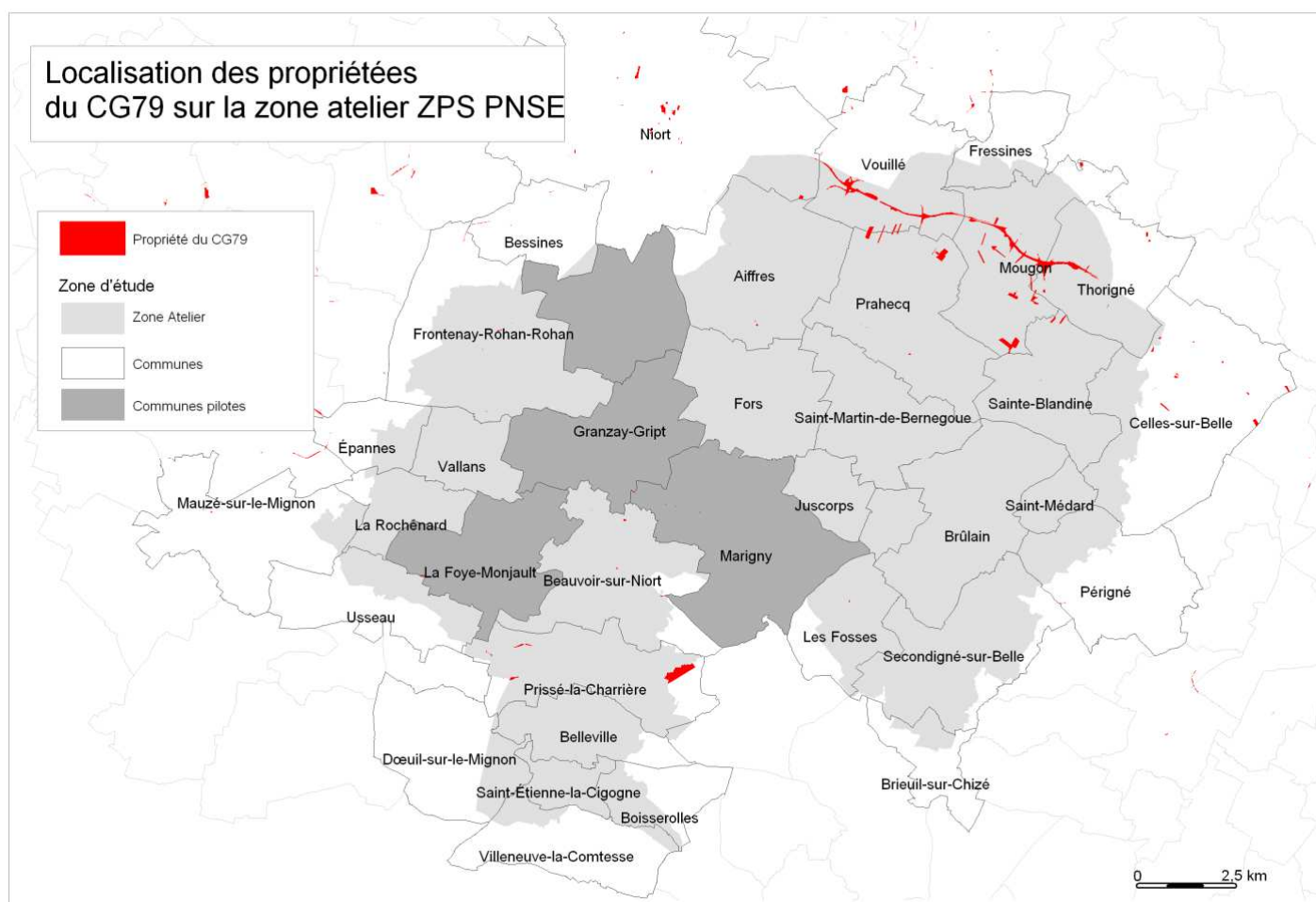


Figure 30 : Localisation des propriétés du CG79 sur la zone atelier et sur les 4 communes pilotes

L'ensemble de ses espaces composent la zone atelier de la façon suivante :

	PDIPR	Routes Départementales	Parcelles du Conseil général des Deux-Sèvres	ENS proposés
Surface totale	108 ha	91 ha	182 ha	537 ha
Pourcentage par rapport à la zone atelier	0,25 %	0,21 %	0,42 %	1,25%

Nous pouvons voir ici que les espaces majoritaires dans les potentialités d'action du Conseil général sont les réseaux de bords de route ainsi que ceux du PDIPR, Bien que cela correspondent à moins de 0,5 % du totale de la surface en zone atelier. Les propriétés du Conseil général sont très hétérogènes et leur identification n'est pas à jour, mais peut-être pourraient-elles aussi entrer dans des procédures d'aménagement foncier afin d'être associée dans la logique de réseau écologique. En effet, les parcelles appartenant au Conseil général résultent d'aménagement foncier pour leur majorité. Nous pourrions ouvrir le débat en nous demandant si nous pourrions adapter les procédures d'aménagement foncier pour répondre à des questions environnementales ?

## 2) Une gestion en faveur de la biodiversité

Le principal outil pour définir une stratégie de gestion écologique des espaces définis ci-dessus est le DOCOB de la ZPS plaine Niort sud-est –GODS, 2010). En effet, un entretien maîtrisé et écologique des bords de chemins (Figure 31), de chemins de remembrement et des bords de routes (Figure 32) y est préconisé. L'objectif de cette action est d'y appliquer une gestion optimisant la fonction de corridors biologiques de ces milieux. C'est-à-dire de les gérer comme des réseaux de linéaires favorisant les échanges biologiques.

Selon les préconisations du DOCOB, tous ces espaces peuvent être gérés de la même façon : deux fauchages (avant le 30 mai et après le 15 juillet), une hauteur de coupe minimum de 10 à 20 cm selon la période de fauche, aucune utilisation de produits chimiques ou exception locale limitée. Les chemins quand à eux ne doivent pas être goudronnés ou faire l'objet de revêtement imperméables. Dans le cas où des faussés sont présents, les traitements chimiques de nettoyage des faussés sont à proscrire, les haies doivent être élaguées entre novembre et février et la technique utilisée doit être adaptée au type de haie. Le GODS propose de mettre en place un cahier des charges relevant d'une charte de « bonne gestion » pouvant être une convention commune entre les gestionnaires de ces espaces (Conseil général, DDT, communes, communautés de communes, association foncière propriétaires des chemins de remembrement...). Les gestionnaires restent alors les maîtres d'ouvrage d'un tel type de gestion.

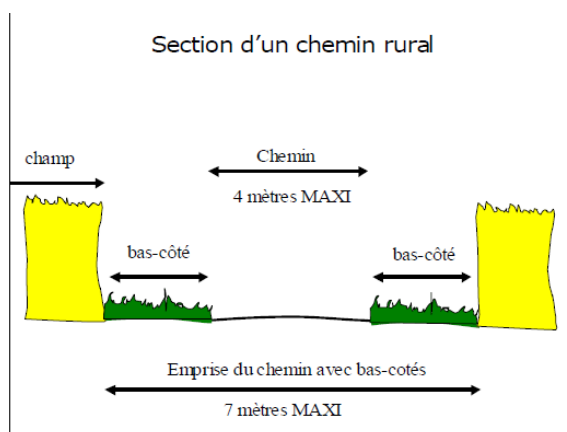


Figure 31 : Gestion écologique des bords de chemins dans la ZPS PNSE. Source DOCOB, 2010.

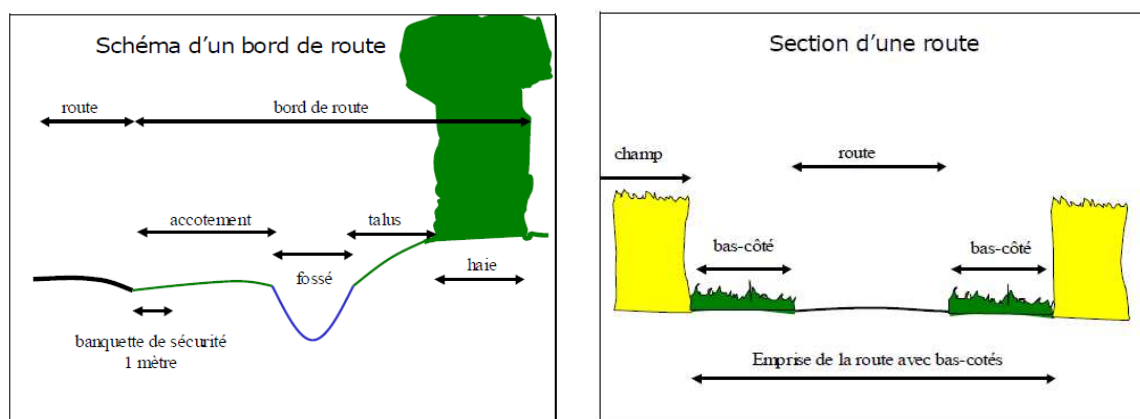


Figure 32 : Gestion écologique des bords de routes dans la ZPS PNSE, cas des routes avec et sans faussés. Source DOCOB, 2010.



Cette gestion qui s'apparente à une gestion dite différenciée des bords de chemins et de route a beaucoup d'avantages. En effet, les fauches entre 8 et 15 cm en gestion différenciée favorisent la biodiversité, limite la présence de plantes adventices, réduits l'érosion des sols, permet aux écoulements de pluies d'être régulées. Les avantages matériels sont aussi certains avec une relative diminution de l'usure des outils et de la consommation de carburant. Pour les routes, une étude est nécessaire en fonction des hauteurs de fauches et de la sécurité (visibilité dans les virages, carrefours...). Il n'y a pas de plan particulier engagé auprès du service route du Conseil général des Deux-Sèvres à l'échelle d'un type d'habitat (exemple de la plaine). L'action « moins de pesticides plus de vie » mise en œuvre par le service Route du Conseil général, a déjà permis de créer des types de gestion en faveur de la biodiversité sur l'ensemble du territoire Deux-Sévrien (p41). Le service route agit de façon homogène sur la totalité du territoire départementale. Concernant le réseau PDIPR, un protocole d'entretien des sentiers de randonnée est convenu entre le Conseil général, le comité départemental du tourisme et les communes. Il s'agit entre autre de mettre en place une gestion différenciée des abords de chemins, assises des chemins et des haies. Les conditions d'entretien sont générales et spécifiques à chaque type d'habitat ou de milieu mais permettent déjà d'évacuer tous désherbants chimiques et la taille des haies trop rase.

Toutes les parcelles autres que ces espaces doivent elles aussi être l'objet d'une gestion conservatoire. Leur maîtrise foncière implique la maîtrise d'usage de ces parcelles, et donc la possible restauration des habitats favorables au cortège d'oiseau de la ZPS et la gestion environnementale. Elles peuvent être gérées comme des prairies naturelles et peuvent conserver ou s'engager comme des parcelles à caractères productifs. Le Groupe Ornithologique de Deux-Sèvres (GODS, 2010) envisage une gestion par un agriculteur sous couvert d'un bail emphytéotique et d'un cahier des charges stricte. Les plans de gestion de ces espaces peuvent être communs à tous les propriétaires (Conseil général, communes ...). Nous devons noter que lorsque le Conseil général fait assurer l'entretien de ces parcelles à des agriculteurs à la suite d'aménagement foncier, le service foncier met en place des cahiers des charges de « convention de mise à disposition » associée à un bail environnemental.

Bien que les conditions d'identification des parcelles publiques ne soient pas toujours aisées, le potentiel écologique qu'elles représentent en tant que liaisons écologiques dans un processus de construction de corridors est très intéressant. Les méthodes et techniques de gestion n'apparaissent pas compliquée dans un premier temps mais elle nécessite de construire des chartes et des plans de gestion globaux à tous les acteurs d'une telle action. Le réseau de propriétés, les moyens et les engagements (p45) du Conseil général des Deux-Sèvres est déjà assez conséquent pour que nous puissions imaginer une gestion stricte et adaptée aux habitats de la biodiversité de plaine. Peut-être certaines communes peuvent-elles envisager de telles démarches, nous avons vu que quelques unes étaient attentives aux possibilités de gérer écologiquement ce qui est déjà en leur possession et dont ils peuvent maîtriser la gestion.

## B. Des trames vertes à l'échelle des communes

Il est important d'évaluer les possibilités d'une mise en œuvre d'une stratégie de TVB à l'échelle de la commune par la maîtrise des espaces naturels pouvant être en gestion interne. Cela peut permettre d'afficher une certaine cohérence dans l'action.

### 1) Méthode de présentation du réseau écologique adapté aux communes

Tout d'abord il s'agit de présenter ce que peut être ce réseau écologique aux communes. Nous l'avons vu (p48) le potentiel spatial d'espaces assurant des liaisons écologiques est réel.

Lors des entretiens avec les maires des communes pilotes, il s'agit de montrer qu'il est possible de créer une TVB à leur échelle en utilisant leur potentiel d'action et non pas en créant de nouveaux périmètres de protection. Il s'agit de valoriser la complémentarité de l'action : relais paysager + liaisons écologiques + espaces agricoles en faveur de la biodiversité. Les blocs diagrammes paysagers sont de très bons outils de communication et sont très pédagogiques. En ajoutant les couleurs petit à petit sur le bloc paysager, nous mettons en lumière les différents éléments pouvant exister dans une démarche de restauration des habitats pour la biodiversité en milieu de plaine (Figure 33).

Un maillage vert dans la plaine



Source : terrain VDT 2011. Réalisation VDT 2011.

Figure 33 : Comment construire un maillage écologique dans la plaine ? Schéma présenté aux maires des communes pilotes, 2011.

Il est nécessaire ensuite de discuter du contexte politique avec la mise en œuvre du Schéma Régional de Cohérence Ecologique. En outre, des questionnaires relatifs à la participation des communes au SRCE ont été envoyés à toutes les communes de la région durant la période de notre terrain. Cette coïncidence bien heureuse permet d'ouvrir le débat tant sur la nécessité de proposer un maillage vert à l'échelle de la commune ainsi que sur les démarches cohérentes des différentes collectivités en matière d'aménagement et d'écologie. A ce titre il est utile de questionner les maires sur les types de protection du paysage ou des espaces naturels dans leur PLU ou tout autre document d'urbanisme et d'aménagement sur leur territoire.

Il est intéressant de comprendre quelles sont les relations entre les communes et les différents acteurs territoriaux tels les associations environnementales, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement, ou tout autre acteur de l'environnement et du paysage. L'objectif est de percevoir quels sont les acteurs relais en matière d'aménagement et d'écologie qui sont présents sur ce territoire. Cela permet de comprendre avec quel suivi les maires peuvent envisager d'agir sur leur territoire.

## 2) Une réaction positive des maires

Plusieurs communes ont déjà des lignes directrices d'actions en faveur de l'environnement dans la gestion du territoire communal. Il s'agit surtout du classement des haies dans les PLU (obligation de demander validation à la mairie pour toutes modifications de haies) pour les mairies de Marigny, Saint-Symphorien et prochainement de Granzay-Gript. Cependant, nous ne notons dans la mairie de la Foye-Monjault aucun type de protection de la biodiversité ou du paysage. Plusieurs cas de figure sont à noter :

- Granzay-Gript et Saint-Symphorien appliquent les conditions de gestion du DOCOB sur leurs bords de routes et de chemins. Mais il n'est pas question de leurs parcelles en propriété. La question de la mauvaise perception des populations d'une gestion écologique est soulevée. Les mairies éprouvent certaines difficultés à faire accepter ce type de gestion rendant les espaces « moins esthétiques » et « plus sales et désordonnés ».
- La mairie de la Foye-Monjault n'applique pas de règles particulières. Certains auraient souhaités gérer les espaces verts selon les principes de « Terre Saine » (plan de la Région Poitou-Charentes) mais tout le conseil municipal ne le souhaite pas. Nous dénotons un manque de communication autour de ce que peut être une gestion écologique et des représentations qu'une telle démarche véhicule. La question des autres propriétés de la commune n'est pas soulevée d'elle-même.
- Marigny est intéressé par le principe de liaison écologique et la gestion adaptée aux habitats de l'avifaune de plaine mais avoue un manque de connaissances quand aux techniques devant être mises en œuvre.
- Le PADD de la commune de Granzay-Gript considère les enjeux relatifs aux corridors écologiques, notamment les haies et autres linaires. La commune entre dans l'étape du classement (PLU) de ses linaires et est confronté à la question du respect de ces classements. Bien souvent le classement des haies ne se suffit pas en lui-même car les

interdictions et les règles d'entretien ne sont pas respectées par les propriétaires ou les exploitants agricoles.

De manière générale il existe un intérêt important pour la gestion écologique de linaires existant sur la commune. Cela est souligné par les applications des principes du DOCOB dans deux des communes avant même que l'animation en soit menée. Les haies font l'objet des attentions les plus grandes mais cela est dû à l'animation territoriale et aux politiques d'incitation à la replantation ou du moins pour la non destruction des haies qui ont fait connaître des démarches et ses outils. Les communes sont intéressées par la mise en réseau des linéaires et des relais paysagers et aux moyens de valoriser ce réseau. Cependant il y a une demande forte de communication tant sur les outils et technique que sur la valorisation de telle démarche auprès des habitants. Nous avons vu qu'il est possible de recenser les parcelles appartenant à la commune (p48) mais il est ici nécessaire de communiquer sur les relais paysager que ces espaces peuvent être et moins sur la gestion du linéaire écologique.

Les liens entre les acteurs environnementaux et les maires semblent très faibles. Pourtant de nombreuses ressources documentaires existent sur les possibilités d'agir en faveur de la biodiversité dans la gestion quotidienne des espaces. Les relais semblent manquer. Durant l'élaboration du PADD de la Granzay-Gript (2 ans) et malgré les demandes répétées de la mairie et du bureau d'étude associé, le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé n'a répondu à aucune des questions sur la localisation des points de rassemblement d'outardes ni sur les parcelles contractualisées en MAEt sur le territoire de la commune. L'objectif était pourtant de cibler les actions de la commune dans l'établissement des enjeux corridors écologiques. Aujourd'hui cela pourra être connu une fois que le DOCOB sera diffusé largement et animé sur le territoire de la ZPS. Il est pourtant regrettable que ces informations n'aient pas circulées en amont. Au sujet des informations relayées ou non par le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé, nous pouvons poser la question des problèmes de diffusion des résultats de la recherche et des travaux associés de manière générale. Quand aux questions paysagères et techniques sur les linaires de haies et d'arbres, la commune de Marigny n'a pas amorcée de démarches afin de prendre connaissance auprès du CAUE ou d'associations des essences à planter ou des endroits stratégiques à viser pour les alignements d'arbres. Elle n'a cependant pas considéré le DOCOB non plus (dont l'animation à venir).

Il est intéressant de voir que nous pouvons utiliser le réseau de linéaires naturels gérés par les acteurs territoriaux comme liaisons écologiques participant à la mise en place d'un maillage vert à l'échelle locale. Nous pouvons ajouter à cela toutes les parcelles propriétés des collectivités et représentant une ressources d'espaces relais ou de maillage diversifié dans la plaine agricole. Les ressources davantage intéressantes restent cependant les liaisons représentées par les bords de routes et de chemins. Le DOCOB et ses préconisations permettent relativement facilement d'adapter les techniques et méthode de gestion à la biodiversité de plaine. Ce document semble être le seul relais d'information pour les collectivités de la plaine jusqu'ici. Nous devons alors imaginer quel acteur territorial pourra assurer le rôle de relais entre ceux qui produisent l'information et ce mettent en œuvre les outils d'intervention sur le territoire. Nous avons pu constater que les vignes, présentent dans le

paysage et dans les pratiques quotidiennes des habitants, peuvent représenter une opportunité dans la construction d'un réseau de relais paysagers en milieu de plaine céréalière. Mais les principales questions de faisabilité d'un tel projet sont tournées sur la gestion de ces vignes. La complémentarité des actions tournées sur les relais paysagers et sur les liaisons écologiques est certaine. Cela nécessite de s'interroger sur des modalités de mise en œuvre adaptées à chacun des acteurs du territoire et avec des outils mobilisables par le Conseil général.





## Partie 3 : Quelles stratégies adopter ?

Une action tournée sur les relais paysagers et la valorisation des liaisons écologiques est adaptée à une restauration des habitats pour la biodiversité de plaine. La mise en œuvre d'une telle stratégie mérite de s'appliquer à remédier aux contraintes liées à la mise en œuvre de la gestion des espaces naturels tant dans les services internes du Conseil général qu'avec les partenaires territoriaux. Il semble aussi indispensable de mener des actions ciblées sur le territoire et envisageables en fonction des moyens techniques et humains. Nous allons dans un premier temps voir quelles sont les principales contraintes à une telle démarche et quelles peuvent être les solutions proposées. Puis nous verrons quels sont les projets à développer par la collectivité départementale pour s'impliquer dans le maintien et la protection des habitats en plaine agricole. Chacune des propositions faites au Conseil général sera exposée sous forme d'une fiche action. Ce format est mieux adapté aux décisions et mises en œuvre techniques.

### I. Contrecarrer des contraintes essentiellement structurelles

Lorsque l'on envisage une stratégie globale à l'échelle du Conseil général, nous sommes amenés à ouvrir la réflexion sur les différents services de la collectivité mais aussi sur les actions de ses partenaires. Aux vues des difficultés rencontrées lors du regroupement de données et de la circulation des informations sur le territoire étudié, nous questionnerons ici les relations entre les acteurs territoriaux de différente nature. Nous nous pencherons ensuite sur les communications internes au Conseil général.

#### A. Des relations partenariales efficaces mais à mesurer

Il est certain que de nombreux acteurs agissent sur le territoire dans les domaines de l'écologie et de l'aménagement. Mais cela ne suffit pas à animer la dynamique territoriale.

##### 1) Une communication difficile sur le territoire

Le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC) assure l'animation de la contractualisation des MAEt sur le territoire de la plaine Niort Sud Est. Le Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres anime des MAEt sur toutes les autres zones ouvertes à contractualisation pour des enjeux avifaune de plaine sur le territoire départemental. C'est aussi le Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres (GODS) qui se charge bien souvent des études d'impacts Natura 2000 sur la ZPS plaine Niort sud-est. Ces deux acteurs jouent un rôle important dans les études et les actions écologiques menées sur le territoire de plaine au sud de Niort. Mais leurs relations avec les autres acteurs du territoire, notamment ceux de l'aménagement et donc de l'application des stratégies à enjeux écologiques en faveur de la biodiversité de plaine, sont à considérer avec précaution.

De nombreuses actions sont menées sur le territoire pour l'éducation à l'environnement :

- Le projet des nichoirs dans la plaine est basé sur un programme de recherche du CNRS de Chizé « Agriculture et biodiversité ». Il est accompagné de l'Institut de Formation et de Recherche en Education à l'Environnement (IFREE) ainsi que de Zoodyssée, régie autonome du Conseil général des Deux-Sèvres. Ce projet d'éducation à l'environnement se place dans un contexte de changement des habitats des oiseaux de plaine de par les modifications paysagères des milieux de plaine par les activités agricoles. L'intérêt est porté sur les villages et le réseau routier, identifiés comme des entités fixes et structurants le paysage. Les villages et le rôle des habitants sont considérés comme un indicateur de développement durable à mettre en lien avec le taxon indicateur que représente les populations d'oiseaux. 4000 nichoirs sont installés sur la zone atelier et permettent l'étude scientifique de l'évolution de la population d'oiseaux et par la sensibilisation des citoyens dans leur rôle pour favoriser la biodiversité.
- Les 3<sup>ème</sup> rencontres de la biodiversité ont permis de faire participer les habitants du territoire de la zone atelier à des sorties pédagogique pour découvrir la plaine, ses paysages et sa biodiversité. Ateliers et sorties ont été réalisées avec la coopération et le partenariat du CEBC, de Zoodyssée et du Conseil général des Deux-Sèvres.
- Animation du CEBC auprès des agriculteurs lors des contractualisations et des poses de dispositifs d'étude des populations (oiseaux, insectes) dans les champs (rencontre annuelle de tous les agriculteurs concernés).

Ce dispositif d'animation auprès de la population est intéressant mais il est inexistant pour les acteurs de l'aménagement, il serait pourtant utile d'y associer les collectivités devant assurer la gestion du territoire. Cette absence est d'autant plus flagrante avec le silence entre le Centre d'Etude Biologiques de Chizé et la commune de Granzay-Gript lors de l'élaboration de leur Plan d'Aménagement et de Développement Durable. Toutes les autres communes interrogées à ce sujet mettent en avant la même dynamique : il n'y a pas de communication entre les spécialistes du fonctionnement paysager et écologique du territoire et les collectivités locales. Cette difficulté est aussi repérable dans le travail de coopération entre le Conseil général et le CEBC. Pour cette étude, il a été difficile de récupérer des données écologiques et d'occupation du sol, tout comme difficile d'obtenir des rendez-vous. Cela peut s'expliquer par la quantité de travail d'étude fourni par le CEBC et le manque de temps et de moyens associés. Mais il semble utile de trouver un acteur relais entre les acteurs possédant l'information et les clefs de lectures du territoire et ceux de l'aménagement du territoire. Il serait intéressant d'imaginer un projet d'animation autour de l'écologie et du paysage en milieu de plaine avec les gestionnaires du territoire.

## 2) Assurer le rôle d'acteur relais pour la préservation des habitats de la biodiversité de plaine

Il semble nécessaire d'assurer une sorte de synergie dans les actions menées par les différents acteurs cités ci-dessus. Pour cela le Conseil Général doit envisager une solution pour jouer le rôle de relais entre ceux qui étudient le territoire et ceux qui le gère. Une solution relativement simple et adaptable à toutes les zones de plaine est d'éditer un document

informatif sur les enjeux, moyens et outils de protection, restauration et valorisation des habitats naturels en zone de plaine agricole auprès de tous les acteurs territoriaux tels que les collectivités, les EPCI et par la même occasion les services du Conseil général des Deux-Sèvres. Cette proposition est détaillée en Figure 34. Cette plaquette peut être diffusée en format papier mais aussi plus largement en utilisant le support internet du site du Conseil général.

Editer une plaquette informative «Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole»		Fiche n°1
<div>Contexte</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Protection de l'avifaune de plaine et de ses habitats naturels</li><li>- mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB à l'échelle locale</li></ul></div>	<div>Mise en oeuvre</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Explication du fonctionnement du paysage de plaine : système agro-écologique et évolution du paysage. Nécessite :<ul style="list-style-type: none"><li>=&gt; la réalisation de schéma explicatif du système paysager,</li><li>=&gt; l'utilisation de données d'évolution de l'occupation du sol</li><li>=&gt; schéma de l'évolution du paysage et des conséquences associées</li></ul></li><li>- Explication du cycle de vie de l'Outarde Canepetière et des habitats associée</li><li>- Fiche explicative sur les types d'espaces pouvant être préservés dans la réalisation d'une TVB à l'échelle locale<ul style="list-style-type: none"><li>=&gt; les relais paysagers</li><li>=&gt; les liaisons écologiques</li></ul></li><li>- fiche explicative de l'outil Espaces Naturels Sensible et son fonctionnement</li><li>- Fiche outils techniques de gestion des liaisons écologiques</li></ul></div>	<div>Partenaires technique</div> <div>CAUE 79 CEBC GODS Conseil Général 79</div>
<div>Objectifs</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Une plaquette commune à toutes les plaines agricoles</li><li>- Faire connaître les outils et méthode de protection des espaces naturels en zone de plaine céréalière dans les Mairies et EPCI</li><li>- Rendre cohérente une action de sauvegarde des milieux de plaine engagée par le Conseil Général des Deux-Sèvres</li></ul></div>	<div>Outils</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Exploiter des outils pédagogiques comme les blocs diagrammes paysages</li><li>- Prise en compte des documents existants pour les outils technique :<ul style="list-style-type: none"><li>=&gt; DOCOB et objectifs opérationels,</li><li>=&gt; fiche Paysages de plaine du CAUE 79,</li><li>=&gt; démarche Moins de pesticide plus de vie» du Conseil général des Deux-Sèvres</li></ul></li></ul></div>	<div>Moyens / Budget</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Réalisation interne avec gestion administrative et production des supports</li></ul><div>Echéancier : Diffusion 2012</div></div>
<div>DOCUMENTS ASSOCIES</div> <div>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles Convention Plaine</div>		<div>Document d'Objectif des ZPS associée Prochainement Schéma Régional de Cohérence Ecologique</div>

Figure 34 : Fiche action 1 : Edition d'une plaquette informative

## B. Faiblesse de la communication inter-service au Conseil général

Un autre type de limite dans la mise en œuvre d'une démarche globale pour le Conseil général est celle de la difficile communication entre les services internes.

### 1) La communication interservices

Une des raisons pour laquelle la communication interne est compromise est tout simplement le nombre important de service du Conseil général et du nombre considérable d'agents associés (p11). A l'échelle des techniciens nous n'observons pas directement d'organisation interne particulière en matière d'animation transversale aux différents services. La difficulté de la mise en place d'une transversalité entre services du Conseil général peut aussi provenir du fait que certains services sont nés d'anciennes compétences décentralisés de l'Etat qui ont été transférées au Département (comme celle de la gestion des infrastructures routières) et qui ont gardé leur propre structure interne. Par exemple le service s'occupant de la gestion des routes a conservé son propre bureau cartographie et SIG.

Il devient alors obligatoire que chaque agent prenne de lui même l'initiative de prendre connaissance des projets en cours dans les autres services. Cela signifie qu'il faut connaître toutes les compétences et les actions entreprises par les autres services. Cela ne va pas de soit. Aussi, les relations entre services se font surtout par les connaissances que peuvent avoir certains agents du Conseil général avec d'autres agents au sein des autres services et non pas par des procédures définies. Hors, nous ne connaissons pas toujours les dossiers en cours ou les compétences et domaines d'action de chacun, ni même les outils d'action pouvant être complémentaires à ceux du service biodiversité. Ce dernier, de par sa nature, doit permettre l'action sur tout un panel d'espaces dont les responsabilités de gestion peuvent être associées à d'autres service comme celui de l'eau, de la randonnée, des espaces verts, mais aussi du foncier, des routes, de l'acquisition foncière... Il semble donc indispensable de faire connaître aux autres les démarches engagées par le service quand celles-ci nécessitent des actions globales sur le territoire.

Nous devons noter cependant que des démarches d'évaluation et de travail commun entre les services concernés par la biodiversité seront prochainement engagées avec le Comité Départemental de la Biodiversité (octobre 2012). Ces démarches prendront la forme d'atelier de travail entre des responsables et référents des dossiers insertions, famille etc. des services du conseil général mais aussi des partenaires du Conseil général agissant en faveur de la biodiversité. Les services associés sont ceux concernés par les orientations de la politique départementale Deux-Sèvres Autrement (p11) : les thèmes abordés seront ceux de la solidarité, éducation et biodiversité ; infrastructures / équipements et biodiversité ; excellence environnementale et biodiversité.

### 2) Améliorer l'organisation interne entre les services concernés par la Trame Verte et Bleue au Conseil général

Il devient indispensable d'avoir une pensée globale lorsque l'on travaille sur la mise en œuvre d'un maillage écologique, ou TVB, à l'échelle du territoire départemental. Pour cela il

faut dans un premier temps communiquer sur les démarches engagées mais aussi inciter les autres services à échanger sur les outils pouvant être complémentaires à ceux du service biodiversité. L'objectif est d'informer autour des projets sur la biodiversité et le maintien des milieux naturels. Cette démarche est proposée dans le cadre de la protection des habitats à enjeux avifaune de plaine mais peut être élargie à tous les types d'actions en faveur des habitats naturels.

Nous pouvons faire ici trois propositions (Figure 35) :

- Publier une brève dans le journal interne du Conseil général « Dires »
- Diffuser une note interne pour tous les services concernés sur la mise en place du SIG Biodiversité, mis en commun avec les services Eau et Foncier ou sur tout autres projets à grande envergure en interne
- Une diffusion de la plaquette informative « Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole ».

Comme ouverture, nous pourrions envisager d'animer des réunions interservices sur chaque dossier le méritant. Mais pour cela il faut passer par la démarche de Projet et par toute la démarche administrative associée. Cela implique de passer par tous les chefs de services, chefs de direction, directeurs de pôles dont les agents techniques à associer au projet dépendent. Ces procédures sont lourdes et doivent correspondre à des projets lancés et fortement soutenus politiquement afin que le chef de projet ait un vrai poids et une vraie légitimité à agir avec tous les services associés. Nous avons préféré ici envisager des démarches plus souples de sensibilisation. La limite de cette démarche est sans doute celle des agents eux même : pour être efficace elle doit toucher tous les agents convaincus des démarches de biodiversité mais surtout ceux qui le sont moins.

La communication et la sensibilisation sont des moyens d'action bien connus du service qui les pratiquent de façon importante (publication de posters, création d'exposition, lettre d'information). L'idée est d'approfondir ces outils d'action en les ciblant sur l'intention du projet et en visant cette fois-ci non plus la population mais les acteurs de l'aménagement et de la gestion territoriale. Il est donc ici question tant des collectivités locales que des agents du Conseil général. Nous savons que la sensibilisation au public reste très importante car elle permet d'une part d'impliquer les premiers acteurs du territoire (les habitants, ceux qui pratiquent l'espace) mais elle est aussi indispensable pour le politique qui doit faire comprendre et faire accepter les actions de la collectivité aux électeurs. La bonne acceptation des actions passe par une large diffusion du savoir, nous proposons ici d'appuyer celle à l'attention des collectivités et EPCI dans une dynamique interne et externe.



Améliorer la communication interservice Communiquer sur les stratégies d'actions de gestion en faveur de la biodiversité		Fiche n°2
<p><u>Contexte</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Préservation de tous les espaces pour l'avifaune de plaine</li><li>- Mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB à l'échelle départementale</li><li>- lacunes de communication inter-service</li></ul>	<p><u>Mise en oeuvre</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Publier une brève dans le Journal Interne du Conseil général « Dires »</li><li>- Diffuser une note interne pour tous les services concernés sur la mise en place du SIG Biodiversité, mis en commun avec les services Eau et Foncier. Ce système de note peut être réutiliser pour faire connaître tout autres projets à grande envergure en interne.<ul style="list-style-type: none"><li>=&gt; Service Agriculture</li><li>=&gt; Service Eau et Assainissement</li><li>=&gt; Service aménagements fonciers énergies et randonnées</li><li>=&gt; Service de l'entretien et de l'exploitation de la route</li><li>=&gt; Service politiques contractuelles, affaires européennes, SIG</li></ul></li><li>- Diffusion de la plaquette informative « Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole ».</li></ul> <p><u>Outils</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Supports de communication interne</li><li>- Descriptif du SIG « Biodiversité»</li><li>- Plaquette de présentation du SDENS</li><li>- Plaquette «maillage vert en zone de plaine»</li><li>- Panneaux expositions «Métiers et biodiversité»</li></ul>	<p><u>Partenaires technique</u></p> <p>Service Biodiversité et Education à l'environnement et tout les services associés</p>
<p><u>Documents Associes</u></p> <p>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</p> <p>Document d'Objectif des ZPS associée</p>		<p><u>Moyens / Budget</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Réalisation interne avec gestion administrative</li></ul> <p>Echéancier: 2012</p>

Figure 35 : Fiche action 2 : Améliorer la communication interservices

## II. Des perspectives ouvertes sur le territoire

Les relais paysagers associés aux liaisons écologiques sont des moyens de mise en place de corridors écologiques adaptés au milieu de plaine. Seuls, les relais paysagers permettent de maintenir une mosaïque de cultures mais leur effet est multiplié s'ils sont liés entre eux par des liaisons écologiques assurant aux espèces avifaunistiques de circuler dans le milieu de plaine. Les deux actions de préservation peuvent donc être menées en parallèle. Ces deux leviers de la préservation des milieux de plaine ne correspondent pas aux mêmes outils d'action.

### A. Liaisons écologiques et relais paysagers : une voix à suivre

Les relais paysagers peuvent être valorisés et préservés avec l'outil ENS de département ou bien en étant classés en espaces N dans les PLU. Cependant le classement en espace N n'assure pas une maîtrise foncière des espaces. L'outil le mieux approprié localement pour assurer une maîtrise foncière et d'usage est celui des ENS. Nous pouvons donc l'utiliser de deux façons, d'une part le Conseil général peut acquérir directement des relais paysagers dans la plaine ou bien d'autre part il peut en déléguer le droit aux collectivités et EPCI en tant que partenaires associés à l'action de protection. L'acquisition et la gestion des sites peuvent être soutenues financièrement par le Conseil général via la TDENS.

#### 1) Maîtrise foncière et d'usage des relais paysagers

La fonction des relais paysagers peuvent être assurés par leur maîtrise foncière d'une part mais il faut aussi s'assurer de la façon dont ils sont gérés.

##### a) *Une maîtrise foncière assurée par le Conseil général*

La première solution, acquisition directe, sous entend une définition stricte de la stratégie d'action : cibler les types d'espaces et localiser les relais paysagers aux enjeux importants (Figure 36). Il semble que les relais paysagers à préempter ne doivent pas se cantonner aux vignes. Nous avons pu voir durant cette étude que les vignes possèdent certes un statut particulier dans le patrimoine paysager local mais elles correspondent aussi à de nombreuses contraintes, tant spatiales (situation dans les champs cultivés) que matérielles (gestion contraignante). Mais leur paysage en coteau est très significatif et permet de conserver une mosaïque de culture dans la plaine.

Acquisition de relais paysagers en plaine agricole		Fiche n°3
<p><u>Contexte</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection de l'avifaune de plaine et de ses habitats naturels</li><li>- mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>- Expérimentation de la protection de milieux pour préservation des espèces, Mise en oeuvre du DOCOB ZPS PNSE</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB à l'échelle locale</li></ul>	<p><u>Mise en oeuvre</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Faire connaître les relais paysagers et l'outil ENS aux collectivités et EPCI</li><li>- Cibler les interventions sur les relais paysagers : Vignes et cabane de vigne, Vergers et Friches en assurant les continuités écologiques</li><li>- Définition des périmètres de préemption</li><li>- Acquisition des relais paysager</li><li>- En cas de délégation de gestion faire respecter les conditions de gestion des ENS et des habitats à enjeux avifaune de plaine en intégrant une charte au contrat ENS</li></ul> <p><u>Outils</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plaquette «Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole».</li><li>- SIG «biodiversité» et tables SIG vigne pour la Zone Atelier</li><li>- SIG randonnée PDIPR</li><li>- Contrat «Espace Naturel Sensible»</li><li>- Charte «Gestion des habitats avifaune de plaine» tirée de la plaquette maillage vert local dans la plaine agricole.</li></ul>	<p><u>Partenaires technique</u></p> <p>CEBC GODS Antenne CREN 79 Conseil Général 79 Collectivités et EPCI des Deux-Sèvres</p> <p><u>Moyens / Budget</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 10ha par ZPS à enjeux avifaune de plaine : 25 000 € /ZPS</li><li>- total Deux-Sèvres 125 000 €</li></ul> <p><u>Calendrier</u> : mise en oeuvre à partir de 2011</p>
<p>DOCUMENTS ASSOCIES</p> <p>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</p> <p>Convention Plaine</p> <p>Plan national pour la sauvegarde de l'Outarde Canepetière</p> <p>Life Outarde</p> <p>Prochainement Schéma Régional de Cohérence Ecologique</p>		

Figure 36 : Fiche action 3 : Acquisitions de relais paysagers en zone de plaine

### *b) Une gestion agricole des relais paysagers*

Il est ici indispensable d'envisager un système de gestion de ces vignes qui deviendraient des relais paysagers. Elles devront être gérées en trouvant un compromis entre nature et agriculture. Habituellement mise en œuvre pour des espaces naturels types pelouses sèches, la gestion agricole à ambition traditionnelle, « résulte de la convergence des objectifs du gestionnaire, préserver un patrimoine naturel au moindre coût, et de ceux de l'éleveur, profiter d'un parcours et obtenir un revenu. Cela se concrétise par la mise en place d'une convention de gestion » (Proffit C., 1999). Ce type de gestion d'ENS est bien connu au Conseil général qui travaille en partenariat avec le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels antenne Deux-Sèvres, en rétablissant des activités pastorales sur certains sites naturels. C'est le cas du site dit Avelles Thouarsais dans le nord du département. Sur plusieurs hectares un éleveur est mis en place sous l'égide d'une Association Foncière Pastorale. Nous pouvons imaginer d'adapter ce modèle de gestion à d'autre type d'agro-éco système.

L'idée à développer est de subventionner la gestion des vignes en relais paysager par un agriculteur. Cette activité serait complémentaire de l'activité agricole de l'exploitant. Nous pouvons imaginer un système comme celui du GAEC des bois dont l'activité principale est la laiterie et l'activité viticole est secondaire. Le GAEC des Bois cultive 33ares de vignes et aujourd'hui ne peuvent en planter davantage de par la restriction des droits de plantations pour la viticulture. Cependant, si des vignes sont rachetées, le nouvel acquéreur récupère aussi les droits à planter. Mais les exploitants de ce GAEC ne semblent pas rechercher davantage de surface en vigne. Il serait alors nécessaire de trouver un exploitant agricole souhaitant récupérer des parcelles en vigne et les gérer. Il faut cependant noter que le travail de la vigne est très contraignant et gourmand en temps. Avec la (Figure 37) nous pouvons comprendre que la surface ainsi gérée en activité secondaire ne devra pas être importante. Si nous considérons la Figure 37 et en ne comptant pas le temps de traitements herbicides et insecticides (ENS oblige), nous comptons 60 jours de travail (à compter de 8h par jours) pour 1 hectare de vigne. Les périodes de travaux importants sont entre Juin et Septembre, nous comprenons que cela est difficilement conciliable avec les travaux agricoles de semences et de moissons qui ont lieu à la même période. Même en réduisant la surface en vigne il est difficile de concevoir une double activité culture et vigne.

Tâche	Période	Durée (h/ha)	Fréquence annuelle
<b>Prétaillage</b>	janvier	3	1
<b>Dégaulage</b>	janvier à mars	8 à 10	1
<b>Taille</b>	janvier à mars	80	1
Broyage des sarments	février - mars	1	1
Traitements antifongiques	avril à août	8 à 10	6 à 8
Traitements herbicides	mars – avril + juillet	3	2
Traitements insecticides	juillet	1h30	2
Entretien du palissage	avril	6	1
Fertilisation	février	1	1
Pliage des baguettes	mars – avril	8	1
Ebourgeonnage	mai à juillet	30 à 40	2
Palissage	juin – juillet	10 à 15	2
Rognage	juin à août	4	4
Eclaircissage	juillet - août	40	1
Egrappillage	juin à août	40	1
Effeuilage	août – septembre	30	1
Enherbement	mars	2	1
Tonte de l'herbe	février/avril juin/ août	2	3 à 4
Vendanges	octobre		1
Vinification	septembre – novembre	-	-
Commercialisation	toute l'année	-	-
Plantation	mars à mai		1/4
Arrachage	janvier – février	60	<1

*Figure 37 : Organisation annuelle du travail dans une entreprise viticole d'Anjou. Estimation des budget-temps des principales activités au cours de l'année vigneronne par les vignerons. Source : université d'Angers.*

Les propriétaires de vignes ayant une exploitation agricole n'ont pas le temps de faire plus de 20 ares de vigne et encore beaucoup ne remplacent pas les plans lorsqu'ils meurent. Il ne semble pas sérieux de subventionner un exploitant agricole pour n ares de vigne, mais plutôt plusieurs exploitants agricoles pour plusieurs petits bouts de vigne. Nous pouvons alors créer une forme de groupement agricole devant non seulement être adapté à la viticulture mais aussi à une mise en commun des biens fonciers. Si nous retirons toutes celles qui peuvent comprendre un nombre supérieur de 10 personnes dans le groupement il reste :

- Les Groupements Foncier Agricoles (GFA) conçus afin de regrouper des biens fonciers mais seule les personnes physiques peuvent y être associées. Cela peut apparaître problématique si nous souhaitons y associer des partenaires tels que le CREN ou le Conseil général car ce sont des personnes morales.
- Les Société Civiles d'Exploitation Agricole (SCEA) permettent d'associer des personnes physique et morale. L'objectif est de pouvoir gérer ou exploiter un domaine agricole.

C'est donc à priori sur les SCEA qu'il faut se pencher. Du reste, avec un groupement le matériel et outillage pour l'entretien de la vigne peut être commun à tous. Quand aux questions de production, toutes les communes de zone de plaine ne font pas partie des périmètres d'appellation. Au nord du département nous pouvons trouver des zones en appellation (Anjou

et au sud des appellations cognac ou pineau pour les plus connues). Les grandes quantités de sont concentrées autour des noyaux des syndicats interprofessionnels et les nouvelles règles d'appellation ont considérablement réduits les zones géographiques. Par exemple au sud Deux-Sèvres la majorité des communes en appellation sont en appellation Deux-Sèvres blanc, rouge ou rosé. Autant dire que le débouché n'est pas très recherché. Cependant nous pouvons imaginer de nouveaux débouchés pour les productions vitivinicoles : les jus de raisins. La consommation des vins Deux-sévriens n'étant pas fameuse, une production de jus de raisin semble davantage appropriée :

- Pour la consommation de tout public de 7 à 77 ans, jus de raisin en plat ou en pétillant,
- Pour une distribution et une consommation locale. Pourquoi ne pas imaginer une « Cuvée de la Canepetière » consommée dans les établissements publics comme les écoles ou lors des manifestations en partenariat avec des collectivités public ?
- Pourrions-nous envisager un soutien de l'Europe avec le montage d'un Life « agriculture, développement local et biodiversité » ?

En zone AOC la production de jus de raisin est limité à 100 hectolitres / hectare. Nous établirons une estimation des coûts pour 1 hectare de vigne. Le prix de la bouteille est estimé selon comparaison avec des producteurs locaux (Charente Maritime) en jus de raisin. Le prix de l'embouteillage et de la pasteurisation comprend les frais de port allé/retour, l'étiquetage et l'encartonnage (à renouveler après chaque vendange au moins pendant la durée du SDENS). Si l'opération est considérée comme prioritaire, les coûts de gestion peuvent être financés à 50% par le Conseil général comme le prévoit les fiches actions 1 et 9 du SDENS, et l'achat des parcelles à 100% comme l'indique la fiche action 3 du SDENS.

Action	Coût estimé	% subventionné par le Conseil général	Coût pour le Conseil général
Acquisition des parcelles en vigne (total 1ha)	2500 €	100%	2500 €
Achat du matériel <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cuve 10 000 l</li> <li>- Pressoir horizontal à vis manuel</li> </ul>	3000 € 1000 €	50%	2000 €
Embouteillage et pasteurisation	1 euro / litre soit 10 000€ pour 100 hectolitre	50 %	5000 €
Achat de la production en jus de raisin	2,70 € / litre	0 %	0
Total			9 500 €

Nous pouvons donc proposer de soutenir une gestion agricole de la biodiversité en milieu de plaine, cette expérimentation peut être mise en œuvre sur la plaine Niort sud-est (Figure 38).



Soutenir une gestion agricole des relais paysager dans la zone de plaine Niort sud-est		Fiche n°4
<p>Contexte</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection de l'avifaune de plaine et de ses habitats naturels</li><li>- mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>- Expérimentation de la protection de milieux pour préservation des espèces, Mise en oeuvre du DOCOB ZPS PNSE</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB à l'échelle locale</li></ul>	<p>Mise en oeuvre</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Recherche des parcelles vignes en parallèle des agriculteurs à associer pour une sélection géographique pertinente des parcelles. Partenaria avec le CEBC pour la recherche des agriculteurs.</li><li>- Mise en préemption de parcelle en vigne et acquisition au total d'1 hectare minimum pour expérimentation</li><li>- Mise en place d'une Société Civile d'Exploitation Agricole entre les différents partenaires du projet ainsi que les exploitants agricoles souhaitants exploiter quelques ares de vigne</li><li>- Créer une charte d'exploitation adaptée à la viticulture conservatoire</li><li>- Soutien à l'achat de matériel et à la transformation en jus de raisin après les vendanges au moins durant la période effective du SDENS (5 ans)</li><li>- Développer une politique d'achat de la production en jus de raisin par les collectivités locales</li><li>- Organiser des vendanges pédagogiques avec les élèves des collèges</li></ul> <p>Outils</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plaquette «Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole».</li><li>- Contrat «Espaces Naturels Sensibles»</li><li>- Charte «Gestion des habitats avifaune de plaine» tirée de la plaquette maillage vert local dans la plaine agricole.</li></ul>	<p>Partenaires technique</p> <p>Conseil Général 79 CREN CEBC</p>
<p>OBJECTIFS</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Maîtriser l'évolution de sites relevant d'enjeux biodiversité avifaune de plaine</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB</li><li>- Valoriser un réseau d'ENS</li><li>- Favoriser une gestion locale et agricole des ENS et un projet de développement local</li><li>- Encourager la maîtrise foncière et d'usage</li></ul>		
<p>DOCUMENTS ASSOCIES</p> <p>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</p> <p>Convention Plaine</p>	<p>Plan national pour la sauvegarde de l'Outarde Canepetière</p> <p>Life Outarde</p> <p>Prochainement Schéma Régional de Cohérence Ecologique</p>	

Figure 38 : Fiche action 4 : Soutenir une gestion agricole des relais paysagers en zone de plaine Niort sud-est

La deuxième possibilité pour la maîtrise foncière des relais paysager est de permettre aux collectivités d'acquérir des relais paysagers. Le Conseil général peut dans ce cas aider à l'acquisition (délégation du droit de préemption) et à la gestion de ces espaces par des subventions. Pour les vignes, il semble peu probable que les collectivités accepteraient de bloquer des parcelles isolées dans les parcelles de culture (cause mécontentement des agriculteurs).

## 2) Des vergers dans la plaine

Mais il ne faut pas se cantonner aux vignes. Les vergers peuvent être des relais paysager très intéressants au niveau écologique (correspondent à des prairies arborées). Leur entretien est moins contraignant que celui des vignes et leur production peut rester communautaire, sans obligation de cueillette. L'entretien correspond essentiellement à une fauche deux fois dans l'année et ne nécessite pas de matériel autre que celui déjà en possession des services techniques du Conseil général et des collectivités. Ces types d'espaces semblent mieux correspondre à des actions simples et directes de protection des relais paysagers. La difficulté vient cependant de leur localisation : le Centre d'Etudes Biologiques de Chizé ne fait pas de catégorie particulière pour les vergers qui peuvent être classés sous une typologie diverse : soient ils sont classés dans « Bois » s'ils sont isolés dans la plaine (ce qui est rare selon le CEBC), soit dans la catégorie « périvillage » ou « jardin ». Il est impossible de les y extraire. Cependant une ouverture est envisageable : dans les vignes que nous avons étudiées sur les communes pilotes, certaines d'entre elles possédaient des arbres fruitiers (Figure 39). Nous pouvons alors imaginer qu'une fois ces vignes acquises, nous pouvons conserver les fruitiers, peut être en replanter et ainsi constituer un verger, s'additionnant à une mosaïque de paysage en plaine. C'est ici qu'il faut valoriser le fait que pour ceux qui le pratiquent, le paysage de plaine est un paysage mouvant, et qu'écologiquement l'important est d'y conserver une mosaïque de milieux.



*Figure 39 : Les arbres fruitiers accompagnent les pieds de vignes. Commune de Marigny, source VDT, terrain 2011.*

La transformation des vignes en vergers est une solution envisageable. D'autant plus que nous pouvons y planter des espèces traditionnellement dans les vignes : ainsi nous conservons une partie de la mémoire de la vigne. Il semble indispensable d'y planter des variétés anciennes et locales (VOL : Végétal d'Origine Local). Les limites sont celles de la non identification précise des origines des variétés (CREN, projet VOL, 2011, document de travail

interne au Conseil général). Nous préconisons une densité de plantation faible puisque nous sommes dans un paysage de plaine et qu'il est intéressant de conserver un certain degré d'ouverture dans le verger. Techniquement nous compterons environ 6-7m d'enherbement autour de chaque arbre. L'idéal est de prendre des greffes sur franc (environ 20€ pour une greffe de 2 ans). Les identifications de localité des arbres fruitiers ne sont pas aisées mais nous pouvons nous rapprocher des conservatoires botaniques ou d'associations comme les Croqueurs de pommes ou Prom'haies. Nous pouvons citer par exemple :

- Les pommes : la Reinette Clochard (ou Reinette de Parthenay), la Reinette de Saintonge (plutôt Charente).
- Les poires : Poireau ou Bergamotte de Parthenay...

Nous proposons donc un projet de soutien à l'acquisition et à la gestion de relais paysagers par les collectivités ou des associations telles que le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels par rachat des vignes et transformation de ces dernières en verger (Figure 40). Ainsi la gestion en est moins contraignante et les nouvelles parcelles assurent toujours leur rôle de relais paysagers dans la plaine. Du reste, ce projet permet de développer les liens entre biodiversité et action sociale : les vergers peuvent être communautaires, chacun peut venir cueillir des fruits. Cela peut être positif pour les personnes en difficultés économiques et sociales (consommation des fruits gratuitement), et l'activité peut être créatrice de liens sociaux (lieux de rencontres et de partage).

Soutenir l'acquisition et préservation de relais paysagers en plaine agricole Niort sud-est		Fiche n°5
<div>Contexte<ul style="list-style-type: none"><li>- Protection de l'avifaune de plaine et de ses habitats naturels</li><li>- mise en oeuvre du Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>- Expérimentation de la protection de milieux pour préservation des espèces, Mise en oeuvre du DOCOB ZPS PNSE</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB à l'échelle locale</li></ul></div>	<div>Mise en oeuvre<ul style="list-style-type: none"><li>- Cibler les interventions sur les relais paysagers Vergers et Friches en assurant les continuités écologiques</li><li>- Définition des périmètres de préemption</li><li>- Soutenir l'acquisition des relais paysager par délégation du droit de préemption ENS aux collectivités territoriales ou EPCI</li><li>- Soutenir la transformation des vignes en vergers conservatoires</li><li>- Faire respecter les conditions de gestion des ENS et des habitats à enjeux avifaune de plaine en intégrant une charte au contrat ENS par une contractualisation</li></ul></div>	<div>Partenaires technique<ul style="list-style-type: none"><li>Conseil Général 79 conservatoire botanique</li><li>Croqueurs de pommes</li><li>Porteurs de projet : Collectivités et EPCI CREN</li></ul></div>
<div>Objectifs<ul style="list-style-type: none"><li>- Maîtriser l'évolution de sites relevant d'enjeux biodiversité avifaune de plaine</li><li>- Mise en oeuvre de la TVB</li><li>- Valoriser un réseau d'ENS</li><li>- Favoriser une action sociale de la biodiversité</li><li>- Encourager la maîtrise foncière et d'usage</li></ul></div>	<div>Outils<ul style="list-style-type: none"><li>- Plaquette «Valoriser et restaurer les habitats naturels : un maillage vert local dans la plaine agricole».</li><li>- Contrat «Espaces Naturels Sensibles»</li><li>- Charte «Gestion des habitats avifaune de plaine» tirée de la plaquette maillage vert local dans la plaine agricole.</li></ul></div>	<div>Budget : 14 500€<ul style="list-style-type: none"><li>- subvention acquisition à 50% sur 10 ha : 12 500€</li><li>- subvention plantations d'arbres fruitiers à 50% sur 10 ha : 2000€</li></ul></div> <div>Calendrier : mise en oeuvre à partir de 2011</div>
<div>DOCUMENTS ASSOCIES<ul style="list-style-type: none"><li>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</li><li>Convention Plaine</li><li>Plan national pour la sauvegarde de l'Outarde Canepetière</li><li>Life Outarde</li><li>Prochainement Schéma Régional de Cohérence Ecologique</li></ul></div>		

Figure 40 : Fiche action 5 : soutenir l'acquisition et la préservation des relais paysager dans la plaine agricole Niort sud-est

### 3) Cibler les secteurs d'action

Afin de sélectionner des relais paysagers pour appliquer les actions expérimentales proposées ci-dessus, nous devons définir un certain nombre de facteurs aux vues des résultats de l'étude.

- Les **liaisons écologiques** : nous devons privilégier la restauration et préservation des relais paysagers près des liaisons écologiques potentielles. Il serait intéressant pour cela de se pencher particulièrement sur les chemins du PDIPR qui peuvent permettre de faire un point d'ouverture au public par les chemins de randonnée
- **L'enjeu des parcelles** : il faut évaluer le risque de disparition de la parcelle et la possibilité de rachat avant arrachage. Il est certain que si une zone de préemption est mise en place sur des vignes dont le propriétaire souhaite remettre en grande culture, il est inutile de lancer des procédures de préemption coûteuse en temps sur des parcelles que nous ne sommes pas certain de récupérer. Nous devons donc privilégier les contacts avec les propriétaires, la discussion et négociation. La mise en place d'une zone de préemption ENS permet cependant de passer prioritairement devant la SAFER lors de la vente de la parcelle agricole.
- La recherche de parcelle en vigne pour une gestion agricole doit être menée en parallèle de celle **des agriculteurs** souhaitant se lancer dans le projet. L'objectif est de cibler des parcelles géographiquement intéressantes pour les futurs gestionnaires.

Il semble indispensable de continuer l'étude menée sur les communes pilotes afin de mieux cibler les parcelles en vignes regroupant les trois facteurs de sélection pour l'action 4. Doré et déjà nous pouvons nous pencher sur les parcelles suivantes (aucun nom de propriétaires ne sera noté sur le rapport mais seront disponibles dans les documents de travail internes au service) :

- la parcelle de la Perche sur la commune de Marigny (Figure 41) : bien située dans les zones de culture et juxtaposant un chemin classé en PDIPR. En outre, Monsieur le Maire est intéressé par de telles actions et elle est située dans une zone à outarde (Voir annexe 7). Sur la commune de Marigny nous connaissons les noms de certains propriétaires mais nous n'avons pas pu recouper la couche « parcelle\_vigne\_communes pilotes » avec le cadastre de mairie (et donc les noms des propriétaires).
- celles du Haut Fairault sur la commune de La Foye Monjault (Figure 42). Elles sont géographiquement et écologiquement bien situées, de plus il semble qu'un des exploitant propriétaire d'une de ces trois parcelles soit intéressé par les valeurs écologiques de la vigne et vienne de racheter une deuxième vigne dans le secteur.



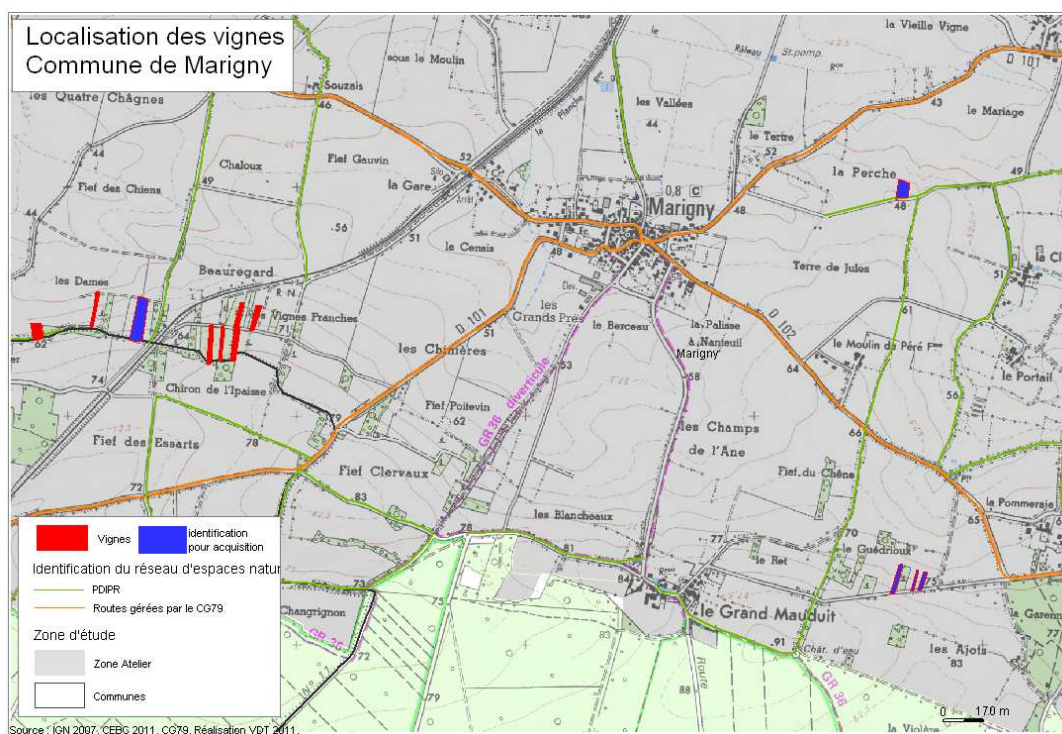


Figure 41 : vignes identifiées pour action 4 et 5

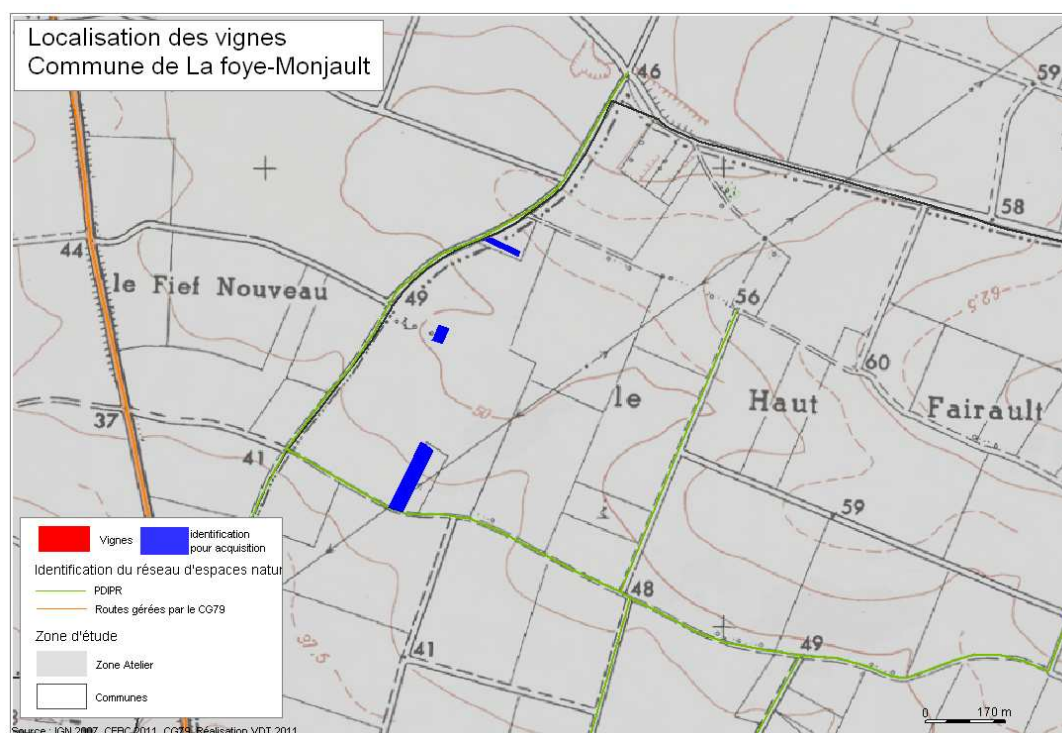


Figure 42 : Vignes identifiées pour action 4

Pour l'action 5, nous pouvons déjà identifier certaines parcelles intéressantes pour mener cette action d'un point de vu expérimental. Sur la commune de Marigny trois parcelles vont être mises en vente dans les deux années à venir sur le coteau de Beauregard et sur le Guédrioux (Figure 41). Aussi, le coteau de Beauregard est situé à proximité une zone à outarde (voir annexe 7). Il reste cependant indispensable d'élargir les recherches.



## **B. Assurer l'animation du DOCOB de la ZPS Plaine Niort sud-est**

L'action directe sur le territoire peut passer par une démarche d'animation. En effet elle permet d'allier communication et sensibilisation en amorçant des actions territoriales précises. La fiche action 33 du DOCOB (GODS, 2010) présentant les conditions d'animation du DOCOB ZPS PNSE, propose un cahier des charges exposant les champs d'application des missions de mise en œuvre du DOCOB. Les engagements pour cette mise en œuvre s'organisent autour de l'information et la sensibilisation du public ; la coordination des programmes d'action auprès des différents acteurs territoriaux ; la participation à l'élaboration des cahiers des charges des différents projets établis sur la ZPS ; assurer la fonction de conseiller auprès des services de l'Etat et la coordination des travaux d'inventaires scientifiques et technique. Les trois thèmes soulevés pour rendre opérationnelle l'animation du DOCOB sont l'animation et sensibilisation, l'assistance technique et l'assistance administrative.

Le Conseil général peut se présenter comme structure d'animation locale puisque les enjeux de protection de milieu de plaine font partie de ses axes prioritaires en termes de protection de la biodiversité ; que la structure possède une expérience et une capacité technique forte dans les démarches d'animation et de sensibilisation ; qu'elle travaille avec de nombreux partenaires sur tout le territoire d'application du DOCOB. Le Conseil général peut ainsi prendre une place forte d'acteur relais et force de proposition en utilisant ce tremplin pour engager des démarches de valorisations des espaces naturels. L'idée est que le service biodiversité du Conseil général candidate pour l'animation du DOCOB (Figure 43). Cela nécessite d'ouvrir un poste d'animateur au Conseil général au sein de l'équipe du service biodiversité.

Nous devons cependant noter que l'animation d'un site de plaine comme celui de la ZPS plaine de Niort sud-est demande un travail important de par la taille de la ZPS (20 760 ha) mais aussi les enjeux politiques qu'il soulève. Le fait que le DOCOB ait mis sept ans pour être accepté (réunion d'installation du COPIL en 2004) prouve bien les difficultés qui peuvent exister sur le terrain. La prise en charge de l'animation de ce DOCOB doit être une volonté forte de la part de la structure. Le statut même du Conseil général peut lui apporter une certaine légitimité sur ce territoire qui rassemble plusieurs échelons territoriaux mais les enjeux politiques du Conseil général peuvent être source de difficultés. Une des limites au fait qu'une collectivité comme le Conseil général assure l'animation d'un DOCOB est la machine administrative de la structure : une mise en œuvre du DOCOB demande parfois un temps de réactivité court et fluide. Ce ne peut pas toujours être le cas dans une structure administrative comme un Conseil général sauf quand le projet est porté politiquement et que les étapes de travail sont soulagées d'une partie des contraintes administratives.

Animer de DOCOB ZPS PNSE		Fiche n°6
<div>Contexte</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en oeuvre du DOCOB ZPS PNSE</li><li>- Protection de l'avifaune de plaine et de ses habitats naturels dans le cadre du SDENS</li><li>- Expérimentation de mode de protection de milieux pour préservation des espèce</li><li>- Nécessité d'assurer un rôle d'acteur relais auprès des acteurs territoriaux</li><li>- Life ourtarde et Pôle d'Excellence Rural</li></ul></div>	<div>Mise en oeuvre</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Porter à connaissance du contenu du DOCOB et de sa mise en oeuvre<ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Organisation de réunion publique d'information et de sensibilisation</li><li>⇒ Elaboration et diffusion d'un document de vulgarisation et de sensibilisation</li><li>⇒ Elaboration et diffusion d'une lettre annuelle d'information</li><li>⇒ Elaboration et diffusion d'articles pour les supports de communication locaux</li><li>⇒ Conception et animation d'un infosite (site internet)</li><li>⇒ Poursuite du travail d'animation et de concertation à travers les groupes de travail mobilisés lors de l'élaboration du DOCOB</li></ul></li><li>- Informer les acteurs locaux sur les moyens et les méthodes de mise en oeuvre des actions de gestion<ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Elaboration et diffusion de documents de références pour l'aide à la reconnaissance des espèces d'intérêt communautaire ainsi qu'à la gestion de leurs habitats</li><li>⇒ Elaboration d'un guide juridique</li><li>⇒ Organisation de visites de découverte du patrimoine avifaunistique des plaines et expérience de gestion</li><li>⇒ organiser une rencontre conviviale annuelle d'information</li></ul></li><li>- Elaborer des outils pédagogiques et participer à des actions de sensibilisation du grand public sur le site natura 2000<ul style="list-style-type: none"><li>⇒ Participation à des actions pédagogiques d'information et de sensibilisation du grand public</li><li>⇒ participation à la conception et à la mise en place d'outils pédagogiques</li></ul></li></ul><div>Outils</div><div><ul style="list-style-type: none"><li>- Fiches actions du DOCOB</li></ul></div></div>	<div>Partenaires technique</div> <div><ul style="list-style-type: none"><li>- Conseil Général 79</li><li>- associations (DSNE, GODS...)</li><li>- Membres du COPIL</li><li>- Membres du comité technique de la Convention plaine</li><li>- CEBC</li><li>- GRAIN PC</li><li>- Education nationale</li><li>- Fondations</li><li>- Fédération des petits débrouillards ...</li></ul><div>Moyen / Budget :</div><div><ul style="list-style-type: none"><li>- 1 animateur et services du Conseil Général</li><li>- coût total 45435€ dont 81 % Europe et 19% collectivités</li></ul><div>Calendrier : mise en oeuvre après candidature</div></div></div>
<div>DOCUMENTS ASSOCIES</div> <div>DOCOB ZPS PNSE</div> <div>Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles</div>	<div>Plan national pour la sauvegarde de l'Ourtarde Canepetière</div> <div>Life Ourtarde</div>	

Figure 43 : Fiche action 6 : animation du DOCOB ZPS PNSE

Nous avons pu voir ici que plusieurs outils et stratégies peuvent être mises en œuvre pour la protection et la valorisation des espaces naturels en zone de plaine. Ils sont tournés autant sur des stratégies de communication et de sensibilisation des acteurs que sur de l'investissement direct sur les espaces (maîtrise foncière et d'usage). Pour être efficaces, et dans l'idéal, ces actions doivent être complémentaires : communication et sensibilisation, animation, maîtrise des espaces et gestion des habitats. Cette stratégie correspond aux démarches engagées par le Conseil général, engageant les partenaires et les acteurs de l'aménagement du territoire et de la gestion des espaces naturels, mais aussi en impliquant les usagers pour mettre en œuvre des démarches en faveur de la biodiversité.



## Conclusion

Dans un contexte géographique, économique et social majoritairement rural, la protection des espaces naturels doit être adaptée à chaque situation territoriale. Nous avons pu constater tout au long de cette étude que les enjeux biologiques et écologiques en plaine céréalière sont intimement liés aux activités agricoles. L'exemple des différents habitats nécessaire au cycle de vie de l'outarde canepetière montre que les milieux favorables à l'avifaune de plaine sont ceux maintenus par les systèmes agro-écologiques. Le concept de paysage apporte les moyens d'agir sur les milieux et leurs fonctionnalités écologiques mais aussi sur les facteurs sociaux et économiques du territoire. Agir sur le paysage permet donc de penser la valorisation des milieux à l'échelle du système agro-écologique en lui-même.

Pour les collectivités territoriales deux leviers d'actions peuvent être utilisés dans la protection et la valorisation d'habitats de la biodiversité. Il s'agit des relais paysagers et des liaisons écologiques. Ces deux outils adaptés aux enjeux de plaine et à ses activités anthropiques accordent l'opportunité d'œuvrer pour une stratégie de protection et de gestion des espaces naturels s'appuyant sur une gestion agricole à ambition traditionnelle (mise à disposition des parcelles à des agriculteurs sous conditions de gestion). Les paysages de plaines sont perçus comme des non paysages, où, mis à part leur caractéristique d'ouverture, peut d'éléments identitaires sont considérés comme patrimoniaux. Nous pouvons alors modifier l'existant ou refaçonner les repères identitaires en s'appuyant sur les pratiques et les besoins des usagers du territoire, tout en valorisant les fonctions écologiques de ces nouveaux paysages dans la plaine. De ce fait, les vergers sont des éléments existants autour des villages mais que nous pouvons exporter dans la plaine et ainsi concevoir une nouvelle organisation des éléments paysagers et de leurs rôles écologiques. L'objectif est de s'adapter à des nouveaux besoins mais aussi aux moyens des gestionnaires du territoire.

La complémentarité des actions est à privilégier : celles permettant de maintenir un système agro-écologique respectant davantage les milieux, et celles créant un nouveau type de paysage. L'outil Espaces Naturels Sensibles semble adapté à de telles actions car il possède une certaine souplesse autant pour les gestionnaires que pour les acquéreurs (délégation du droit de préemption et/ou de la gestion). Une gestion cohérente des liaisons écologiques est à construire entre tous les acteurs territoriaux. Le Conseil général possède plusieurs leviers d'actions correspondant à une telle stratégie mais aussi une certaine expérience de par la politique menée en faveur de la biodiversité et de sensibilisation à l'environnement. Cette légitimité doit lui permettre d'assurer son rôle d'acteur relais pour la gestion d'un réseau d'espaces en faveur de la biodiversité. L'action du Conseil général peut aussi avoir un effet d'entraînement sur les collectivités territoriales. Lorsque que la Conseil général met en œuvre une action sur le territoire, de fait de nombreux acteurs sont associés d'une manière ou d'une autre au projet et cela peut avoir un effet bénéfique sur l'implication des acteurs responsables de la gestion territoriale dans la démarche.

Assurer une gestion en faveur de la biodiversité par l'agriculture est une façon d'atténuer l'avancée de l'agriculture intensive et ses effets néfastes sur les espaces naturels et de renouer les liens entre agriculteurs et milieux naturels. L'objectif est de retrouver l'équilibre entre besoins, pratiques agricoles et conservation des habitats « naturels ». Ce n'est

effectivement pas en mettant une nature « sous cloche » que les activités humaines seront en meilleurs termes avec les équilibres écologiques. La valorisation et la préservation de la biodiversité passent ici par celles des milieux associés et par l'implication de ses principaux acteurs. Cette stratégie est davantage ouverte sur le territoire que celle de la Stratégie Régionale de Création des Aires Protégées qui consiste à augmenter les surfaces sous protection réglementaire forte (les aires protégées correspondent aux réserves naturelles nationales ou régionales, réserves biologiques, arrêtés de biotope, zone cœur des parcs nationaux). Bien que cette stratégie soit un complément des Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique, il semble difficile de protéger des espaces naturels dans les grandes zones agricoles avec des aires protégées de ce type sans provocation de conflits. Une protection efficace et durable de la biodiversité dans ce type de milieu passe par la recherche d'équilibre entre productivité et maintien d'un milieu naturel et en valorisant des pratiques respectueuses des enjeux sociaux, économiques et écologiques d'un territoire.



## Bibliographie

ATEN, 2010 : Outils juridique pour la protection des espaces naturels, cahier technique de l'ATEN, bibliothèque en ligne, <http://bibliothequeenligne.espaces-naturels.fr>.

Attié C. et Micol T., 2009 : Conservation des outardes en France et en Espagne, Life union européenne Natura 2000, LPO, 87p.

Conseil général des Deux-Sèvres, 2010 : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles, service Biodiversité et Education à l'environnement, Conseil général des Deux-Sèvres, 85p.

Conseil général des Deux-Sèvres, nd : La clé des champs, pour mieux connaître la nature et les paysages des Deux-Sèvres, 36p.

Ecoscop, 2010 : Etat initial de l'environnement, Rapport final du 25 mars 2010, SCOT de la CAN, 266p.

ENSAP Bordeaux, 2011 : « Projet de paysage, représentation sociales et participation des populations, Compte rendu de la méthode », séminaire de 4<sup>ème</sup> année formation paysagiste DLPG de l'ENSAPBx, du 21 février au 15 juin 2011, 32p.

Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres, 2010 : DOCOB (Document d'Objectif) de la Zone de Protection Spéciale de la Plaine de Niort Sud-Est, site Natura 2000 FR 54 12 007, 138p.

ORE et CREN Poitou-Charentes : Atlas des Paysages, <http://www.paysage-poitou-charentes.org>, consulté le 09-08-2011.

Proffit C., 1999 : La gestion des espaces naturels sensibles, fonctionnement et perspectives. Dossier de l'environnement de l'INRA n°27, pp145-158.

## Table des matières

<b>Remerciements .....</b>	<b>5</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>7</b>
<b>Sommaire .....</b>	<b>9</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>11</b>
<b>Partie 1 : Conseil Général et collectivités : quelle protection des espaces naturels en zone de plaine ?.....</b>	<b>19</b>
<b>I. La plaine agricole : un milieu aux enjeux biologiques et économiques forts..</b>	<b>19</b>
A. Système agro-écologique et paysager de la plaine.....	19
1) Une biodiversité de plaine dépendante de l'agronomie.....	19
2) Système paysager .....	22
B. Les outils de protection Espaces Naturels sur les territoires de plaine .....	26
1) Les échelles de la protection d'espaces naturels sur la plaine .....	26
2) Ouvertures et limites des types de protections existants pour le conseil général....	29
C. Les Espaces Naturels Sensibles : un outil technique de protection des espaces naturels offrant une réelle amplitude dans l'action .....	29
1) La compétence Espace Naturel Sensible.....	29
2) Les outils ENS.....	30
a) La préemption ENS : mise en veille foncière des espaces à protéger .....	30
b) La Taxe Départementale des ENS : un outil financier pour l'acquisition et la gestion.....	31
<b>II. Le paysage : un objet mobilisable par les collectivités pour la protection des espaces et des espèces en zone de plaine.....</b>	<b>32</b>
A. Les relais paysagers .....	32
1) Définitions.....	33
2) Intérêts biologiques et paysagers.....	34
B. Les corridors écologiques.....	36
1) Le contexte Trame Verte et Bleue.....	36
2) Pour un corridor à l'échelle locale.....	37
<b>Partie 2 : Etude pilote sur la zone de plaine Niort sud-est .....</b>	<b>41</b>
<b>I. Une démarche prospective .....</b>	<b>41</b>
A. Construire une méthodologie générale adaptée au Conseil général .....	41
1) Utiliser les études à disposition et rester en lien avec les partenaires territoriaux ...	41
a) La Zone Atelier Plaine Niort Sud Est .....	42
b) Les acteurs de l'aménagement et de l'environnement .....	43
2) Utiliser les supports d'informations disponibles .....	45
B. Les opportunités territoriales pour la protection des espaces naturels .....	46
1) Les vignes : un patrimoine paysager .....	46
2) Assurer une gestion de « l'existant » en faveur de l'avifaune de plaine .....	48
<b>II. La protection des vignes comme relais paysager .....</b>	<b>50</b>
A. Une emprise spatiale en déclin.....	50
1) Construction de la base de données SIG .....	50

2) Analyses spatiales et modèles paysagers .....	52
B. Un intérêt territorial mitigé pour les vignes .....	56
1) Une représentation paysagère des vignes inégale chez les populations.....	56
a) Les propriétaires de vigne .....	56
b) Les habitants .....	58
c) Vers une disparition du « repère identitaire vigne » dans le paysage?.....	58
2) Une stratégie politique délicate .....	61
a) Une gestion contraignante des vignes.....	61
b) Le choix politique face aux populations.....	62
<b>III. La gestion écologique d'un réseau d'espaces publics.....</b>	<b>63</b>
A. Les parcelles publiques du Conseil général .....	63
1) Mettre en lien les espaces gérés par le Conseil général.....	63
a) Identification des parcelles publiques pour le territoire de la ZPS PNSE .....	64
b) Les conditions de l'identification.....	65
2) Une gestion en faveur de la biodiversité.....	70
B. Des trames vertes à l'échelle des communes.....	72
1) Méthode de présentation du réseau écologique adapté aux communes.....	72
2) Une réaction positive des maires.....	73
<b>Partie 3 : Quelles stratégies adopter ? .....</b>	<b>77</b>
<b>I. Contrecarrer des contraintes essentiellement structurelles.....</b>	<b>77</b>
A. Des relations partenariales efficaces mais à mesurer.....	77
1) Une communication difficile sur le territoire .....	77
2) Assurer le rôle d'acteur relais pour la préservation des habitats de la biodiversité de plaine.....	78
B. Faiblesse de la communication inter-service au Conseil général .....	81
1) La communication interservices.....	81
2) Améliorer l'organisation interne entre les services concernés par la Trame Verte et Bleue au Conseil général.....	81
<b>II. Des perspectives ouvertes sur le territoire.....</b>	<b>84</b>
A. Liaisons écologiques et relais paysagers : une voix à suivre .....	84
1) Maîtrise foncière et d'usage des relais paysagers .....	84
a) Une maîtrise foncière assurée par le Conseil général.....	84
b) Une gestion agricole des relais paysagers .....	86
2) Des vergers dans la plaine .....	90
3) Cibler les secteurs d'action.....	93
B. Assurer l'animation du DOCOB de la ZPS Plaine Niort sud-est.....	95
<b>Conclusion .....</b>	<b>99</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>101</b>
<b>Table des matières .....</b>	<b>102</b>
<b>Table des figures .....</b>	<b>104</b>
<b>Table des abréviations .....</b>	<b>106</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>107</b>

## Table des figures

Figure 1 : Organigramme des services départementaux du Conseil général des Deux-Sèvres .....	12
Figure 2 : Organigramme du le Direction de l'environnement et de l'agriculture, Conseil général des Deux-Sèvres .....	13
Figure 3 : Les paysages en Deux-Sèvres.....	16
Figure 4 : agrandissement des exploitations agricoles (source LIFE conservation de l'outarde canepetière en France et en Espagne) .....	20
Figure 5 : Une mosaïque de cultures nécessaire à l'outarde canepetière.....	21
Figure 6 : Evolution du parcellaire sur le bourg de Marigny, source CEBC et GoogleMap. ....	22
Figure 7 : Vues du coteau sud de Marigny vers le nord de la plaine. Source VDT 2011. ....	24
Figure 8 : Diagramme paysager schématique de la plaine Niort Sud-est, Source : terrain VDT 2011 .....	25
Figure 9 : Les outils de protection des espaces naturels en ZPS PNSE. Source CG79. ....	27
Figure 10 : Schéma paysager : les relais paysagers en zone de plaine.....	34
Figure 11 : Schéma paysager d'un corridor écologique à l'échelle locale en milieu de plaine .....	38
Figure 12 : Continuité écologique = relais paysagers + Corridor écologique .....	39
Figure 13 : Les périmètres de protection des espaces naturels sur la Zone Atelier. Source CG79.....	42
Figure 14 : Situation des communes pilotes dans la zone atelier .....	44
Figure 15 : Les EPCI sur la zone atelier.....	45
Figure 16 : Extrait de la carte de Cassini, région de Beauvoir (79) .....	47
Figure 17 : Les propriétés de la commune de la Foye-Monjault, 2011.....	49
Figure 18 : Exemple de mise en perspective de la table parcelle_vigne et de la table cadastre_vigne. Source CEBC, cadastre 2010.....	51
Figure 19 : évolution de la surface en vigne sur la zone atelier, calcul de surface MapInfo. Source CEBC. ....	52
Figure 20 : Evolution de l'occupation du sol Prairie et Vigne sur la surface total de la zone atelier. Calculs MapInfo, données CEBC, 2011.....	52
Figure 21 : Evolution de l'occupation du sol vigne dans la zone atelier. Source CEBC. ....	53
Figure 22 : Les vignes dans la Zone Atelier Plaine de Niort sud-est .....	54
Figure 23 : Schéma paysager des vignes regroupées au niveau d'un petit coteau. Source terrain VDT 2011... 55	55
Figure 24 : Schéma paysager d'une vigne isolée au milieu de la plaine. Source terrain VDT, 2010.....	55
Figure 25 : Vigne isolée entre friche et les cultures de plaine. VDT 2011.....	55
Figure 26 : Proposition d'une nouvelle organisation des vignes dans le paysage de plaine.....	60
Figure 27 : Identification d'un réseau d'espaces gérés en faveur de la biodiversité .....	66
Figure 28 : Localisation des vignes sur la commune de Saint-Symphorien .....	67
Figure 29 : Localisation des vignes sur la commune de Granzay-Gript .....	68
Figure 30 : Localisation des propriétés du CG79 sur la zone atelier et sur les 4 communes pilotes .....	69
Figure 31 : Gestion écologique des bords de chemins dans la ZPS PNSE. Source DOCOB, 2010. ....	70
Figure 32 : Gestion écologique des bords de routes dans la ZPS PNSE, cas des routes avec et sans faussés. Source DOCOD, 2010.....	70
Figure 33 : Comment construire un maillage écologique dans la plaine ? Schéma présenté aux maires des communes pilotes, 2011. ....	72
Figure 34 : Fiche action 1 : Edition d'une plaquette informative.....	80
Figure 35 : Fiche action 2 : Améliorer la communication interservices.....	83
Figure 36 : Fiche action 3 : Acquisitions de relais paysagers en zone de plaine.....	85
Figure 37 : Organisation annuelle du travail dans une entreprise viticole d'Anjou. Estimation des budget-temps des principales activités au cours de l'année vigneronne par les vignerons. Source : université d'Angers. ....	87
Figure 38 : Fiche action 4 : Soutenir une gestion agricole des relais paysagers en zone de plaine Niort sud-est .....	89

<i>Figure 39 : Les arbres fruitiers accompagnent les pieds de vignes. Commune de Marigny, source VDT, terrain 2011. ....</i>	<i>90</i>
<i>Figure 40 : Fiche action 5 : soutenir l'acquisition et la préservation des relais paysager dans la plaine agricole Niort sud-est .....</i>	<i>92</i>
<i>Figure 41 : vignes identifiées pour action 4 et 5 .....</i>	<i>94</i>
<i>Figure 42 : Vignes identifiées pour action 4 .....</i>	<i>94</i>
<i>Figure 43 : Fiche action 6 : animation du DOCOB ZPS PNSE .....</i>	<i>96</i>

## Table des abréviations

ATEN : Atelier Technique des Espaces Naturels

CAN : Communauté d'Agglomération de Niort

CEBC : Centre d'Etude Biologique de Chizé

CREN : Conservatoire Régional d'Espaces Naturels

ENS : Espace Naturel Sensible

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

GODS : Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres

MAEt : Mesure Agri-Environnementale territorialisée

ORE : Observatoire Régional de l'Environnement

PADD : Plan d'Aménagement et de Développement Durable

PDIPR : Plan Départemental des Itinéraire de Promenade et de Randonnée

PLU : Plan Local d'Urbanisme

SDENS : Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles

TDENS : Taxe Départemental des Espaces Naturels Sensibles

ZPS PNSE : Zone de Protection Spéciale Plaine Niort Sud-Est



## Annexes

Situation Géographique du département des Deux-Sèvres .....	108
Les Zones Atelier .....	109
Evolution de l'occupation du sol dans la zone atelier entre 1995 et 2011.....	110
Fiche CREN Fonctionnalités biologique et écologique.....	111
Fiche information parcelle .....	112
Guide d'entretien.....	113
Zone Outarde dans la Zone Atelier ZPS PNSE .....	115

## Situation Géographique du département des Deux-Sèvres

Département des Deux-Sèvres

[www.capnet79.fr](http://www.capnet79.fr)

### Situation dans le grand ouest

**CAPnet**  
Deux-Sèvres



## Les Zones Atelier

Informations tirées du site internet : <http://www.zaplainevaldesevre.fr/> :

La mise en place des Zones Ateliers par le programme Environnement Vie et Société du CNRS il y a plus de 20 ans avait pour ambition de favoriser les approches interdisciplinaires pour mener des recherches sur l'environnement, en particulier sur les relations complexes entre l'homme et les écosystèmes, en prenant en compte l'évolution de ces relations dans le temps et en travaillant à grande échelle spatiale. Les questions traitées sur ces sites sont issues d'un territoire régional en étroite liaison avec les gestionnaires et les différents acteurs associatif et politique.

### **Espace de recherche, d'observations et de méthodes réunissant des équipes de recherche organisées autour de problématiques interdépendantes**

- plate-forme de recherche associant des équipes de recherche multidisciplinaire et des partenaires opérationnels
- territoire de grande dimension déterminé autour d'une seule problématique permettant de croiser des approches écologiques, sociales et économiques
- lieu d'interactions entre chercheurs, citoyens et institutions régionales et locales
- observatoire de l'évolution des par des séries de données pouvant alimenter un Observatoire de Recherche en Environnement

#### ■ Un réseau de cinq Zones Atelier agriculture intensive

Depuis 2008 (programme BioDivAgriM-ANR Biodiversité), la Zone Atelier Plaine et Val de Sèvre est en lien étroit avec la ZA Plaine Fougères et le LTER Coteaux de Gascogne, autour de la problématique " Diversité des modes d'occupation et de gestion des terres et biodiversité à l'échelle des paysages ". Une collaboration devrait aussi être initiée avec les équipes du PIREN Seine, notamment en ce qui concerne l'approche spatialement explicite des flux environnementaux en région de grande culture. Par ailleurs, nous collaborons déjà étroitement avec une partie des équipes de la Zone Atelier Moselle (SAD Mirecourt).

On pourrait donc, à terme, envisager un réseau des Zones Atelier " agriculture intensive" avec une double entrée : enjeux eau (PIREN SEINE, ZAM, et PVS), enjeux éléments paysagers pérennes (Coteaux, Plaine Fougères, PVS, et dans une moindre mesure, ZAM). Ces cinq Zones Ateliers couvriraient par ailleurs une gamme équilibrée et graduelle d'agro-écosystèmes céréaliers plus ou moins intensifs, plus ou moins arborés, plus ou moins impliqués dans l'élevage.

#### ■ Les recherches sur le paysage, la biodiversité, la qualité de l'eau dans la région de Plaine-Fougères

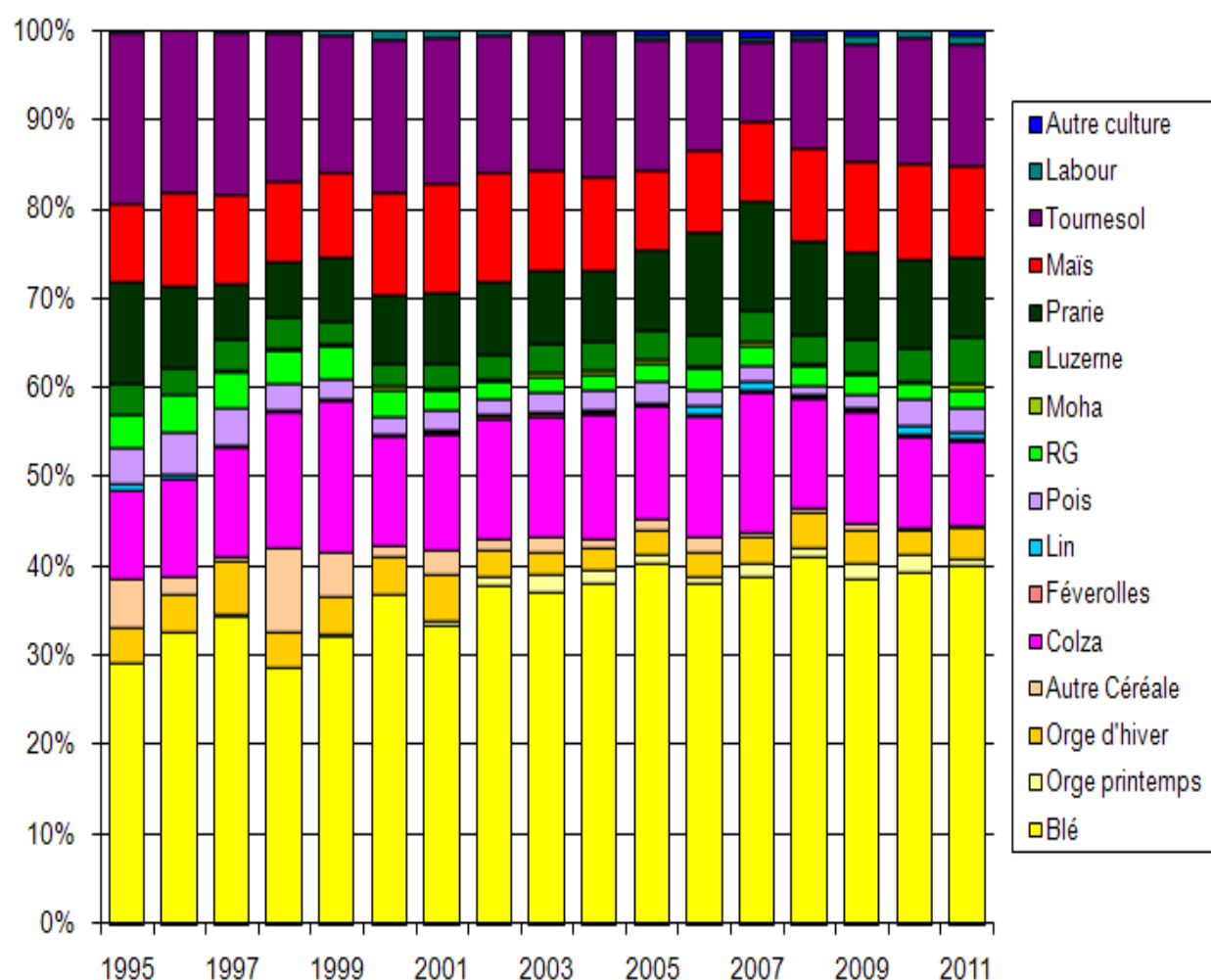
### **Les questions de recherche : Changement d'utilisation des terres et dynamiques environnementales en Bretagne**

- Recherches à long terme sur les relations activités agricoles et forestières, structure et dynamique des paysages
- et biodiversité sur le site des vallées et coteaux de Gascogne

### **Les questions de recherche :**

- Ecologie du paysage
  - Causes et conséquences de l'hétérogénéité spatiale sur les processus écologiques
  - Interactions entre activités humaines et patrons spatiaux
- Interactions entre systèmes écologiques et systèmes sociaux (SES) dans une perspective de durabilité

## Evolution de l'occupation du sol dans la zone atelier entre 1995 et 2011



## Fonctionnalités biologique et écologique

### Garantir la fonctionnalité des sites et des habitats

La fonctionnalité d'un milieu signifie que celui-ci assure potentiellement tous les besoins des espèces qu'il abrite pour effectuer leur cycle vital, ainsi que les interfaces avec les milieux voisins permettant les échanges biologiques et le brassage génétique. Cette fonctionnalité se décline au niveau des habitats, des écosystèmes et des territoires géographiques.

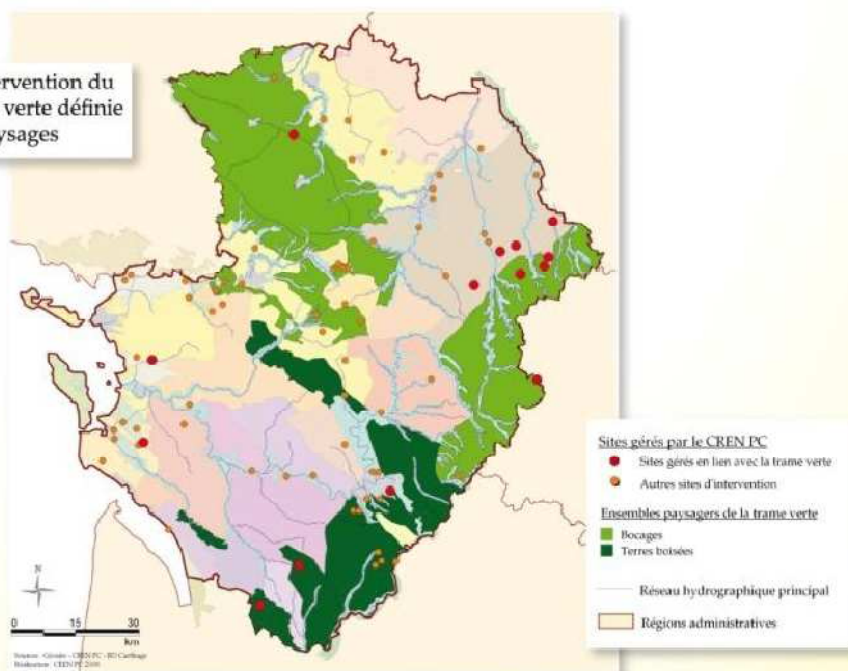
Le rôle des corridors biologiques entre les sites gérés par le Conservatoire est essentiel pour assurer l'efficacité à long terme des actions de conservation et de développement des milieux et des espèces concernés.

Il est indispensable d'identifier ces supports d'échanges liés à l'eau et à la végétation, au sein de la nature dite « ordinaire » et des paysages : structures paysagères marquées par le maillage de haies, les murets, les cours d'eau,... ainsi que les éléments fixes : arbres, jardins, vignes, mares,....

La fonctionnalité des sites et des habitats est donc tributaire du maintien, de la gestion, voire de la création de ces corridors par les acteurs des territoires concernés avec lesquels il faut collaborer.

Le Conservatoire portera un accent particulier à cette notion de fonctionnalité lors de l'ouverture des nouveaux dossiers d'intervention.

Situation des sites d'intervention du CREN PC dans la trame verte définie à partir de l'atlas des paysages



## Fiche information parcelle

CODE PARCELLE

COMMUNE

TYPE ENJEU : relais paysager

### Information FONCIER

Code parcelle	
Commune	
N° cadastre	
Propriétaire	
Adresse propriétaire	
Téléphone propriétaire	
Age	
Exploitant	
Adresse Exploitant	
Années restantes estimée en exploitation	
Téléphone exploitant	
Réponse au questionnaire	Oui / non
Intervention sur la gestion de la parcelle	Favorable / défavorable
Location de la parcelle	Favorable / défavorable
Vente de la parcelle	Favorable / défavorable
Remarque	

### Information PARCELLE

Code parcelle	
Enjeu	Leks / relais paysager
Surface à préserver (ha)	
Surface parcelle (ha)	
Surface SIG (ha)	
Type occupation du sol actuelle Cépages	
Ancienne occupation du sol	
Entretien parcelle	
Type espèces	
Type milieu	
Bâti	
Aménagement spécifique à faire	
Pression	
Document protection / gestion	



## Guide d'entretien

### Guide d'entretien semi-directif pour les acteurs publics

*Contexte : Le Conseil général s'est engagé dans une politique de mise en valeur des espaces naturels sensibles en faveur de la protection des espaces et des espèces. Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Départemental des ENS, nous souhaitons créer un réseau d'ENS et ainsi favoriser la mise en place d'une trame verte et bleue / d'un réseau écologique.*

*Aujourd'hui nous souhaitons proposer d'autres espaces naturels pouvant participer au maintien de la biodiversité dans ce territoire par la conservation d'espaces permettant de préserver une mosaïque paysagère (et biologique).*

*Si maire (en ZPS PNSE) : Vous avez répondu en 2010 à un questionnaire pour proposer des ENS sur votre territoire.*

#### Le paysage sur le territoire

1. Y a-t-il un document relatif au paysage sur votre territoire : protection, conservation, mise en valeur ?
2. Quel type de paysage y est mis en valeur ?
3. Quelles sont les actions menées par la collectivité publique / EPCI ?
4. Quels sont vos partenaires ? publics / privés
5. Existe-t-il des associations ou groupements qui défendent l'objet paysage ou participe à sa mise en valeur (paysage et petit patrimoine) ?

#### La biodiversité sur le territoire

1. Quelles sont les actions menées en faveur de la biodiversité sur votre territoire ?
2. Dans ce cadre avez-vous des partenaires ? publics / privés ? qui sont-ils ?

#### Les espaces naturels sensibles

*Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Départemental des ENS, le Conseil général souhaite mettre en place des zones de préemption en faveur de la protection et de la conservation de la biodiversité. En 2010 des questionnaires ont été envoyés dans les mairies afin de recenser les propositions d'ENS faites par les communes. Si besoin rappeler la définition des ENS, les enjeux et objectifs, les modes de financement.*

1. Seriez-vous favorable au classement de certains espaces en ENS sur votre territoire ?

2. Si une zone de préemption est créée sur votre commune, le Conseil général a besoin de votre accord (délibération du conseil le cas échéant). Qu'en pensez-vous ?
3. Le Conseil général peut déléguer son droit de préemption à une collectivité ou à un EPCI, pensez-vous que cela peut être intéressant pour vous ?
4. Seriez-vous d'accord pour mettre en place une gestion écologique des espaces publics et parapublics sur votre commune ? Avez-vous une cartographie de ces espaces ?
5. Nous pourrions associer les bords de routes au réseau écologique. Que pensez-vous de cette démarche ? Seriez-vous prêt à le faire sur les chemins ruraux et communaux ?
6. A par les ENS et les réseaux écologiques quels peuvent être les actions de sensibilisation du public sur ces questions ? (fête, association, patrimoine)

### Les relais paysagers

*Expliquer à l'aide d'un bloc diagramme paysager ce que sont les relais paysagers. Le relais paysager intègre cette définition ; elle l'élargit en lui apportant une double dimension : objective (liens entre les éléments physiques, co-visibilité d'éléments) et subjective (appréciation des liens de sens, d'identité, d'appartenance à un territoire, à une communauté de structures ou d'éléments du paysage). Ils permettent une continuité paysagère et écologique.*

*Présenter une carte de localisation des relais paysagers sur le territoire.*

*Laisser à chacun un exemplaire de la fiche explicative du système paysager de la plaine.*

1. Que pensez-vous de la pertinence de s'attacher à la conservation de ces éléments ?
2. Comment pensez-vous que les différents usagers du territoire et les propriétaires réagiront face à une conservation de ces types d'éléments et à leur mise en valeur ?

### Fin de l'entretien

*Demander à voir les registres cadastraux afin de remplir les « fiche information parcelle » et de prendre les informations sur les propriétaires et celles sur l'évolution des occupations.*

*Demander consultation des PLU.*

*Les fiches information des parcelles sont conçues pour les friches et les relais paysagers. La base de données sera ainsi commune aux deux types d'espaces.*



## Zone Outarde dans la Zone Atelier ZPS PNSE

